



BANQUE ROYALE DU CANADA

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2015 – RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Résultats de la Banque Royale du Canada pour le deuxième trimestre de 2015

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 28 mai 2015 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd’hui un bénéfice net record de 2 502 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2015, en hausse de 301 millions, ou 14 %, par rapport à l’exercice précédent. En excluant un élément précisé dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net s’est accru de 193 millions de dollars, ou 9 %⁽¹⁾, par rapport à l’exercice précédent. Nos résultats reflètent la solide croissance du bénéfice du secteur Services bancaires canadiens et la forte croissance dans le secteur Marchés des Capitaux, le bénéfice record du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, de même que la solidité sous-jacente des activités du secteur Gestion de patrimoine, facteurs neutralisés en partie par les résultats à la baisse du secteur Assurances découlant d’une modification apportée aux lois fiscales canadiennes. La qualité du crédit est demeurée élevée, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s’étant établi à 0,25 %, et notre position de capital est solide, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie calculé en vertu de l’accord de Bâle III étant de 10,0 %.

« RBC a affiché des résultats élevés au deuxième trimestre, le bénéfice s’étant chiffré à plus de 2,5 milliards de dollars, ce qui reflète les solides résultats enregistrés dans nos secteurs d’exploitation. Je suis très satisfait de notre rendement record au premier semestre », a déclaré M. David McKay, président et chef de la direction de RBC. « Nous continuerons de tirer parti de la solidité de notre modèle d’affaires diversifié pour favoriser la croissance du bénéfice, tout en maintenant notre engagement en matière d’innovation et en répondant aux besoins changeants de nos clients. »

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 502 millions de dollars (en hausse de 14 % par rapport à 2 201 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,68 \$ (en hausse de 0,21 \$ par rapport à 1,47 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,3 % (en hausse par rapport à 19,1 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 10,0 %, calculé en vertu de l’accord de Bâle III

Résultats excluant l’élément précisé⁽¹⁾ : Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 394 millions de dollars (en hausse de 9 % par rapport à 2 201 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,61 \$ (en hausse de 0,14 \$ par rapport à 1,47 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,5 % (en baisse par rapport à 19,1 %)

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 46 millions de dollars. En excluant l’élément précisé dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net a diminué de 62 millions de dollars, ou 3 %⁽¹⁾, résultat qui tient essentiellement à des facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, aux résultats à la baisse du secteur Assurances, ainsi qu’à la perte de valeur de 23 millions (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment de RBC Royal Bank (Suriname) N.V.

(1) L’élément précisé pour le deuxième trimestre de 2015 a trait à un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d’une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d’un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres. Les éléments précisés du premier trimestre de 2014 comprenaient une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi qu’une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l’emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Les mesures excluant les éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	17	Gestion de patrimoine	60	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Rapport de gestion	18	Assurances	60	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	20	Services aux investisseurs et trésorerie	60	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
2	Vue d’ensemble et perspectives	21	Marchés des Capitaux	60	Changements futurs des informations réglementaires
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	22	Services de soutien généraux	60	Contrôles et procédures
3	Faits saillants financiers et autres	23	Résultats par secteur géographique	60	Transactions entre parties liées
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	25	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	61	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Principaux événements de 2015	27	Situation financière	62	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
6	Rendement financier	27	Bilans résumés	68	Notes annexes (non audité)
6	Vue d’ensemble	28	Arrangements hors bilan	101	Renseignements à l’intention des actionnaires
10	Résultats des secteurs d’exploitation	30	Gestion du risque		
10	Évaluation et présentation des secteurs d’exploitation	30	Risque de crédit		
10	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	38	Risque de marché		
14	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	44	Risque de liquidité et de financement		
		53	Gestion du capital		
		58	Information financière supplémentaire		
		58	Risques liés à certains instruments financiers		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2015 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2015. Le présent rapport de gestion, daté du 27 mai 2015, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2014, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015; la lutte contre le blanchiment d'argent, la croissance du crédit lié aux prêts de gros, les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité, la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; le risque fiscal et la transparence; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information, à la gestion de l'information, aux médias sociaux, à l'environnement, aux tierces parties et aux activités d'impartition.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2014, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble et perspectives

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 78 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 39 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Total des revenus	8 830 \$	9 644 \$	8 276 \$	18 474 \$	16 736 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	270	244	552	536
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	1 522	830	2 015	1 812
Frais autres que d'intérêt	4 736	4 620	4 332	9 356	8 719
Bénéfice net avant impôt	3 319	3 232	2 870	6 551	5 669
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 200 \$	1 255 \$	1 115 \$	2 455 \$	2 186 \$
Gestion de patrimoine	271	230	278	501	513
Assurances	123	185	154	308	311
Services aux investisseurs et trésorerie	159	142	112	301	218
Marchés des Capitaux	625	594	507	1 219	1 012
Services de soutien généraux	124	50	35	174	53
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,68 \$	1,66 \$	1,47 \$	3,34 \$	2,86 \$
– dilué	1,68	1,65	1,47	3,33	2,85
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,3 %	19,3 %	19,1 %	19,3 %	18,6 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,24 %	0,23 %	0,24 %	0,25 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,46 %	0,46 %	0,45 %	0,46 %	0,45 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	111 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (4)					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (4)	10,0 %	9,6 %	9,7 %	10,0 %	9,7 %
Ratio du capital de première catégorie (4)	11,6 %	11,0 %	11,4 %	11,6 %	11,4 %
Ratio du capital total (4)	13,5 %	13,0 %	13,2 %	13,5 %	13,2 %
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,5X	s.o.	17,5X
Ratio de levier (4)	4,0 %	3,8 %	s.o.	4,0 %	s.o.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	1 032 172 \$	1 086 695 \$	895 896 \$	1 032 172 \$	895 896 \$
Valeurs mobilières	222 643	230 723	191 481	222 643	191 481
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	448 310	448 210	421 436	448 310	421 436
Actifs liés aux dérivés	107 004	150 564	72 633	107 004	72 633
Dépôts	651 551	654 707	590 959	651 551	590 959
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 779	51 314	45 933	51 779	45 933
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	51 500	49 250	45 550	50 350	44 750
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	398 992	407 934	349 094	398 992	349 094
Biens sous gestion	486 300	485 700	430 600	486 300	430 600
Biens administrés (5)	4 835 100	4 729 300	4 393 000	4 835 100	4 393 000
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 442 078	1 442 591	1 443 115	1 442 339	1 442 769
– moyenne (diluée)	1 448 651	1 449 419	1 450 271	1 449 037	1 454 579
– à la fin	1 443 102	1 442 592	1 441 349	1 443 102	1 441 349
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,77 \$	0,75 \$	0,71 \$	1,52 \$	1,38 \$
Rendement de l'action (6)	4,0 %	3,9 %	4,0 %	3,9 %	3,9 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX)	80,11 \$	71,74 \$	73,15 \$	80,11 \$	73,15 \$
Capitalisation boursière (TSX)	115 607	103 492	105 435	115 607	105 435
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	73 136	73 332	74 063	73 136	74 063
Nombre de succursales	1 361	1 365	1 379	1 361	1 379
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 913	4 913	4 972	4 913	4 972
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (7)	0,806 \$	0,839 \$	0,907 \$	0,822 \$	0,916 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,829 \$	0,787 \$	0,912 \$	0,829 \$	0,912 \$

- Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2015, nous calculons le ratio de liquidité à court terme conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité, une nouvelle mesure réglementaire s'inscrivant dans le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de liquidité à court terme ne s'applique pas aux périodes précédentes, car il a été adopté de manière prospective et qu'il a pris d'effet au deuxième trimestre de 2015. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- Les ratios de capital et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'Accord de Bâle III, qui ne s'applique pas aux périodes précédentes. Le coefficient actif-capital est présenté sur une base transitoire pour les périodes précédentes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- Comprend un montant de 30,4 milliards de dollars (30,8 milliards au 31 janvier 2015; 32,2 milliards au 30 avril 2014) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 27 mai 2015

Canada

Au premier trimestre civil de 2015, l'économie canadienne a été touchée par les mauvaises conditions météorologiques et par le maintien de faibles prix du pétrole, qui ont entraîné une stagnation de l'économie. Les activités sur le marché de l'habitation ont affiché des signes de reprise en mars et en avril 2015, par rapport au ralentissement enregistré vers la fin de l'année civile 2014 et au début de 2015. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain vers la fin du trimestre civil, en raison de la modeste remontée des prix du pétrole. Bien que le taux de chômage soit demeuré stable à 6,8 % en avril 2015, il est en hausse par rapport à 6,6 % en janvier 2015, la création d'emplois au pays s'étant accompagnée d'un accroissement de la main-d'œuvre. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 0,75 % en mai 2015, car elle s'attend à ce que l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur l'économie soit suivie d'une période de croissance économique tenant au fait que les répercussions positives des plus faibles prix du carburant devraient stimuler la consommation de même que les investissements des entreprises dans les secteurs autres que le secteur de l'énergie, ainsi qu'en raison de l'accroissement de la demande aux États-Unis et de la hausse des exportations découlant de la faiblesse du dollar canadien.

Nous nous attendons à ce que l'économie canadienne se remette des répercussions des mauvaises conditions météorologiques et des faibles prix du pétrole au deuxième trimestre civil, et nous prévoyons une croissance estimative de l'économie canadienne de 2,2 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes, en raison des dépenses de consommation élevées et de l'accroissement des exportations. La réduction des investissements des entreprises dans le secteur pétrolier et gazier devrait être neutralisée en partie par les dépenses d'investissement dans les autres secteurs. Nous nous attendons à ce que le marché de l'habitation au Canada demeure solide et à ce que le ralentissement du marché dans les régions sensibles au secteur pétrolier soit neutralisé par la croissance des activités dans les autres régions du pays. En raison de la légère remontée des prix du pétrole et de la croissance prévue de l'économie, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne le taux de financement à un jour à 0,75 % jusqu'au deuxième trimestre civil de 2016, et à ce qu'elle hausse alors ce taux de 25 points de base.

États-Unis

Au premier trimestre civil de 2015, l'économie américaine a été touchée par les mauvaises conditions météorologiques et par les perturbations découlant d'une grève portuaire sur la côte Ouest, qui a ralenti les activités commerciales et entraîné le ralentissement de la croissance de l'économie, le taux de croissance estimatif s'étant élevé à 0,2 % pour le trimestre civil. Le recul des investissements des entreprises dans le secteur de l'énergie s'est également répercuté sur le taux de croissance. Les mauvaises conditions météorologiques ont eu un effet modérateur sur les dépenses de consommation et sur les activités sur le marché de l'habitation, tandis que les dépenses des entreprises liées à la constitution des stocks ont augmenté au cours du trimestre civil. Malgré le regain de confiance découlant de la baisse du taux de chômage, lequel est passé de 5,7 % en janvier 2015 à 5,4 % en avril 2015, la Federal Reserve Bank aux États-Unis (Réserve fédérale) est demeurée prudente et a maintenu son taux directeur à un taux plancher historique en avril 2015.

Nous prévoyons un taux de croissance estimatif de l'économie américaine de 2,6 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes, en raison de la faiblesse imprévue de l'économie enregistrée au premier trimestre civil. La croissance des dépenses de consommation, qui avait ralenti légèrement au premier trimestre civil en raison des mauvaises conditions météorologiques, devrait s'accélérer en raison de l'amélioration continue du marché du travail et de la baisse des prix de l'essence. À mesure que le rythme de la croissance économique s'accélère et que le marché du travail continue de s'améliorer, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale hausse le taux directeur, qui est de 0,0 % à 0,25 % à l'heure actuelle, à compter du troisième trimestre civil de 2015.

Europe

Dans la zone euro, la reprise s'est accélérée et, au premier trimestre civil de 2015, le taux de croissance estimatif de l'économie s'est établi à 0,4 %, ce qui tient à la baisse des prix du pétrole, à la dépréciation de l'euro et à la plus grande disponibilité du crédit. Le ralentissement de la baisse des prix du pétrole, conjugué aux légères hausses des prix dans d'autres secteurs dans la zone euro, s'est traduit par une légère hausse du taux d'inflation, lequel est passé d'un taux plancher record de (0,6) % en janvier 2015 à 0,0 % en avril 2015. Le taux de chômage est demeuré élevé et s'est établi à 11,3 % en mars 2015, certaines économies membres ayant continué d'afficher des taux de chômage élevés. En mars 2015, la Banque centrale européenne (BCE) a mis en œuvre son programme d'achats d'actifs mensuels, le Programme d'achat de titres du secteur public (PATSP), et acheté chaque mois, pour un montant maximal de 60 milliards d'euros, des titres du secteur public, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées libellés en euro. Les négociations entre la Grèce et ses créanciers se poursuivent, et la situation continue d'entraîner des incertitudes liées aux marchés financiers et aux perspectives économiques.

Nous prévoyons une croissance estimative de l'économie dans la zone euro de 1,5 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux supérieur à nos estimations précédentes, en raison des mesures de relance mises en œuvre par la BCE, du maintien de faibles prix du pétrole et de la dépréciation de l'euro. Le taux d'inflation devrait demeurer inférieur au taux cible établi par la BCE dans un avenir prévisible, et nous nous attendons en conséquence à ce que la BCE maintienne le PATSP au moins jusqu'en septembre 2016, comme cela est prévu, et à ce qu'elle maintienne son taux directeur à 0,05 % dans un avenir prévisible.

Marchés financiers

Les indices boursiers au Canada, aux États-Unis et dans les principales économies européennes ont été volatils au cours du trimestre considéré, en raison principalement de l'incidence des faibles prix du pétrole à l'échelle mondiale et des politiques monétaires divergentes des banques centrales mondiales. Les taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis ont fluctué au cours du trimestre considéré, les attentes du marché concernant l'annonce par la Réserve fédérale d'une hausse du taux directeur s'étant accentuées avant la réunion de la Réserve fédérale en mars et s'étant atténuées après cette réunion. Les rendements ont augmenté considérablement à la fin d'avril et au début de mai, les craintes liées à une déflation s'étant atténuées, les investisseurs ayant ajusté leurs positions et les craintes liées à l'économie dans la zone euro s'étant dissipées. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés en Amérique du Nord ont également fluctué au cours du trimestre. Bien que les prix du pétrole brut, qui avaient subi une chute prononcée, aient remonté légèrement au cours du trimestre considéré, ils sont demeurés considérablement inférieurs aux prix enregistrés à l'exercice précédent, en raison des craintes que ne survienne une offre excédentaire et des faits nouveaux d'ordre géopolitique au Moyen-Orient. Les prix des autres marchandises ont fluctué au cours du trimestre considéré, la chute des prix du bois d'œuvre reflétant l'incidence des mauvaises conditions météorologiques sur les mises en chantier en Amérique du Nord, et la réduction des prix des métaux non précieux découlant de l'offre élevée et de la faible demande des économies émergentes.

Ces conditions macroéconomiques difficiles, notamment une baisse continue des prix du pétrole et un ralentissement de la production canadienne, ainsi que toutes autres réductions possibles du taux de financement à un jour de la Banque du Canada, pourraient avoir une incidence sur nos résultats pour le reste de 2015.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect des nouvelles exigences et d'atténuer toutes répercussions défavorables d'ordre commercial ou économique, y compris celles susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur nos activités. Ces répercussions pourraient découler de la mise en œuvre de nouveaux règlements ou de règlements modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Les faits nouveaux importants comprennent les règlements adoptés en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (loi intitulée Dodd-Frank Act) aux États-Unis, y compris la règle Volcker et la règle intitulée Foreign Banking Organization. Nous continuons également de surveiller les modifications aux règles visant le capital et les liquidités en vertu des normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) (accord de Bâle III); les réformes concernant les dérivés hors cote; l'annonce, en 2014, de l'engagement volontaire de MasterCard Canada et de Visa Canada à réduire les frais de carte de crédit imposés aux marchands au Canada avec prise d'effet au plus tard en avril 2015, et de nous y préparer.

L'article 619 de la loi intitulée Dodd-Frank Act (la règle Volcker) établit d'importantes interdictions et restrictions en ce qui a trait aux activités de négociation pour compte propre et aux activités d'investissement ou de parrainage relativement à des fonds de couverture ou de titres de placements privés. La règle Volcker a une incidence sur nos activités à l'échelle mondiale, car son champ d'application touche la Banque et chacune de ses filiales et de ses sociétés liées (sous réserve de certaines exceptions et exclusions, notamment en ce qui concerne les activités exécutées uniquement à l'extérieur des États-Unis). Comme nous l'avons annoncé précédemment, nous avons mis fin, ou sommes en voie de mettre fin, à certaines activités que nous ne pouvons pas restructurer afin d'assurer leur conformité à la règle Volcker, et nous ne nous attendons pas à ce que ces changements aient une incidence significative sur nos résultats. Nous pourrions continuer d'exercer la plupart de nos activités de négociation et de maintenir la plupart de nos relations avec les fonds en vertu de la règle Volcker. Par ailleurs, nous poursuivons la mise sur pied du programme de surveillance et des paramètres de présentation requis aux fins de la conformité à la règle, de manière à assurer notre conformité à cette règle, le cas échéant, d'ici le délai accordé, soit le 21 juillet 2015. Nous poursuivons nos discussions avec d'autres banques étrangères et avec les autorités aux États-Unis afin de clarifier la manière dont la règle Volcker s'applique à certains de nos fonds en raison de questions d'interprétation liées à la façon dont ces fonds sont structurés ou exploités à l'extérieur des États-Unis.

Nous continuons également de nous préparer en prévision de la mise en œuvre du nouveau régime de surveillance (intitulé *Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations*) de la Réserve fédérale touchant les banques autres que les banques américaines ayant des filiales, des sociétés liées et des succursales en exploitation aux États-Unis, conformément à l'article 165 de la loi intitulée Dodd-Frank Act. Le régime vise à composer avec le risque systémique perçu que les grandes banques étrangères pourraient poser pour les marchés financiers aux États-Unis. Le 22 décembre 2014, RBC a déposé un plan de mise en application auprès de la Réserve fédérale, dans lequel elle donne un aperçu de notre approche visant à nous conformer aux exigences en ce qui a trait à l'information financière, au capital et aux liquidités, à la gestion des risques et à la simulation de crise, et fournit des détails concernant la constitution prévue d'une société de portefeuille intermédiaire américaine capitalisée indépendamment (société de portefeuille intermédiaire), dans laquelle toutes nos filiales américaines doivent être placées. Les exigences de levier financier aux États-Unis (qui diffèrent du ratio de levier prévu par l'accord de Bâle III) s'appliqueront à nos activités aux États-Unis à compter du 1^{er} janvier 2018. Le plan d'application visant la constitution d'une société de portefeuille intermédiaire a subséquemment été révisé afin de tenir compte de l'intégration prévue de City National Corporation dans la société de portefeuille intermédiaire, et il a été présenté à la Réserve fédérale le 30 avril 2015. La Réserve fédérale n'a pas encore publié des règles distinctes mais connexes prévoyant l'application d'obligations de remédiation précoce et de limites relatives aux risques liés à une contrepartie unique, qui s'appliqueront à l'entité américaine. RBC a engagé, et continuera d'engager, des coûts aux fins de la conformité à ces exigences supplémentaires en matière d'information financière, de gestion des risques et de gouvernance aux États-Unis, et il se pourrait qu'elle bénéficie d'une moins grande souplesse à l'égard de ses structures de capital et de liquidités qui étaient dans le passé gérées à l'échelle mondiale (plutôt qu'à l'échelle régionale). Nous ne nous attendons pas à ce que ces règles aient une incidence significative sur notre rendement financier ou sur nos résultats globaux.

En novembre 2014, le Conseil de stabilité financière a proposé des normes internationales communes minimales relativement à la capacité totale d'absorption des pertes des banques d'importance systémique mondiale. Ces normes visent à mettre en place une stratégie de résolution consistant à déterminer le caractère adéquat du capital des banques d'importance systémique mondiale afin d'absorber les pertes, de manière à limiter les incidences sur la stabilité financière et à assurer la continuité des fonctions économiques cruciales. Jusqu'à présent, RBC et les autres banques canadiennes n'ont pas été désignées comme étant des banques d'importance systémique mondiale. Nous ne savons pas comment ces normes proposées seront intégrées dans le régime de recapitalisation interne au Canada présenté ci-dessous.

Dans son budget fédéral annoncé le 21 avril 2015, le gouvernement du Canada a confirmé qu'il prévoit adopter un régime de « recapitalisation interne » s'appliquant aux six plus importantes banques canadiennes, y compris RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure. Cette proposition, qui a été annoncée initialement en août 2014, vise à limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et à s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé prévoit ce qui suit :

- Un pouvoir de conversion conféré par la loi, qui permettrait la conversion permanente des passifs admissibles d'une banque non viable en actions ordinaires;
- Un champ d'application visant à s'assurer que les dépôts ne seront pas assujettis au régime. Seules les créances non garanties qui sont négociables et transférables, dont le terme à courir est au départ de 400 jours ou plus et qui sont émises ou renégociées après une date de mise en œuvre déterminée par le gouvernement du Canada, seraient assujetties au pouvoir de conversion;
- Une capacité minimale d'absorption des pertes visant à s'assurer que les banques d'importance systémique peuvent subir des pertes importantes et demeurer bien capitalisées à l'issue d'une conversion;
- Des obligations d'information exhaustives.

Le régime de recapitalisation interne n'a pas encore été finalisé, et les changements proposés pourraient avoir une incidence défavorable sur nos coûts de financement.

Le budget fédéral de 2015 annoncé prévoit également plusieurs modifications d'ordre fiscal proposées qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice pour l'exercice 2016. Nous évaluons actuellement l'incidence possible des modifications d'ordre fiscal proposées, mais nous ne nous attendons pas à ce qu'elles aient une incidence significative sur nos résultats financiers.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2014. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015.

Principaux événements de 2015

RBC Royal Bank (Suriname) N.V.

Le 1^{er} avril 2015, nous annonçons la signature d'un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname) à Republic Bank Limited. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires requises, et elle devrait être conclue au troisième trimestre de 2015. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 23 millions de dollars (avant et après impôt), qui est inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – Autres. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

City National Corporation

Le 22 janvier 2015, nous annonçons la signature d'un accord de fusion visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank, en contrepartie d'un montant en trésorerie et d'actions ordinaires de RBC. À la date de l'annonce, la valeur de la transaction totalisait environ 5,4 milliards de dollars US. Le total de la contrepartie versée se composera d'un montant en trésorerie d'environ 2,7 milliards de dollars US et d'environ 44 millions d'actions ordinaires de RBC. Le nombre total d'actions ordinaires de RBC devant être émises et le montant en trésorerie devant être versé dans le cadre de la transaction sont fixes. La valeur de la transaction sera déterminée au moment où la transaction sera conclue, selon le cours de nos actions à cette date. La transaction devrait être conclue au premier trimestre de 2016; elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires requises. Les actionnaires ordinaires de City National ont approuvé la transaction lors d'un vote effectué le 27 mai 2015. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est établi à 2 502 millions de dollars, soit une hausse de 301 millions, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,68 \$, en hausse de 0,21 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,3 %, en hausse de 20 points de base par rapport à 19,1 % à l'exercice précédent. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 10,0 %.

En excluant un élément précisé comptabilisé ce trimestre et décrit ci-après, le bénéfice net s'est établi à 2 394 millions de dollars, en hausse de 193 millions, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,61 \$, en hausse de 0,14 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,5 %, en baisse de 60 points de base. Nos résultats reflètent le solide rendement de la plupart de nos secteurs d'exploitation, qui tient essentiellement à la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et à la croissance solide des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi qu'à la croissance élevée enregistrée dans les secteurs d'activité Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés Mondiaux du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, à la hausse du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie reflétant principalement la forte croissance des opérations de change, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par les résultats à la baisse du secteur Assurances découlant d'une modification apportée aux lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014, qui touche certaines sociétés liées étrangères.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 46 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,03 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est demeuré inchangé par rapport à 19,3 % au dernier trimestre.

En excluant un élément précisé comptabilisé ce trimestre et décrit ci-après, le bénéfice net a diminué de 62 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, le bénéfice dilué par action a reculé de 0,04 \$, et le rendement des capitaux propres ordinaires attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 80 points de base. La diminution du bénéfice net tient essentiellement à l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré comporte quelques jours de moins, à l'incidence moindre, ce trimestre, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, comparativement à l'incidence de deux nouveaux contrats au dernier trimestre, et à la hausse des coûts nets liés aux sinistres, dans les deux cas en ce qui concerne le secteur Assurances, ainsi qu'à une perte de 23 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe tenant aux conditions de marché favorables, par la solide croissance enregistrée dans le secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 4 958 millions de dollars, en hausse de 665 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 3,33 \$, en hausse de 0,48 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,3 %, en hausse de 70 points de base.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net a progressé de 465 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,35 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 10 points de base. Nos résultats reflètent la solide croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux, la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, l'augmentation du bénéfice tiré des services bancaires dans les Antilles et l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Éléments précisés

Nos résultats ce trimestre reflètent l'incidence d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux. Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, nos résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, comptabilisées dans les deux cas dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	203 \$	75 \$	399 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	1	2
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	10	9	20
Frais autres que d'intérêt	128	54	244
Bénéfice net	34	7	75
Incidence sur le bénéfice par action :			
De base	0,02 \$	– \$	0,05 \$
Dilué	0,02	–	0,05

Le tableau suivant illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Dollar US	0,806 \$	0,839 \$	0,907 \$	0,822 \$	0,916 \$
Livre sterling	0,530	0,544	0,541	0,537	0,551
Euro	0,729	0,704	0,656	0,716	0,668

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Revenu d'intérêt	5 557 \$	5 702 \$	5 420 \$	11 259 \$	10 870 \$
Frais d'intérêt	2 000	2 071	1 971	4 071	3 961
Revenu net d'intérêt	3 557 \$	3 631 \$	3 449 \$	7 188 \$	6 909 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,71 %	1,74 %	1,88 %	1,72 %	1,87 %
Services de placement (2)	2 020 \$	1 987 \$	1 794 \$	4 007 \$	3 582 \$
Activités d'assurance (2)	806	1 892	1 125	2 698	2 407
Activités de négociation	359	340	300	699	610
Services bancaires (2)	1 195	995	991	2 190	1 985
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	559	445	428	1 004	829
Autres (2)	334	354	189	688	414
Revenus autres que d'intérêt	5 273 \$	6 013 \$	4 827 \$	11 286 \$	9 827 \$
Total des revenus	8 830 \$	9 644 \$	8 276 \$	18 474 \$	16 736 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	595 \$	540 \$	498 \$	1 135 \$	927 \$
Revenus autres que d'intérêt	359	340	300	699	610
Total des revenus tirés des activités de négociation	954 \$	880 \$	798 \$	1 834 \$	1 537 \$

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2014 pour une définition de ces catégories.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 554 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant le profit découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus s'est accru de 446 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient

compte de l'incidence de la conversion des devises ce trimestre, laquelle s'est traduite par une augmentation du total des revenus de 203 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 108 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, de la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation, et de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 17 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction de la marge nette d'intérêt du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises reflétant les faibles taux d'intérêt, de la comptabilisation ce trimestre d'un ajustement comptable cumulatif, de la diminution de l'amortissement de la juste valeur liée au portefeuille de prêts existant d'Ally Canada, ainsi que du changement effectué au quatrième trimestre de 2014 relativement à la comptabilisation de certaines commissions sur prêts. La diminution découle également des pressions concurrentielles sur le portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 226 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle tient aux ventes nettes élevées et à l'appréciation du capital du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de l'accroissement des revenus tirés des services tarifés, lequel est principalement attribuable à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 319 millions de dollars, ou 28 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme, ainsi qu'à la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui ont dans les deux cas été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 59 millions de dollars, ou 20 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui s'est établi à 954 millions de dollars et qui se compose des revenus tirés des activités de négociation inscrits dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, est en hausse de 156 millions, ou 20 %, résultat qui reflète essentiellement la croissance élevée liée aux titres de participation, aux titres à revenu fixe et aux marchandises de même que l'amélioration des conditions du marché, et l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'abandon, au quatrième trimestre de 2014, de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrues de 204 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement de la solide croissance des activités de syndication de prêts, de la hausse des revenus de change reflétant l'accroissement des volumes de transactions, et de l'augmentation des soldes de prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 131 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui s'explique en grande partie par la solide croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis et au Canada, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises, facteurs neutralisés en partie par la diminution des activités de fusion et d'acquisition au Canada.

Les autres revenus ont augmenté de 145 millions de dollars, ou 77 %, en raison principalement du profit de 108 millions (avant et après impôt) découlant de la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total des revenus a diminué de 814 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant un élément précisé comptabilisé ce trimestre et dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a diminué de 922 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins en ce qui a trait à nos services bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la solide croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts, par les revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe tenant aux conditions de marché favorables, ainsi que par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. L'incidence de la conversion des devises s'est traduite par une hausse de 75 millions de dollars du total des revenus.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le total des revenus s'est accru de 1 738 millions de dollars, ou 10 %. En excluant un élément précisé comptabilisé ce trimestre et dont il est fait mention ci-dessus, le total des revenus a augmenté de 1 630 millions de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de l'incidence de 399 millions de la conversion des devises et de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés tenant en grande partie à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et des revenus sur cartes, ainsi qu'à la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation reflétant l'accroissement des activités des clients et l'amélioration des conditions du marché, à l'augmentation des activités de montage reflétant l'accroissement des activités d'émission, principalement aux États-Unis, ainsi qu'à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 38 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la baisse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la baisse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 337 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ainsi que de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 1 029 millions de dollars, ou 68 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 203 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Salaires	1 273 \$	1 267 \$	1 185 \$	2 540 \$	2 385 \$
Rémunération variable	1 264	1 181	1 104	2 445	2 212
Avantages du personnel et conservation du personnel	421	432	396	853	827
Rémunération fondée sur des actions	38	135	49	173	160
Ressources humaines	2 996 \$	3 015 \$	2 734 \$	6 011 \$	5 584 \$
Matériel	311	297	288	608	572
Frais d'occupation	356	335	331	691	647
Communications	224	198	211	422	381
Honoraires	204	198	162	402	322
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	178	174	163	352	319
Autres	467	403	443	870	894
Frais autres que d'intérêt	4 736 \$	4 620 \$	4 332 \$	9 356 \$	8 719 \$
Ratio d'efficacité (1)	53,6 %	47,9 %	52,3 %	50,6 %	52,1 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 404 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine, à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités, et à l'incidence de 128 millions de la conversion des devises. L'augmentation est aussi imputable aux coûts de restructuration de 29 millions de dollars (22 millions après impôt) liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, et à une perte de 23 millions (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des provisions pour litiges du secteur Marchés des Capitaux.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 53,6 %, en hausse de 130 points de base par rapport à 52,3 % à l'exercice précédent. En excluant le profit découlant de la reprise d'un écart de conversion, qui a eu une incidence positive sur les revenus du trimestre considéré, le ratio d'efficacité s'est établi à 54,3 %, en hausse de 200 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 116 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats en hausse du secteur Marchés des Capitaux, l'incidence de 54 millions de la conversion des devises, la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ainsi que la perte liée à la vente annoncée des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 53,6 %, en hausse de 570 points de base par rapport à 47,9 % au dernier trimestre. En excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus, le ratio d'efficacité a augmenté de 640 points de base par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 637 millions de dollars, ou 7 %. En excluant les éléments précisés ayant trait à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 737 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, à la hausse de la rémunération variable tenant à l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et à l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'à l'incidence de 244 millions de la conversion des devises.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 50,6 %, en baisse de 150 points de base par rapport à 52,1 % à l'exercice précédent. En excluant les éléments précisés ayant trait à l'exercice en cours et à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, le ratio d'efficacité s'est établi à 50,9 %, en baisse de 60 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les frais autres que d'intérêt et le ratio d'efficacité excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Impôt sur le résultat	817 \$	776 \$	669 \$	1 593 \$	1 376 \$
Bénéfice net avant impôt	3 319 \$	3 232 \$	2 870 \$	6 551 \$	5 669 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,3 %	26,3 %	26,3 %	26,3 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(0,3)%	(1,5)%	(2,2)%	(0,9)%	(2,3)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(2,7)%	(2,7)%	(3,3)%	(2,7)%	(3,0)%
Modification du taux d'imposition	0,6 %	0,0 %	0,1 %	0,3 %	0,1 %
Autres	0,7 %	1,9 %	2,4 %	1,3 %	3,2 %
Taux d'imposition effectif (2)	24,6 %	24,0 %	23,3 %	24,3 %	24,3 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

(2) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La charge d'impôt a augmenté de 148 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,6 %, en hausse de 130 points de base, résultat qui tient à l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, à la diminution du revenu exonéré d'impôt et à l'incidence de la modification des taux d'imposition aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le profit de 108 millions de dollars découlant de la reprise d'un écart de conversion, qui n'est pas imposable.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

La charge d'impôt a augmenté de 41 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté de 60 points de base par rapport à 24,0 % au dernier trimestre, résultat qui tient essentiellement à la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et à l'incidence d'un changement dans les taux d'imposition aux États-Unis, facteur neutralisé en partie par le profit découlant de la reprise de l'écart de conversion, lequel n'est pas imposable.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 217 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,3 %, soit un taux qui correspond à celui enregistré à l'exercice précédent, la hausse du bénéfice pour l'exercice considéré dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé ayant été neutralisée par le profit découlant de la reprise d'un écart de conversion, qui n'est pas imposable. La perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation du taux d'imposition effectif de l'exercice précédent.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2014. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2014.

Les tableaux suivants présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier	le 30 avril
	le 30 avril 2015							2015	2014
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 180 \$	265 \$	122 \$	156 \$	610 \$	93 \$	2 426 \$	2 394 \$	2 123 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16 300	5 950	1 500	2 650	16 750	8 350	51 500	49 250	45 550
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,7 %	18,3 %	33,0 %	24,2 %	14,9 %	n.s.	19,3 %	19,3 %	19,1 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril
	le 30 avril 2015							2014
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 422 \$	491 \$	306 \$	296 \$	1 191 \$	114 \$	4 820 \$	4 128 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16 150	5 850	1 550	2 500	16 300	8 000	50 350	44 750
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,3 %	16,9 %	39,7 %	24,0 %	14,8 %	n.s.	19,3 %	18,6 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2015, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. En 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Les tableaux suivants présentent un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014
	le 30 avril 2015								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 200 \$	271 \$	123 \$	159 \$	625 \$	124 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(1)	–	(1)	–	(22)	(29)	(22)	(26)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	8	18	–	6	–	(2)	30	30	31
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	4	–	–	–	–	4	–	–
Bénéfice net ajusté	1 203 \$	292 \$	123 \$	164 \$	625 \$	100 \$	2 507 \$	2 464 \$	2 206 \$
Moins : Charge de capital	372	136	34	60	383	191	1 176	1 157	1 052
Bénéfice (perte) économique	831 \$	156 \$	89 \$	104 \$	242 \$	(91)\$	1 331 \$	1 307 \$	1 154 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2014
	le 30 avril 2015							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	2 455 \$	501 \$	308 \$	301 \$	1 219 \$	174 \$	4 958 \$	4 293 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	–	–	(1)	–	(45)	(51)	(51)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	15	35	–	11	–	(1)	60	64
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	4	–	–	–	–	4	–
Bénéfice net ajusté	2 465 \$	540 \$	308 \$	311 \$	1 219 \$	128 \$	4 971 \$	4 306 \$
Moins : Charge de capital	748	272	72	115	754	372	2 333	2 113
Bénéfice (perte) économique	1 717 \$	268 \$	236 \$	196 \$	465 \$	(244)\$	2 638 \$	2 193 \$

Résultats excluant les éléments précisés

Nos résultats reflètent l'incidence des éléments précisés suivants :

- Pour le trimestre clos le 30 avril 2015, un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux.
- Pour le semestre clos le 30 avril 2014, une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, et une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles; ces deux éléments ont été comptabilisés au premier trimestre de 2014 dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures consolidés et sectoriels excluant ces éléments précisés pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 et pour le semestre clos le 30 avril 2014 :

Résultats consolidés

	Pour le trimestre clos (1)		
	le 30 avril 2015		
	Données présentées	Élément exclus Reprise d'un écart de conversion	Données ajustées
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Total des revenus	8 830 \$	(108)\$	8 722 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	–	282
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	–	493
Frais autres que d'intérêt	4 736	–	4 736
Bénéfice net avant impôt	3 319 \$	(108)\$	3 211 \$
Impôt sur le résultat	817	–	817
Bénéfice net	2 502 \$	(108)\$	2 394 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 426 \$	(108)\$	2 318 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 078		1 442 078
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 448 651		1 448 651
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,68 \$	(0,07)\$	1,61 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 500 \$		51 500 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,3 %		18,5 %
Ratio d'efficience	53,6 %		54,3 %
Taux d'imposition effectif	24,6 %		25,4 %

	Pour les semestres clos (1)						
	le 30 avril 2015			le 30 avril 2014			
	Données présentées	Élément exclus		Données présentées	Éléments exclus		
Reprise d'un écart de conversion		Données ajustées	Perte liée à la vente de RBC en Jamaïque		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration	Données ajustées	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)							
Total des revenus	18 474 \$	(108)\$	18 366 \$	16 736 \$	– \$	– \$	16 736 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	552	–	552	536	–	–	536
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 015	–	2 015	1 812	–	–	1 812
Frais autres que d'intérêt	9 356	–	9 356	8 719	(60)	(40)	8 619
Bénéfice net avant impôt	6 551 \$	(108)\$	6 443 \$	5 669 \$	60 \$	40 \$	5 769 \$
Impôt sur le résultat	1 593	–	1 593	1 376	–	8	1 384
Bénéfice net	4 958 \$	(108)\$	4 850 \$	4 293 \$	60 \$	32 \$	4 385 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 820 \$	(108)\$	4 712 \$	4 128 \$	60 \$	32 \$	4 220 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 339		1 442 339	1 442 769			1 442 769
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,34 \$	(0,07)\$	3,27 \$	2,86 \$	0,04 \$	0,02 \$	2,92 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 037		1 449 037	1 454 579			1 454 579
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,33 \$	(0,07)\$	3,26 \$	2,85 \$	0,04 \$	0,02 \$	2,91 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	50 350 \$		50 350 \$	44 750 \$			44 750 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,3 %		18,9 %	18,6 %			19,0 %
Ratio d'efficience	50,6 %		50,9 %	52,1 %			51,5 %
Taux d'imposition effectif	24,3 %		24,7 %	24,3 %			24,0 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun élément précisé pour les trimestres clos le 31 janvier 2015 et le 30 avril 2014.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	Pour le semestre clos (1)			
	le 30 avril 2014			
	Éléments exclus			Données ajustées
Données présentées	Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque	Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Total des revenus	6 717 \$	– \$	– \$	6 717 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	505	–	–	505
Frais autres que d'intérêt	3 245	(60)	(40)	3 145
Bénéfice net avant impôt	2 967	60	40	3 067
Bénéfice net	2 186 \$	60 \$	32 \$	2 278 \$
Principales données et autres renseignements				
Frais autres que d'intérêt	3 245 \$	(60)\$	(40)\$	3 145 \$
Total des revenus	6 717			6 717
Ratio d'efficacité	48,3 %			46,8 %
Taux de croissance des revenus	6,0 %			6,0 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	8,9 %			5,6 %
Levier d'exploitation	(2,9)%			0,4 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises pour les trimestres clos le 30 avril 2015, le 31 janvier 2015 et le 30 avril 2014.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	2 399 \$	2 493 \$	2 378 \$	4 892 \$	4 821 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 073	928	2 146	1 896
Total des revenus	3 472	3 566	3 306	7 038	6 717
Dotation à la provision pour pertes sur créances	235	252	231	487	505
Frais autres que d'intérêt	1 618	1 628	1 572	3 246	3 245
Bénéfice net avant impôt	1 619	1 686	1 503	3 305	2 967
Bénéfice net	1 200 \$	1 255 \$	1 115 \$	2 455 \$	2 186 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 244 \$	3 336 \$	3 093 \$	6 580 \$	6 271 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	228	230	213	458	446
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,7 %	30,8 %	30,5 %	30,3 %	29,1 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,70 %	2,73 %	2,80 %	2,71 %	2,80 %
Ratio d'efficacité (2)	46,6 %	45,7 %	47,5 %	46,1 %	48,3 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	46,8 %
Levier d'exploitation	2,1 %	7,2 %	0,7 %	4,7 %	(2,9)%
Levier d'exploitation ajusté (3), (4)	s.o.	1,0 %	s.o.	1,6 %	0,4 %
Taux d'imposition effectif	25,9 %	25,6 %	25,8 %	25,7 %	26,3 %
Moyenne du total des actifs productifs (5)	365 100 \$	362 300 \$	347 800 \$	363 700 \$	347 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations (5), (6)	363 800	361 500	347 700	362 600	347 000
Moyenne des dépôts	294 400	293 700	275 800	294 100	275 500
Biens administrés (7)	226 700	221 400	207 400	226 700	207 400
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,28 %	0,27 %	0,27 %	0,29 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures, qui sont des mesures hors PCGR, ont été ajustées en excluant la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque enregistrée au premier trimestre de 2014 ainsi que la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Au premier trimestre de 2014, les frais autres que d'intérêt ont été ajustés pour ne pas tenir compte de la perte de 60 millions de dollars liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et de la provision de 40 millions liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Ces ajustements ont donné lieu à un montant ajusté de 1 573 millions de dollars au titre des frais autres que d'intérêt pour le premier trimestre de 2014, ainsi qu'à un taux de croissance ajusté des frais autres que d'intérêt de 3,5 % pour le premier trimestre de 2015. Le taux de croissance des revenus s'est établi à 4,5 % pour le premier trimestre de 2015.

(5) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2015, laquelle s'est établie à 56,7 milliards de dollars et à 7,9 milliards, respectivement (56,1 milliards et 7,6 milliards au 31 janvier 2015; 51,8 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014).

(6) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(7) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 22,5 milliards de dollars et de 7,9 milliards, respectivement, au 30 avril 2015 (23,2 milliards et 7,6 milliards au 31 janvier 2015; 23,9 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014).

s.o. sans objet

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 85 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que de l'augmentation du bénéfice dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par une perte de 23 millions (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname, et par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 166 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 151 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés découlant essentiellement de la hausse des revenus sur cartes et des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi que la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 15 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de l'application de tarifs pour services traditionnels dans la région. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des revenus tirés des activités de RBC en Jamaïque, lesquelles ont été vendues le 27 juin 2014.

La marge nette d'intérêt a diminué de 10 points de base, en raison principalement des faibles taux d'intérêt, de la comptabilisation ce trimestre d'un ajustement comptable cumulatif, et de la diminution de l'amortissement de la juste valeur liée au portefeuille de prêts existant d'Ally Canada. La diminution tient également au changement effectué au quatrième trimestre de 2014 et en vertu duquel certaines commissions sur prêts liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui étaient comptabilisées dans le revenu net d'intérêt, sont maintenant comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, ce qui s'est traduit par une diminution de 3 points de base de la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 1 point de base. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 46 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts liés aux infrastructures en raison de la croissance des activités, à la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de charges liées aux activités de RBC en Jamaïque.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 55 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins. La diminution du bénéfice est également imputable à la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La marge nette d'intérêt a diminué de 3 points de base, en raison essentiellement d'un ajustement comptable cumulatif et de la diminution de l'amortissement de la juste valeur liée au portefeuille de prêts existant d'Ally Canada.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 269 millions de dollars, ou 12 %. En excluant la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent et la provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, le bénéfice net s'est accru de 177 millions, ou 8 %, en raison en grande partie de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que de la hausse du bénéfice dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname.

Le total des revenus s'est accru de 321 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la forte croissance des revenus tirés des services tarifés découlant en grande partie de l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement et des revenus sur cartes, ainsi que la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de revenus liés aux activités de RBC en Jamaïque.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 18 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 2 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles au Canada.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent. En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 101 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts liés aux infrastructures et à l'effectif et des coûts de marketing en raison de la croissance des activités. L'augmentation tient également à la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de charges liées aux activités de RBC en Jamaïque.

Les résultats excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	2 341 \$	2 236 \$	4 589 \$	4 532 \$
Revenus autres que d'intérêt	996	995	857	1 991	1 739
Total des revenus	3 244	3 336	3 093	6 580	6 271
Dotation à la provision pour pertes sur créances	212	234	204	446	462
Frais autres que d'intérêt	1 426	1 460	1 392	2 886	2 782
Bénéfice net avant impôt	1 606	1 642	1 497	3 248	3 027
Bénéfice net	1 191 \$	1 220 \$	1 110 \$	2 411 \$	2 247 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 843 \$	1 886 \$	1 780 \$	3 729 \$	3 585 \$
Services financiers aux entreprises	745	792	737	1 537	1 495
Solutions cartes et paiements	656	658	576	1 314	1 191
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,1 %	36,9 %	37,7 %	37,0 %	37,2 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,64 %	2,68 %	2,74 %	2,66 %	2,73 %
Ratio d'efficience (2)	44,0 %	43,8 %	45,0 %	43,9 %	44,4 %
Levier d'exploitation	2,4 %	0,0 %	0,9 %	1,2 %	0,7 %
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,7 %	25,9 %	25,8 %	25,8 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	349 000 \$	347 000 \$	334 900 \$	348 000 \$	334 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3), (4)	354 700	352 900	340 200	353 800	339 400
Moyenne des dépôts	277 000	277 000	260 600	277 000	260 200
Biens administrés (5)	216 900	211 100	198 400	216 900	198 400
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,26 %	0,25 %	0,25 %	0,27 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2015, laquelle s'est établie à 56,7 milliards de dollars et à 7,9 milliards, respectivement (56,1 milliards et 7,6 milliards au 31 janvier 2015; 51,8 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014).

(4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(5) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 22,5 milliards de dollars et de 7,9 milliards, respectivement, au 30 avril 2015 (23,2 milliards et 7,6 milliards au 31 janvier 2015; 23,9 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014).

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est accru de 81 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 151 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 63 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient à l'accroissement des revenus tirés des services tarifés découlant principalement de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi qu'à la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de dépôts des particuliers.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 8 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient au fait que la solide croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises a été neutralisée en grande partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 80 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 10 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des faibles taux d'intérêt, de la comptabilisation ce trimestre d'un ajustement comptable cumulatif, et de la diminution de l'amortissement de la juste valeur liée au portefeuille de prêts existant d'Ally Canada. La diminution tient également au changement effectué au quatrième trimestre de 2014 relativement à la comptabilisation de certaines commissions sur prêts, qui s'est traduit par une réduction de 3 points de base de la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeuré inchangé, en raison principalement de la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers et de la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, facteurs neutralisés en partie par la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient à la hausse des coûts liés aux infrastructures en raison de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a diminué de 29 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, facteurs neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base, en raison essentiellement d'un ajustement comptable cumulatif, de la diminution de l'amortissement de la juste valeur liée au portefeuille de prêts existant d'Ally Canada et des faibles taux d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 164 millions de dollars, ou 7 %, en raison de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité.

Le total des revenus s'est accru de 309 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète la forte croissance des revenus tirés des services tarifés découlant en grande partie de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et des revenus sur cartes, ainsi que la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 2 points de base, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 104 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux infrastructures et à l'effectif et des coûts de marketing, en raison de la croissance des activités.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenu net d'intérêt	122 \$	124 \$	118 \$	246 \$	229 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 166	1 145	997	2 311	2 014
Revenus tirés des transactions et autres revenus	460	397	439	857	846
Total des revenus	1 748	1 666	1 554	3 414	3 089
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	13	–	45	19
Frais autres que d'intérêt	1 340	1 333	1 173	2 673	2 364
Bénéfice net avant impôt	376	320	381	696	706
Bénéfice net	271 \$	230 \$	278 \$	501 \$	513 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	564 \$	539 \$	528 \$	1 103 \$	1 048 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	729	665	609	1 394	1 191
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	591	557	553	1 148	1 092
Gestion mondiale d'actifs (1)	455	462	417	917	850
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,3 %	15,5 %	20,2 %	16,9 %	18,4 %
Marge avant impôt (2)	21,5 %	19,2 %	24,5 %	20,4 %	22,9 %
Nombre de conseillers (3)	4 119	4 237	4 287	4 119	4 287
Moyenne des prêts et acceptations	17 900 \$	17 800 \$	15 700 \$	17 900 \$	15 100 \$
Moyenne des dépôts	40 600	39 700	36 200	40 100	35 500
Biens administrés – Total (4)	747 500	767 900	690 800	747 500	690 800
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (4)	459 400	488 300	417 900	459 400	417 900
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US) (4)	381 500	384 200	381 300	381 500	381 300
Biens sous gestion (4)	481 100	480 500	426 300	481 100	426 300
Moyenne des biens administrés (5)	767 000	743 300	690 300	755 000	676 700
Moyenne des biens sous gestion (5)	485 700	466 100	423 200	475 700	412 700

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	63 \$	23 \$	114 \$
Frais autres que d'intérêt	51	22	100
Bénéfice net	5	1	5
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(11)%	(4)%	(10)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(2)%	(3)%	(3)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	11 %	4 %	7 %

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.

(5) La moyenne des biens administrés et la moyenne des biens sous gestion pour le premier trimestre de 2015 ont été retraitées par rapport aux résultats présentés précédemment.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est établi à 271 millions de dollars, en baisse de 7 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients a été largement neutralisée par des coûts de restructuration de 29 millions (22 millions après impôt) liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, et par une plus importante dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 194 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient compte de l'incidence de 63 millions de la conversion des devises.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 36 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital, facteur neutralisé en partie par la réduction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 120 millions de dollars, ou 20 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 38 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes, ainsi que de la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 38 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 32 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie à une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 167 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de 51 millions de la conversion des devises, à la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus, à l'augmentation des coûts liés aux infrastructures en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, ainsi qu'aux coûts de restructuration dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est accru de 41 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, et de la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'honoraires liés au rendement semestriels.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 501 millions de dollars, en baisse de 12 millions, ou 2 %, résultat qui tient au fait que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients a été largement neutralisée par des coûts de restructuration de 71 millions (49 millions après impôt) pour l'exercice considéré, ainsi que par une plus importante dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 325 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients tenant à l'appréciation du capital et aux ventes nettes, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 26 millions de dollars, en raison principalement des dotations à l'égard de deux comptes ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 309 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence de la conversion des devises, à l'accroissement des coûts liés à l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, aux coûts de restructuration du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, ainsi qu'à la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	829 \$	902 \$	926 \$	1 731 \$	1 879 \$
Revenu de placement (1)	(164)	900	138	736	398
Honoraires	141	90	61	231	130
Total des revenus	806	1 892	1 125	2 698	2 407
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	446	1 448	728	1 894	1 612
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	47	74	102	121	200
Frais autres que d'intérêt	156	146	140	302	287
Bénéfice net avant impôt	157	224	155	381	308
Bénéfice net	123 \$	185 \$	154 \$	308 \$	311 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	337 \$	1 490 \$	624 \$	1 827 \$	1 394 \$
Assurances – International	469	402	501	871	1 013
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,0 %	46,0 %	42,1 %	39,7 %	41,3 %
Primes et dépôts (2)	1 217 \$	1 238 \$	1 260 \$	2 455 \$	2 536 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(300)	775	18	475	141

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement du compte consolidé de résultat, et elles sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 31 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la modification apportée aux lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014, qui touche certaines sociétés liées étrangères.

Le total des revenus a diminué de 319 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 287 millions de dollars, ou 46 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des activités liées aux assurances vie, habitation et automobile.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 32 millions de dollars, ou 6 %, principalement en raison de la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 337 millions de dollars, ou 41 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités du secteur Assurances – Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 16 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a reculé de 62 millions de dollars, ou 34 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence moindre, ce trimestre, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, comparativement à l'incidence de deux nouveaux contrats au dernier trimestre, ainsi que de la hausse des coûts nets liés aux sinistres ayant trait à nos produits de rétrocession vie.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 3 millions de dollars, ou 1 %, la hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et les résultats favorables au chapitre des provisions techniques du secteur Assurances – Canada ayant été largement neutralisés par la modification apportée aux lois fiscales canadiennes dont il est fait mention ci-dessus.

Le total des revenus a augmenté de 291 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la croissance des activités du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus tirés de nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 203 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 15 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenu net d'intérêt	198 \$	196 \$	184 \$	394 \$	367 \$
Revenus autres que d'intérêt	330	310	292	640	561
Total des revenus	528	506	476	1 034	928
Frais autres que d'intérêt	312	315	325	627	635
Bénéfice net avant impôt	216	191	151	407	293
Bénéfice net	159 \$	142 \$	112 \$	301 \$	218 \$
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,2 %	23,7 %	20,1 %	24,0 %	19,9 %
Moyenne des dépôts	136 200 \$	128 300 \$	112 500 \$	132 200 \$	112 800 \$
Dépôts des clients	48 800	44 200	42 200	46 400	41 500
Dépôts liés au financement de gros	87 400	84 100	70 300	85 800	71 300
Biens administrés ⁽¹⁾	3 846 900	3 725 400	3 482 700	3 846 900	3 482 700
Moyenne des biens administrés	3 798 500	3 665 200	3 461 900	3 730 900	3 402 900

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	(16)\$	(4)\$	(15)\$
Frais autres que d'intérêt	(13)	(4)	(14)
Bénéfice net	(3)	(1)	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(11)%	(4)%	(10)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(2)%	(3)%	(3)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	11 %	4 %	7 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 47 millions de dollars, ou 42 %, en raison principalement de la forte croissance des opérations de change, des résultats à la hausse tirés de la gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la hausse du bénéfice découlant de la croissance des dépôts des clients.

Le total des revenus s'est accru de 52 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des volumes d'opérations de change et à l'augmentation des activités des clients reflétant les conditions de marché favorables. L'augmentation est également attribuable à la hausse des revenus tirés de la gestion des liquidités et du financement tenant à l'accroissement de la volatilité, ainsi qu'à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 13 millions de dollars, ou 4 %, en raison en grande partie de l'incidence de la conversion des devises, ainsi que des avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 17 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient principalement aux résultats à la hausse tirés des opérations de change, lesquels reflètent l'accroissement des activités des clients, aux résultats à la hausse tirés de la gestion des liquidités et du financement, lesquels tiennent aux conditions de marché favorables, ainsi qu'à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse sur le marché des contrats de change à terme, par rapport aux résultats élevés enregistrés au dernier trimestre.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 83 millions de dollars, ou 38 %, en raison de la forte croissance des opérations de change, des résultats à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement, ainsi que de l'augmentation des commissions de services de garde.

Le total des revenus a augmenté de 106 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des clients et à l'augmentation des volumes d'opérations de change reflétant les conditions de marché favorables, y compris l'accroissement de la volatilité. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement, ainsi qu'à l'augmentation des commissions de services de garde. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 8 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenu net d'intérêt (1)	940 \$	916 \$	848 \$	1 856 \$	1 609 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 307	1 117	1 024	2 424	2 073
Total des revenus (1)	2 247	2 033	1 872	4 280	3 682
Dotation à la provision pour pertes sur créances	15	5	13	20	11
Frais autres que d'intérêt	1 280	1 157	1 111	2 437	2 176
Bénéfice net avant impôt	952	871	748	1 823	1 495
Bénéfice net	625 \$	594 \$	507 \$	1 219 \$	1 012 \$
Revenus par division (2)					
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	958 \$	886 \$	800 \$	1 844 \$	1 626 \$
Marchés Mondiaux	1 323	1 149	1 047	2 472	1 991
Autres	(34)	(2)	25	(36)	65
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,9 %	14,6 %	14,5 %	14,8 %	14,5 %
Moyenne du total de l'actif	465 400 \$	478 000 \$	384 400 \$	471 800 \$	380 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	118 800	118 300	106 100	118 500	103 300
Moyenne des prêts et acceptations	77 700	73 900	63 800	75 800	62 200
Moyenne des dépôts	60 000	55 100	46 600	57 500	44 900
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	0,03 %	0,08 %	0,05 %	0,04 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	132 \$	44 \$	260 \$
Frais autres que d'intérêt	74	30	138
Bénéfice net	34	8	75
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(11)%	(4)%	(10)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(2)%	(3)%	(3)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	11 %	4 %	7 %

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2015 s'élève à 115 millions de dollars (109 millions au 31 janvier 2015; 122 millions au 30 avril 2014) et, pour le semestre clos le 30 avril 2015, elle s'élève à 224 millions (217 millions au 30 avril 2014). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.
- (2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, nous avons reclassé du poste Marchés Mondiaux au poste Autres les montants relatifs à certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre auxquelles nous avons mis fin au quatrième trimestre de 2014 pour nous conformer à la règle Volcker. Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 118 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui tient à la forte croissance des secteurs Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés Mondiaux, laquelle reflète l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de prêts, ainsi qu'aux revenus élevés tirés des activités de négociation sur le marché secondaire, dans un contexte d'amélioration des conditions de marché. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de 34 millions de dollars de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 375 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui tient compte de l'incidence de 132 millions de la conversion des devises.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 158 millions de dollars, ou 20 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis et au Canada, ainsi que de l'accroissement des activités de prêts et de syndication de prêts tenant au fait que nous avons accru notre portefeuille de prêts, principalement aux États-Unis et en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de fusion et d'acquisition au Canada.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont augmenté de 276 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient essentiellement aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation reflétant la forte croissance liée aux titres de participation, aux titres à revenu fixe et aux marchandises de même que l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation tient aussi à l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis et au Canada.

Les autres revenus ont diminué de 59 millions de dollars, en raison essentiellement de l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre au quatrième trimestre de 2014 aux fins de la conformité à la règle Volcker.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 15 millions de dollars, en hausse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de dotations à l'égard de deux comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 169 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, y compris la hausse des coûts liés à l'effectif tenant à la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats et à l'accroissement de l'effectif, de même qu'à l'incidence de 74 millions de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des provisions pour litiges.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 31 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts, ainsi que des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe tenant aux conditions de marché favorables. La solide croissance des activités de syndication de prêts a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, par la diminution des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis, ainsi que par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, par rapport aux résultats élevés enregistrés au dernier trimestre, par la hausse du taux d'imposition effectif et par l'augmentation des provisions pour litiges.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 207 millions de dollars, ou 20 %, en raison de la forte croissance des activités reflétant l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de montage et de prêts, de la solide croissance des activités de négociation de titres de participation et de l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de 75 millions de dollars de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 598 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient en grande partie aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation découlant de l'accroissement des activités des clients, ainsi qu'à l'amélioration des conditions du marché, facteurs neutralisés en partie par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre au quatrième trimestre de 2014 aux fins de la conformité à la règle Volcker. L'augmentation tient également à l'incidence de 260 millions de dollars de la conversion des devises, à l'augmentation des activités de montage reflétant l'accroissement des activités d'émission, principalement aux États-Unis, à la forte croissance des activités de prêts, principalement en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 20 millions, en raison principalement de dotations à l'égard de quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif et la hausse des coûts liés à l'exécution des opérations, à l'incidence de 138 millions de la conversion des devises, et à la hausse de la rémunération variable tenant à l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des provisions pour litiges.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2014
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(102)\$	(98)\$	(79)\$	(200)\$	(117)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	131	79	22	210	30
Total des revenus (1)	29	(19)	(57)	10	(87)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	1	–	1	1
Frais autres que d'intérêt	30	40	11	70	12
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(1)	(60)	(68)	(61)	(100)
Charge (économie) d'impôt (1)	(125)	(110)	(103)	(235)	(153)
Bénéfice net (2)	124 \$	50 \$	35 \$	174 \$	53 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2015 s'est établi à 22 millions de dollars (23 millions au 31 janvier 2015; 23 millions au 30 avril 2014) et, pour le semestre clos le 30 avril 2015, il s'est élevé à 45 millions (46 millions au 30 avril 2014).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 30 avril 2015 s'est établi à 115 millions de dollars, par rapport à 109 millions au trimestre précédent et à 122 millions pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2015, le montant s'est élevé à 224 millions de dollars, par rapport à 217 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est élevé à 124 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie un profit de 108 millions (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est élevé à 50 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement un profit à la vente d'un bien immobilier, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 35 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie les mesures de gestion de l'actif et du passif et les profits sur les titres de placements privés.

Deuxième trimestre de 2015 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est élevé à 174 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie le profit de 108 millions découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus, un profit à la vente d'un bien immobilier, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est élevé à 53 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif et les profits sur les titres de placements privés.

Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2015			le 31 janvier 2015			le 30 avril 2014			le 30 avril 2015			le 30 avril 2014		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 305 \$	1 889 \$	1 636 \$	6 410 \$	1 703 \$	1 531 \$	5 109 \$	1 547 \$	1 620 \$	11 715 \$	3 592 \$	3 167 \$	10 466 \$	3 107 \$	3 163 \$
Bénéfice net	1 866 \$	355 \$	281 \$	1 811 \$	313 \$	332 \$	1 611 \$	282 \$	308 \$	3 677 \$	668 \$	613 \$	3 188 \$	622 \$	483 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 255 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que d'un profit de 108 millions (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du bénéfice tenant à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes élevées et de l'appréciation du capital dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'à la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 73 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la forte croissance des secteurs Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés Mondiaux reflétant l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de prêts, ainsi que de l'amélioration des conditions du marché et de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, ainsi que par l'abandon de certaines stratégies de négociation pour compte propre au quatrième trimestre de 2014 aux fins de la conformité à la règle Volcker.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 27 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une perte de 23 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname. Ce facteur a été neutralisé en grande partie par la forte croissance des opérations de change du secteur Services aux investisseurs et trésorerie.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 55 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du profit découlant de la reprise d'un écart de conversion comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux et dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi que par la diminution des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 42 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi que des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe tenant aux conditions de marché favorables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de fusion et d'acquisition, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par l'augmentation des provisions pour litiges du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 51 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à l'incidence moindre, ce trimestre, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, comparativement à l'incidence de deux nouveaux contrats au dernier trimestre, ainsi qu'à la hausse des coûts nets liés aux sinistres, dans les deux cas en ce qui concerne le secteur Assurances, et à la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 489 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que des revenus à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux reflétant la croissance élevée liée aux titres à revenu fixe et l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation est également attribuable au profit comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux et découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 46 millions de dollars, ou 7 %, principalement en raison de la forte croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux reflétant l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de prêts, et de l'amélioration des conditions du marché et de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, ainsi que par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 130 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent principalement en raison de la forte croissance des activités de prêts en Europe, des résultats à la hausse tirés des activités de négociation et de la hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, qui a été prise en compte dans les résultats du secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname dont il est fait mention ci-dessus. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, qui ont dans les deux cas été comptabilisées au premier trimestre de 2014.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2015		2014				2013	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	3 557 \$	3 631 \$	3 560 \$	3 647 \$	3 449 \$	3 460 \$	3 351 \$	3 392 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 273	6 013	4 822	5 343	4 827	5 000	4 568	3 784
Total des revenus	8 830 \$	9 644 \$	8 382 \$	8 990 \$	8 276 \$	8 460 \$	7 919 \$	7 176 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	270	345	283	244	292	334	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	1 522	752	1 009	830	982	878	263
Frais autres que d'intérêt	4 736	4 620	4 340	4 602	4 332	4 387	4 151	3 999
Bénéfice net avant impôt	3 319 \$	3 232 \$	2 945 \$	3 096 \$	2 870 \$	2 799 \$	2 556 \$	2 647 \$
Impôt sur le résultat	817	776	612	718	669	707	455	362
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$
Bénéfice par action – de base	1,68 \$	1,66 \$	1,57 \$	1,59 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$
– dilué	1,68	1,65	1,57	1,59	1,47	1,38	1,39	1,51
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 200 \$	1 255 \$	1 151 \$	1 138 \$	1 115 \$	1 071 \$	1 070 \$	1 167 \$
Gestion de patrimoine	271	230	285	285	278	235	202	233
Assurances	123	185	256	214	154	157	107	160
Services aux investisseurs et trésorerie	159	142	113	110	112	106	91	104
Marchés des Capitaux	625	594	402	641	507	505	469	386
Services de soutien généraux	124	50	126	(10)	35	18	162	235
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$
Taux d'imposition effectif	24,6 %	24,0 %	20,8 %	23,2 %	23,3 %	25,3 %	17,8 %	13,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,806 \$	0,839 \$	0,900 \$	0,925 \$	0,907 \$	0,926 \$	0,960 \$	0,963 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Éléments précisés ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine de financement ayant donné lieu à la reprise d'un écart de conversion comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.
- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice 2012.

Analyse des tendances

L'économie au Canada et aux États-Unis s'est, de façon générale, améliorée au cours de la période, en raison des dépenses de consommation élevées, du raffermissement des marchés du travail, ainsi que de la solidité des activités sur les marchés de l'habitation. La croissance de l'économie au Canada a ralenti depuis le troisième trimestre de 2014, en raison de la baisse marquée des prix du pétrole à l'échelle mondiale, mais les prix du pétrole ont affiché une légère remontée au deuxième trimestre de 2015. Les indices boursiers mondiaux se sont avérés volatils tout au long de la période en raison des incertitudes géopolitiques, de la possibilité que la zone euro soit aux prises avec une récession, et de la baisse des prix du pétrole à l'échelle mondiale. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Le bénéfice a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse depuis le deuxième trimestre de 2014, stimulé par la solide croissance des volumes et par la croissance plus élevée des revenus tirés des services tarifés du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au cours du quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker, ainsi que par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période, les résultats du quatrième trimestre de 2013 ayant été touchés par une charge défavorable découlant de la loi fiscale au Canada dont il est fait mention ci-dessus, et les résultats des deux premiers trimestres de 2015 ayant été touchés par une modification défavorable des lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014, qui touche les compagnies d'assurance liées étrangères.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient en grande partie aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficience, ainsi qu'à la forte croissance des opérations de change reflétant les conditions de marché favorables, depuis le premier trimestre de 2015.

Les revenus ont dans l'ensemble affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la forte croissance des volumes et de la croissance plus élevée des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les revenus tirés des activités de négociation ont de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre et par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les revenus du secteur Services bancaires canadiens au quatrième trimestre de 2014 ont été touchés de façon favorable par des ajustements comptables cumulatifs nets. Le revenu net d'intérêt a affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et des solides activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Depuis le premier trimestre de 2014, l'incidence de la conversion des devises découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a aussi contribué à la hausse des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont été principalement touchés par les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

La qualité des actifs est demeurée élevée au cours de la période, bien que les activités de prêts aient augmenté, et la dotation à la provision pour pertes sur créances est, en conséquence, demeurée relativement stable au cours de la période. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tiennent compte d'une dotation supplémentaire comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels dans les Antilles, qui a subi une perte de valeur. Le secteur Gestion de patrimoine a comptabilisé des dotations au cours des deux derniers trimestres de 2013 et du premier trimestre de 2014 à l'égard de quelques comptes, ainsi que des dotations au cours des deux premiers trimestres de 2015 à l'égard de deux comptes ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a fluctué au cours de la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une loi fiscale au Canada, dont il est fait mention ci-dessus.

Bien que nous continuions de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les coûts de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont eu une incidence sur les frais autres que d'intérêt depuis le quatrième trimestre de 2014. Les résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la dotation concernant nos activités dans les Antilles, tandis que les résultats du troisième trimestre de 2014 ont été touchés par une perte incluant l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Les résultats du deuxième trimestre de 2015 ont été touchés par la perte liée à la vente annoncée précédemment des activités bancaires de RBC au Suriname. Depuis le premier trimestre de 2014, l'incidence de la conversion des devises découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a également contribué à la hausse des frais autres que d'intérêt.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi qu'un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux telles que les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a été touché au deuxième trimestre de 2015 par le profit découlant de la reprise d'un écart de conversion dont il est fait mention ci-dessus, et ils ont aussi été touchés au cours de la période par la hausse du bénéfice avant impôt et par des ajustements fiscaux favorables nets.

Situation financière

Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	18 393 \$	20 027 \$	17 421 \$	15 879 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 402	3 866	8 399	5 210
Valeurs mobilières	222 643	230 723	199 148	191 481
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	163 368	163 573	135 580	133 981
Prêts				
Prêts de détail	336 064	336 503	334 269	324 284
Prêts de gros	114 283	113 764	102 954	99 035
Provision pour pertes sur prêts	(2 037)	(2 057)	(1 994)	(1 883)
Actif net des fonds distincts	780	719	675	593
Autres – Dérivés	107 004	150 564	87 402	72 633
– Autres	67 272	69 013	56 696	54 683
Total de l'actif	1 032 172 \$	1 086 695 \$	940 550 \$	895 896 \$
Passif				
Dépôts	651 551 \$	654 707 \$	614 100 \$	590 959 \$
Passif au titre des fonds distincts	780	719	675	593
Autres – Dérivés	112 219	152 869	88 982	73 206
– Autres	201 580	213 090	174 431	172 676
Débetures subordonnées	7 795	7 889	7 859	6 486
Total du passif	973 925	1 029 274	886 047	843 920
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	56 431	55 665	52 690	50 183
Participations ne donnant pas le contrôle	1 816	1 756	1 813	1 793
Total des capitaux propres	58 247	57 421	54 503	51 976
Total du passif et des capitaux propres	1 032 172 \$	1 086 695 \$	940 550 \$	895 896 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 7 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent et d'environ 46 milliards par rapport au 31 octobre 2014, en raison de la dépréciation du dollar canadien, ainsi qu'à une diminution du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 34 milliards par rapport au dernier trimestre, en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 136 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises dont il est fait mention ci-dessus.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 1 milliard de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète principalement la réduction des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 31 milliards de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements et de sociétés tenant en grande partie aux conditions de marché favorables, à notre gestion du risque de liquidité et de financement, ainsi qu'à l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'augmentation des positions liées aux activités de négociation de titres de participation découlant de la croissance des activités.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 29 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et à l'incidence de la conversion des devises.

Les prêts ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance des prêts de gros et de la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels. L'augmentation découle également de l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés se sont accrus de 34 milliards de dollars, ou 47 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, facteur neutralisé en partie par la hausse de la compensation financière et par l'incidence de la conversion des devises.

Les autres actifs ont augmenté de 13 milliards de dollars, ou 23 %, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des exigences relatives aux garanties en espèces et l'incidence de la conversion des devises.

Le total du passif s'est accru de 130 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises.

Les dépôts ont augmenté de 61 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de l'émission de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement, de la croissance des dépôts des entreprises et de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont augmenté de 39 milliards de dollars, ou 53 %, résultat qui est principalement attribuable à l'accroissement de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, facteur neutralisé en partie par la hausse de la compensation financière et par l'incidence de la conversion des devises.

Les autres passifs se sont accrus de 29 milliards de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement de l'augmentation des engagements afférents aux conventions de rachat. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de la conversion des devises et aux exigences plus élevées relatives aux garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises et le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de l'actif a diminué de 55 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises ainsi qu'à la diminution des actifs dérivés tenant à la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, contrebalancées en partie par la diminution de la compensation financière. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des conventions de revente tenant essentiellement à l'accroissement des activités des clients.

Le total du passif a reculé de 55 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est essentiellement attribuable à la réduction des passifs dérivés tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des dépôts des entreprises et des gouvernements découlant des exigences relatives au financement.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 92 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des conventions de revente tenant essentiellement à l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des prêts de gros et à l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements.

Le total du passif a augmenté de 88 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à la hausse des dépôts reflétant en grande partie l'émission de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement, ainsi qu'à l'accroissement des activités des clients.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 51 à 53 de notre rapport annuel 2014.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, la transaction pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH). La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés, car nous ne répondons pas aux critères de décomptabilisation. Au cours du trimestre considéré, nous avons décomptabilisé des prêts hypothécaires de 967 millions de dollars relativement auxquels les prêts liés au programme d'habitation sociale du Canada titrisés par l'entremise du Programme des titres hypothécaires LNH et la participation résiduelle dans les prêts hypothécaires ont été vendus à des tiers, ce qui a donné lieu au transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages. Pour de plus amples détails sur nos transactions de titrisation, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Nous titrisons périodiquement des prêts hypothécaires résidentiels liés au programme d'habitation sociale du Canada par l'entremise du Programme des titres hypothécaires LNH, qui sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés lorsqu'ils sont vendus à des tiers investisseurs. Au cours du deuxième trimestre de 2015, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 63 millions de dollars liés au programme d'habitation sociale du Canada (25 millions au 31 janvier 2015; néant au 30 avril 2014).

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 30 avril 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 31 janvier 2015; 33 milliards au 30 avril 2014), et il a trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 30 avril 2015, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 31 janvier 2015; 33 milliards au 30 avril 2014), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissons se chiffrait à 3,7 milliards (3,6 milliards au 31 janvier 2015; 3,0 milliards au 30 avril 2014). Les augmentations du montant des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflètent principalement l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants ainsi que les fluctuations des taux de change.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est établi à 906 millions de dollars, en baisse de 61 millions par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de remboursements du capital, et en hausse de 32 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison des fluctuations des taux de change. Au 30 avril 2015, le total de l'actif des conduits multicédants s'est élevé à 38 milliards de dollars (38 milliards au 31 janvier 2015; 32 milliards au 30 avril 2014). L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts aux étudiants, aux prêts sur cartes de crédit, aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, au financement au secteur des transports et aux prêts aux consommateurs, ainsi qu'aux fluctuations des taux de change.

Au 30 avril 2015, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 26 milliards de dollars (25 milliards au 31 janvier 2015; 20 milliards au 30 avril 2014). Une tranche de 71 % (71 % au 31 janvier 2015; 73 % au 30 avril 2014) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 30 avril 2015, la juste valeur de nos placements s'élevait à 7 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport au trimestre précédent et en baisse de 100 millions par rapport à l'exercice précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 0,6 milliard de dollars au 30 avril 2015 (1,0 milliard au 31 janvier 2015; 0,9 milliard au 30 avril 2014). La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à la vente de titres à enchères et aux écarts de change. Au 30 avril 2015, environ 90 % de ces placements présentaient une notation AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales sont détenus par des tiers. Au 30 avril 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 891 millions de dollars (905 millions au 31 janvier 2015; 641 millions au 30 avril 2014). La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent tient en grande partie à l'abandon de fiducies d'obligations encaissables par anticipation et à la réduction de la taille de certaines autres fiducies d'obligations encaissables par anticipation. L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent est liée principalement aux nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons agi à titre de prêteur sur stocks de premier rang et d'agent de structuration et des placements sur le marché des titres garantis par des prêts. Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des certificats de titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 30 avril 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui est lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 318 millions de dollars (67 millions au 31 janvier 2015; 247 millions au 30 avril 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient à l'accroissement des montants prélevés sur certaines facilités de financement et aux fluctuations des taux de change.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque maximal, qui vise principalement nos placements dans de tels fonds référencés, s'élevait à 3,2 milliards de dollars au 30 avril 2015 (3,6 milliards au 31 janvier 2015; 3,3 milliards au 30 avril 2014). La diminution de notre risque maximal par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient essentiellement aux écarts de change et au rachat de fonds.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 30 avril 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fonds s'élevait à 686 millions de dollars (723 millions au 31 janvier 2015; 624 millions au 30 avril 2014). La diminution et l'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent, respectivement, tiennent principalement aux écarts de change.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 30 avril 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités se chiffrait à 4,3 milliards de dollars (3,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,4 milliards au 30 avril 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires et les fluctuations des taux de change.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 282 milliards de dollars au 30 avril 2015 (281 milliards au 31 janvier 2015; 244 milliards au 30 avril 2014). L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'incidence des fluctuations des taux de change, à la croissance des activités et au caractère saisonnier des autres engagements et des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2015	31 octobre 2014
	30 avril 2015						Risque total (4)		
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations		Autres (2)	Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)			
En cours	Engagements inutilisés (1)								
Prêts hypothécaires résidentiels	222 485 \$	– \$	266 \$	– \$	– \$	222 751 \$	221 766 \$	219 454 \$	
Prêts aux particuliers	94 281	86 792	280	–	–	181 353	181 603	180 140	
Prêts sur cartes de crédit	15 276	22 984	2	–	–	38 262	38 282	36 613	
Prêts aux petites entreprises (5)	4 022	5 010	7	–	–	9 039	8 848	8 707	
Prêts de détail	336 064 \$	114 786 \$	555 \$	– \$	– \$	451 405 \$	450 499 \$	444 914 \$	
Prêts aux entreprises (5)									
Exploitations agricoles	5 962 \$	1 055 \$	70 \$	– \$	72 \$	7 159 \$	7 123 \$	6 879 \$	
Industrie automobile	6 784	4 633	383	–	1 254	13 054	13 008	12 085	
Biens de consommation	6 884	6 056	560	–	422	13 922	15 171	14 189	
Énergie									
Pétrole et gaz	6 999	11 745	1 358	–	611	20 713	21 142	18 589	
Services publics	4 594	11 799	2 384	60	1 463	20 300	21 596	18 118	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 855	11 173	16 261	173 050	27 375	233 714	245 117	212 681	
Industrie forestière	1 154	477	109	–	37	1 777	1 712	1 557	
Produits industriels	4 747	5 061	473	–	611	10 892	11 469	10 321	
Mines et métaux	1 494	3 193	956	–	291	5 934	6 046	5 240	
Secteur immobilier et secteurs connexes	32 022	8 984	1 785	53	402	43 246	43 324	40 185	
Technologie et médias	5 834	8 027	660	3	1 355	15 879	16 446	14 995	
Transport et environnement	5 908	3 580	1 874	–	1 446	12 808	12 960	11 568	
Autres	32 408	13 543	12 634	4 416	12 824	75 825	73 805	65 618	
Organismes souverains (5)	5 033	5 333	48 883	35 347	8 655	103 251	101 385	91 762	
Banques (5)	1 242	837	74 694	106 720	25 656	209 149	215 553	192 824	
Prêts de gros	126 920 \$	95 496 \$	163 084 \$	319 649 \$	82 474 \$	787 623 \$	805 857 \$	716 611 \$	
Risque total	462 984 \$	210 282 \$	163 639 \$	319 649 \$	82 474 \$	1 239 028 \$	1 256 356 \$	1 161 525 \$	

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014 pour obtenir la définition de ces termes.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a diminué de 17 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 1 milliard de dollars, résultat qui a trait principalement à nos activités au Canada et qui s'explique par la croissance continue de volumes de prêts hypothécaires résidentiels.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a diminué de 18 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et d'une diminution des actifs dérivés, qui s'explique par la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, de même que d'un ralentissement des activités de négociation. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 38 %, soit un taux légèrement en hausse par rapport à 37 % au trimestre précédent.

Risque de crédit brut par région (1)

	Au						31 janvier 2015	31 octobre 2014
	30 avril 2015							
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres				
(en millions de dollars canadiens)	En cours	Engagements inutilisés	Autres	Dérivés	Risque total	Risque total	Risque total	
Canada	397 092 \$	147 716 \$	67 726 \$	68 003 \$	23 520 \$	704 057 \$	704 640 \$	674 079 \$
États-Unis	34 320	45 761	27 225	151 082	14 108	272 496	285 646	258 167
Europe	16 803	13 464	49 961	62 313	39 571	182 112	186 970	163 066
Autres pays	14 769	3 341	18 727	38 251	5 275	80 363	79 100	66 213
Risque total	462 984 \$	210 282 \$	163 639 \$	319 649 \$	82 474 \$	1 239 028 \$	1 256 356 \$	1 161 525 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés a fluctué dans toutes les régions par rapport au trimestre précédent; il a diminué de 5 % aux États-Unis et de 3 % en Europe, résultats neutralisés en partie par une augmentation de 2 % dans les autres pays. Ces variations découlent essentiellement de l'incidence de la conversion des devises.

Risque lié à l'Europe

	Au						31 janvier 2015	31 octobre 2014	
	30 avril 2015								
	Prêts et acceptation		Autres						
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe
Risque brut lié à l'Europe	16 803 \$	13 464 \$	23 976 \$	25 985 \$	62 313 \$	39 571 \$	182 112 \$	186 970 \$	163 066 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	61 179	-	61 179	62 876	51 386
Montant additionnel au titre du risque de crédit futur éventuel	-	-	-	-	-	26 461	26 461	26 230	22 403
Engagements inutilisés	-	13 464	-	25 985	-	-	39 449	38 502	38 079
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours	16 803 \$	- \$	23 976 \$	- \$	1 134 \$	13 110 \$	55 023 \$	59 362 \$	51 198 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	9 640	9 640	12 263	8 249
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	14 379	-	-	-	14 379	15 128	15 471
Risque net lié à l'Europe (3)	16 803 \$	- \$	38 355 \$	- \$	1 134 \$	3 470 \$	59 762 \$	62 227 \$	58 420 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 12,6 milliards de dollars à des entreprises, de 0,3 milliard à des institutions financières et de 0,6 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 5,5 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,3 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 0,4 milliard en Irlande, de 0,3 milliard en Espagne et de 0,1 milliard en Italie, la tranche résiduelle de 3,0 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 78 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 14,4 milliards de dollars (15,1 milliards au 31 janvier 2015), des dépôts de 13,6 milliards (13,1 milliards au 31 janvier 2015) et des titres disponibles à la vente de 10,3 milliards (9,6 milliards au 31 janvier 2015).

(3) Exclut un risque de 3,9 milliards de dollars (3,6 milliards au 31 janvier 2015) lié aux organismes supranationaux.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 182 milliards de dollars au 30 avril 2015. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 55 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 61 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 39 milliards ainsi que du montant de 26 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 60 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 10 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 1 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe, par pays (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au											31 janvier 2015	31 octobre 2014
	30 avril 2015					Total	Total	Total					
	Prêts En cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total								
Royaume-Uni	10 317 \$	10 686 \$	820 \$	1 001 \$	22 824 \$	25 854 \$	24 033 \$						
Allemagne	1 185	8 934	1	929	11 049	10 062	10 172						
France	327	3 586	70	421	4 404	4 736	4 284						
Total – R.-U., Allemagne et France	11 829 \$	23 206 \$	891 \$	2 351 \$	38 277 \$	40 652 \$	38 489 \$						
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$						
Irlande	1 174	108	19	43	1 344	1 071	883						
Italie	14	90	–	30	134	188	150						
Portugal	8	9	–	–	17	9	9						
Espagne	325	131	–	34	490	477	476						
Total – pays périphériques (2)	1 521 \$	338 \$	19 \$	107 \$	1 985 \$	1 745 \$	1 518 \$						
Luxembourg	402 \$	1 775 \$	–	54 \$	2 231 \$	1 680 \$	1 909 \$						
Pays-Bas	779	3 310	20	623	4 732	5 094	4 260						
Norvège	435	3 029	–	39	3 503	3 358	3 011						
Suède	55	2 004	92	2	2 153	2 561	2 731						
Suisse	518	3 169	80	31	3 798	4 061	3 557						
Autres	1 264	1 524	32	263	3 083	3 076	2 945						
Total – autres pays d'Europe	3 453 \$	14 811 \$	224 \$	1 012 \$	19 500 \$	19 830 \$	18 413 \$						
Total du risque lié à l'Europe	16 803 \$	38 355 \$	1 134 \$	3 470 \$	59 762 \$	62 227 \$	58 420 \$						

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 janvier 2015), de 2,5 milliards de dollars pour l'Irlande (3,0 milliards au 31 janvier 2015), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,4 milliard au 31 janvier 2015), de néant pour le Portugal (néant au 31 janvier 2015) et de 1,2 milliard pour l'Espagne (1,3 milliard au 31 janvier 2015).

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du risque lié au Royaume-Uni, à la France et à la Suède, laquelle a été neutralisée par l'augmentation du risque liée à l'Allemagne et au Luxembourg. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total ayant augmenté de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 2,0 milliards au 30 avril 2015, en grande partie en raison d'une hausse du risque lié à l'Irlande.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de créances d'entités gouvernementales, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts sont principalement liés aux dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Une reprise de provision pour pertes sur créances de 0,1 million de dollars liée à ce portefeuille a été comptabilisée ce trimestre. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,2 %, soit un résultat inchangé par rapport au dernier trimestre.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 janvier 2015	31 octobre 2014
	30 avril 2015													
	Royaume- Uni	Allemagne	France	Total –R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total –pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe		
Institutions financières	5 827 \$	8 540 \$	560 \$	14 927 \$	– \$	131 \$	61 \$	– \$	100 \$	292 \$	9 305 \$	24 524 \$	25 068 \$	24 641 \$
Organismes souverains	7 641	480	3 266	11 387	–	9	13	5	148	175	5 904	17 466	18 101	17 527
Grandes entreprises	9 356	2 029	578	11 963	–	1 204	60	12	242	1 518	4 291	17 772	19 058	16 252
Total	22 824 \$	11 049 \$	4 404 \$	38 277 \$	– \$	1 344 \$	134 \$	17 \$	490 \$	1 985 \$	19 500 \$	59 762 \$	62 227 \$	58 420 \$

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises a diminué de 1,3 milliard de dollars, en raison principalement de diminutions qui touchent le Royaume-Uni.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2015					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)	Non assurés		Total	Total	
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 572 \$	56 %	5 262 \$	44 %	11 834 \$	2 059 \$
Québec	13 470	50	13 498	50	26 968	4 168
Ontario	35 785	40	53 160	60	88 945	16 902
Provinces des Prairies	26 326	53	23 003	47	49 329	10 093
Colombie-Britannique et territoires	15 493	37	26 185	63	41 678	9 541
Total – Canada (5)	97 646 \$	45 %	121 108 \$	55 %	218 754 \$	42 763 \$
États-Unis	4	1	613	99	617	316
Autres pays	13	–	2 938	100	2 951	2 796
Total – autres pays	17 \$	– %	3 551 \$	100 %	3 568 \$	3 112 \$
Total	97 663 \$	44 %	124 659 \$	56 %	222 322 \$	45 875 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2015					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)	Non assurés		Total	Total	
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 510 \$	56 %	5 195 \$	44 %	11 705 \$	2 066 \$
Québec	13 258	50	13 263	50	26 521	4 165
Ontario	36 189	41	52 199	59	88 388	16 949
Provinces des Prairies	26 509	54	22 750	46	49 259	10 214
Colombie-Britannique et territoires	15 755	38	25 886	62	41 641	9 605
Total – Canada (5)	98 221 \$	45 %	119 293 \$	55 %	217 514 \$	42 999 \$
États-Unis	4	1	629	99	633	371
Autres pays	14	–	3 168	100	3 182	2 896
Total – autres pays	18 \$	– %	3 797 \$	100 %	3 815 \$	3 267 \$
Total	98 239 \$	44 %	123 090 \$	56 %	221 329 \$	46 266 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 163 millions de dollars (229 millions au 31 janvier 2015).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.
- (4) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 219 milliards de dollars (218 milliards au 31 janvier 2015) comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 196 milliards (194 milliards au 31 janvier 2015) et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards (5 milliards au 31 janvier 2015), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 31 janvier 2015) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (19 milliards au 31 janvier 2015) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2015, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 31 janvier 2015) de ce portefeuille. Environ 98 % de ces marges de crédit (97 % au 31 janvier 2015) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de 8 % (8 % au 31 janvier 2015) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Période d'amortissement	Au					
	30 avril 2015			31 janvier 2015		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	73 %	93 %	73 %	72 %	93 %	73 %
Plus de 25 à 30 ans	23	7	23	23	7	22
Plus de 30 à 35 ans	4	–	4	4	–	4
Plus de 35 ans	–	–	–	1	–	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2015		le 31 janvier 2015		le 30 avril 2015	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	75 %	74 %	74 %	74 %	75 %
Québec	71	73	72	73	71	73
Ontario	71	70	71	70	71	70
Provinces des Prairies	74	74	73	73	73	74
Colombie-Britannique et territoires	68	66	69	67	69	66
États-Unis	72	n.s.	71	n.s.	72	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.	85	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)	71 %	70 %	71 %	70 %	71 %	70 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens	56 %	55 %	56 %	55 %	56 %	55 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 56 % au 30 avril 2015 (55 % au 31 janvier 2015). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit**Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	235 \$	252 \$	231 \$	487 \$	505 \$
Gestion de patrimoine	32	13	–	45	19
Marchés des Capitaux	15	5	13	20	11
Services de soutien généraux et autres (1)	–	–	–	–	1
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	282 \$	270 \$	244 \$	552 \$	536 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	8 \$	5 \$	13 \$	13 \$
Prêts aux particuliers	97	96	86	193	203
Prêts sur cartes de crédit	94	92	89	186	172
Prêts aux petites entreprises	9	9	11	18	25
Prêts de détail	205	205	191	410	413
Prêts de gros	11	28	24	39	58
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	216	233	215	449	471
États-Unis (2)					
Prêts de détail	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Prêts de gros	10	7	2	17	3
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	11	7	2	18	3
Autres pays (2)					
Prêts de détail	10 \$	4 \$	10 \$	14 \$	39 \$
Prêts de gros	45	26	17	71	23
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	55	30	27	85	62
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	282 \$	270 \$	244 \$	552 \$	536 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)					
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,25 %	0,24 %	0,23 %	0,24 %	0,25 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,26	0,28	0,27	0,27	0,29
Services bancaires canadiens	0,25	0,26	0,25	0,25	0,27
Services bancaires dans les Antilles	1,06	0,93	1,60	1,00	1,23
Gestion de patrimoine	0,73	0,29	–	0,51	0,26
Marchés des Capitaux	0,08	0,03	0,08	0,05	0,04

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 38 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 25 points de base, en hausse de 2 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 4 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de prêts aux particuliers au Canada, ainsi que l'augmentation des radiations liées au portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des dotations liées au portefeuille de prêts commerciaux au Canada et par la réduction des dotations liées à nos services bancaires dans les Antilles. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, en baisse de 1 point de base par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 32 millions de dollars, en raison essentiellement d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 2 millions de dollars en raison principalement de dotations à l'égard de deux comptes. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à l'égard d'un seul compte.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 25 points de base, en hausse de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 17 millions de dollars, ou 7 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, en baisse de 2 points de base, résultat qui tient essentiellement à une reprise à l'égard d'un seul compte ayant trait à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 19 millions de dollars, en raison principalement d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 10 millions de dollars, en raison essentiellement de dotations à l'égard de deux comptes.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 24 points de base, en baisse de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 18 millions de dollars, ou 4 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, en baisse de 2 points de base, ce qui s'explique en grande partie par la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers au Canada, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles est demeurée relativement inchangée par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 26 millions de dollars, en raison essentiellement de dotations à l'égard de deux comptes ayant principalement trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des capitaux a augmenté de 9 millions de dollars, en raison principalement de dotations à l'égard de quelques comptes. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation à l'égard d'un seul compte.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 901 \$	1 949 \$	1 905 \$
Gestion de patrimoine	91	104	10
Marchés des Capitaux	151	77	56
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	3
Services de soutien généraux et autres	–	1	1
Total du montant brut des prêts douteux	2 145 \$	2 133 \$	1 975 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	675 \$	652 \$	769 \$
Prêts de gros	490	471	487
Montant brut des prêts douteux	1 165	1 123	1 256
États-Unis (1)			
Prêts de détail	10 \$	12 \$	15 \$
Prêts de gros	99	36	15
Montant brut des prêts douteux	109	48	30
Autres pays (1)			
Prêts de détail	360 \$	395 \$	312 \$
Prêts de gros	511	567	377
Montant brut des prêts douteux	871	962	689
Total du montant brut des prêts douteux	2 145 \$	2 133 \$	1 975 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	2 133 \$	1 977 \$	2 111 \$
Désignés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	438	407	324
Remboursements nets (2)	(44)	(32)	(28)
Montants radiés	(323)	(315)	(374)
Autres (2), (3)	(59)	96	(58)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 145 \$	2 133 \$	1 975 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (4)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,46 %	0,46 %	0,45 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,52	0,54	0,55
Services bancaires canadiens	0,32	0,31	0,36
Services bancaires dans les Antilles	9,23	10,75	9,57
Gestion de patrimoine	0,51	0,58	0,07
Marchés des Capitaux	0,19	0,10	0,09

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux prêts échangés de même qu'aux autres variations ne peuvent être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux prêts échangés et aux autres variations, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés et aux prêts vendus ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus, des prêts échangés et des autres variations.

(4) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 170 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 46 points de base, en hausse de 1 point de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 4 millions de dollars, et le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 52 points de base, en baisse de 3 points de base, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada, facteur neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises sur nos portefeuilles dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 81 millions de dollars, en raison essentiellement du nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 95 millions de dollars, en raison principalement de quelques comptes.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 12 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 46 points de base, soit un résultat inchangé par rapport au dernier trimestre.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 48 millions de dollars, ou 2 points de base, et le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 52 points de base, en baisse de 2 points de base, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 13 millions de dollars, en raison essentiellement de la radiation d'un seul compte ayant trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 74 millions de dollars, en raison en grande partie de quelques comptes liés aux secteurs Pétrole et gaz et Biens de consommation.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2015	31 janvier 2015	30 avril 2014
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	584 \$	623 \$	498 \$
Gestion de patrimoine	45	25	11
Marchés des Capitaux	37	29	13
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Total de la provision pour prêts douteux	668	679	524
Canada (1)			
Prêts de détail	147 \$	149 \$	162 \$
Prêts de gros	139	149	143
Provision pour prêts douteux	286	298	305
États-Unis (1)			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	27	28	12
Provision pour prêts douteux	29	29	13
Autres pays (1)			
Prêts de détail	168 \$	185 \$	105 \$
Prêts de gros	185	167	101
Provision pour prêts douteux	353	352	206
Total de la provision pour prêts douteux	668	679	524
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 460	1 469	1 450
Total de la provision pour pertes sur créances	2 128 \$	2 148 \$	1 974 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 154 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles ainsi qu'aux secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 20 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète essentiellement la diminution de la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles et au secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites.

Les mesures de la situation financière touchées par le risque de marché et les façons dont le risque de marché se manifeste sont les suivantes :

1. Les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus, qui comprennent :
 - a) les variations de la juste valeur des instruments classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
 - b) la perte de valeur des titres disponibles à la vente;
 - c) l'inefficacité de la couverture.
2. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprennent :
 - a) tous les éléments ci-dessus; plus
 - b) les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente relativement auxquels les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global;
 - c) les variations de la valeur en dollars canadiens des placements dans des filiales étrangères, déduction faite des couvertures, découlant de la conversion des devises;
 - d) les réévaluations des régimes de retraite à prestations définies du personnel.
3. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprend :
 - a) tous les éléments ci-dessus; plus
 - b) les variations de l'actif pondéré en fonction des risques découlant des variations des risques de marché liés aux activités de négociation;
 - c) les variations de la valeur en dollars canadiens de l'actif pondéré en fonction des risques découlant de la conversion des devises.
4. La valeur économique de la banque, qui comprend :
 - a) tous les éléments des points 1 et 2 ci-dessus; plus
 - b) les variations de la juste valeur des autres positions liées aux activités autres que de négociation dont la juste valeur est fonction des risques de marché.

Contrôles du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il fait partie du cadre de gestion lié au goût du risque de l'entreprise, le Conseil d'administration approuve les restrictions globales liées au risque de marché de RBC. La Gestion des risques du Groupe crée et gère la structure de contrôle des positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, qui permet de s'assurer que la conduite de nos activités est conforme aux exigences du Conseil. La fonction Gestion des risques de marché et de crédit commercial, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, est responsable de la création et de la gestion des contrôles et des procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques pris cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en période de tensions pour lesquelles une analyse est présentée ci-dessous.

Valeur à risque (VAR) – La VAR est une mesure statistique utilisée pour estimer la perte potentielle qui pourrait découler d'un portefeuille financier, selon un niveau de confiance précis et une période de détention déterminée. Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation liés au crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine.

VAR en période de tensions – La VAR en période de tensions est calculée de la même manière que la VAR, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles.

Les calculs relatifs à ces mesures sont effectués en ce qui a trait à toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions liées à nos activités d'assurance.

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net**VAR et VAR en période de tensions**

Le tableau ci-dessous présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2015				31 janvier 2015		30 avril 2014	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	9 \$	11 \$	20 \$	6 \$	15 \$	9 \$	16 \$	11 \$
Change	4	4	5	3	5	4	1	2
Marchandises	3	4	6	3	4	4	2	3
Taux d'intérêt	26	29	33	23	30	27	30	33
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	9	7	7	8	8	8
Effet de diversification (2)	(21)	(22)	(34)	(16)	(22)	(19)	(24)	(21)
VAR liée à la gestion du risque de marché	29 \$	34 \$	40 \$	27 \$	39 \$	33 \$	33 \$	36 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	86 \$	105 \$	155 \$	75 \$	157 \$	107 \$	96 \$	103 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2015				30 avril 2014	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	9 \$	10 \$	20 \$	6 \$	16 \$	10 \$
Change	4	4	5	3	1	3
Marchandises	3	4	6	3	2	4
Taux d'intérêt	26	28	33	23	30	32
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	9	7	8	9
Effet de diversification (2)	(21)	(21)	(34)	(15)	(24)	(23)
VAR liée à la gestion du risque de marché	29 \$	33 \$	40 \$	27 \$	33 \$	35 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	86 \$	106 \$	157 \$	75 \$	96 \$	103 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 34 millions de dollars, en baisse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient principalement à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, qui ne tient plus compte de la volatilité des marchés au printemps 2012 découlant de la crise de l'endettement d'États souverains en Europe. La diminution a été en grande partie neutralisée par l'augmentation de notre risque de crédit tenant à la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis (ajustements de l'évaluation liés au financement) à la fin du quatrième trimestre de 2014, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 105 millions de dollars, en hausse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement dont il est fait mention ci-dessus et par l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'adoption des dispositions d'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), selon lesquelles les variations de la juste valeur des passifs non dérivés attribuables aux variations de notre risque de crédit ne sont plus comptabilisées dans les revenus et sont, par conséquent, exclues de notre modèle de la VAR à compter du 1^{er} mai 2014.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 34 millions de dollars, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est élevée à 105 millions, soit un résultat en grande partie inchangé par rapport au trimestre précédent.

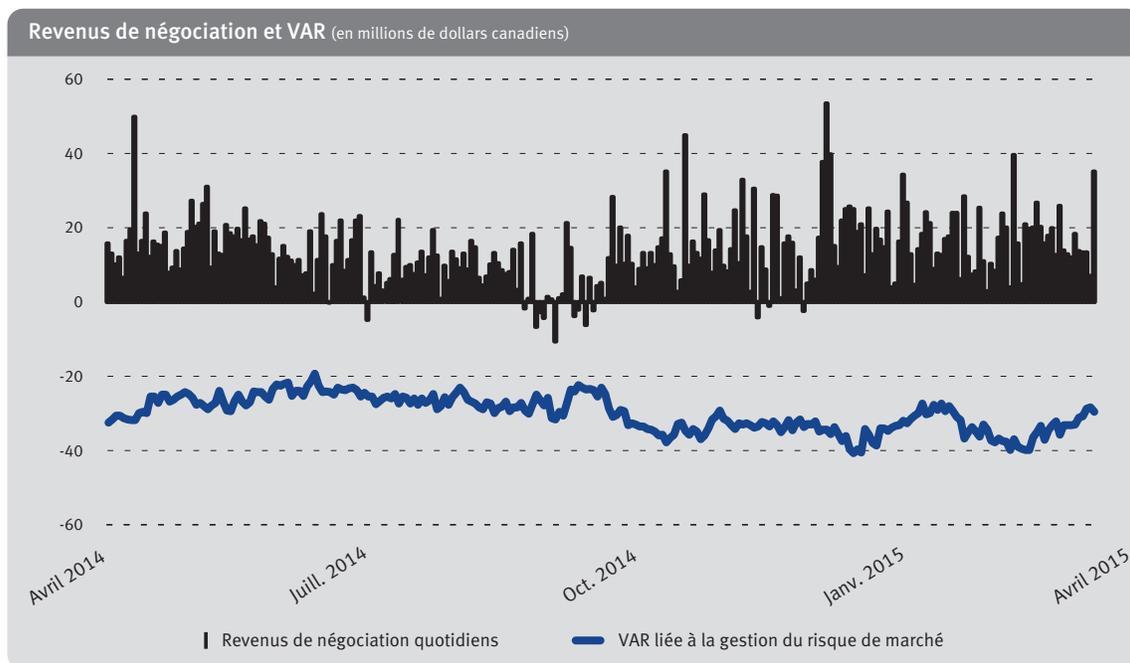
Au 30 avril 2015, la VAR en période de tensions s'élevait à 86 millions de dollars, soit un résultat qui est conforme aux niveaux observés pendant presque tout l'exercice 2014 et qui est considérablement moins élevé que la VAR en période de tensions de 157 millions comptabilisée à la fin du trimestre précédent. La diminution est en grande partie attribuable à la réduction du risque lié aux actions et à l'incidence de la conversion des devises.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 33 millions de dollars, en baisse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR. La diminution a été neutralisée en partie par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés au financement dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 106 millions de dollars, en hausse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés au financement dont il est fait mention ci-dessus et de l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises. L'augmentation a été en grande partie neutralisée par l'adoption des dispositions d'IFRS 9.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes, comparativement à 3 séances marquées par des pertes totalisant 8 millions de dollars au premier trimestre de 2015.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2015, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,4 milliards de dollars et nous avions des titres détenus à des fins de transaction de 7,4 milliards à l'appui des passifs.

Contrôle du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel⁽¹⁾

La non-concordance de l'actif et du passif relativement aux positions qui ne sont pas évaluées à la valeur de marché constitue le risque de taux d'intérêt structurel. Ce risque est assujéti à des limites et contrôles distincts. Le Conseil d'administration approuve le goût du risque global lié au risque de taux d'intérêt structurel, et le Comité actif-passif, de même que la Gestion des risques du Groupe, assure la surveillance de ce risque au moyen de politiques, de limites et de normes en matière d'exploitation. En outre, les rapports concernant le risque de taux d'intérêt sont revus régulièrement par la Gestion des risques du Groupe, par le Comité actif-passif, par le Comité de la politique de prêt, par le Comité de gestion des risques du Conseil, ainsi que par le Conseil d'administration.

Mesure du risque lié au taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel tient compte de l'incidence des variations des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt sur une période de un an et de l'incidence immédiate de ces variations sur la valeur économique des capitaux propres. Ces mesures sont évaluées sur une base hebdomadaire et sont assujétiées à des limites et contrôles établis par le Comité actif-passif et par la Gestion des risques du Groupe.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du deuxième trimestre de 2015, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(1) Les positions liées au risque de taux d'intérêt structurel comprennent l'incidence des dérivés dans le cadre des relations de couverture comptable et les titres disponibles à la vente utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2015						31 janvier 2015		30 avril 2014	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(871)\$	(6)\$	(877)\$	346 \$	11 \$	357 \$	(872)\$	432 \$	(692)\$	397 \$
diminution des taux de 100 p.b.	624	(2)	622	(348)	(5)	(353)	656	(330)	568	(358)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 50 milliards de dollars au 30 avril 2015, en hausse par rapport à 46 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 30 avril 2015, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représente une perte avant impôt de 10 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous expose également au risque lié à l'écart de taux, lequel représente une perte avant impôt de 16 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,7 milliard de dollars au 30 avril 2015, en baisse par rapport à 1,8 milliard au trimestre précédent.

Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 2,6 milliards de dollars au 30 avril 2015, en baisse par rapport à 3,4 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 1,7 milliard au 30 avril 2015, en baisse par rapport à 2,9 milliards au dernier trimestre. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 4 millions de dollars au 30 avril 2015.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants auxquels nous sommes exposés sont liés à la livre sterling et à l'euro et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfice libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2014.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	18 393 \$	10 431 \$	7 962 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	4 402	784	3 618	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	169 763	162 380	7 383	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	52 880	–	52 880	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	163 368	163 250	118	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	336 064	15 792	320 272	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	114 283	272	114 011	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 037)	–	(2 037)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	780	–	780	Taux d'intérêt
Dérivés	107 004	101 296	5 708	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	60 354	22 029	38 325	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 918			
Total de l'actif	1 032 172 \$	476 234 \$	549 020 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	651 551 \$	142 353 \$	509 198 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	780	–	780	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	54 314	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	81 207	81 097	110	Taux d'intérêt
Dérivés	112 219	108 610	3 609	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	58 206	17 965	40 241	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	7 795	–	7 795	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	7 853			
Total du passif	973 925 \$	404 339 \$	561 733 \$	
Total des capitaux propres	58 247 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 032 172 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 134 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 828 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 3 618 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 383 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 50 053 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 2 827 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 118 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 320 276 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 112 757 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 254 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 35 642 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 683 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 918 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 509 198 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 110 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 151 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 090 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 853 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	20 027 \$	12 171 \$	7 856 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	3 866	431	3 435	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	181 125	173 612	7 513	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	49 598	–	49 598	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)				
	163 573	163 384	189	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	336 503	16 846	319 657	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	113 764	480	113 284	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 057)	–	(2 057)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	719	–	719	Taux d'intérêt
Dérivés	150 564	143 004	7 560	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	61 280	24 262	37 018	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	7 733			
Total de l'actif	1 086 695 \$	534 190 \$	544 772 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	654 707 \$	147 441 \$	507 266 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	719	–	719	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	59 485	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	81 301	81 141	160	Taux d'intérêt
Dérivés	152 869	147 983	4 886	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (16)	61 201	20 831	40 370	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	7 889	–	7 889	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	11 103			
Total du passif	1 029 274 \$	456 881 \$	561 290 \$	
Total des capitaux propres	57 421 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 086 695 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 664 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 192 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 3 435 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 513 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 46 214 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 384 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 189 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 319 658 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 112 075 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 209 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 34 372 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 646 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 7 733 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 507 266 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 160 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 119 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 251 millions utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 103 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2014. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre de réformes réglementaires dont l'application est prospective. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

Contexte réglementaire

En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité. La ligne directrice sur les normes de liquidité vise à convertir les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB, y compris les paramètres d'évaluation des liquidités relatives au ratio de liquidité à court terme et au ratio de capitalisation stable net ainsi que les outils de surveillance, en ligne directrice du BSIF, en plus d'officialiser l'utilisation des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF en tant qu'outil de supervision. Conformément à ces exigences, nous établissons tous les mois un rapport sur les flux de trésorerie nets cumulatifs pour le BSIF et nous soumettons au BSIF des résultats mensuels concernant le ratio de liquidité à court terme et des résultats trimestriels concernant le ratio de capitalisation stable net. Nous soumettons également deux fois par année au BSIF et au CBCB des rapports sur les études d'impact quantitatives concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio de capitalisation stable net.

En août 2014, le ministère des Finances du gouvernement du Canada a publié son document de consultation sur la recapitalisation interne intitulé « Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques ». Des régimes de recapitalisation interne sont actuellement mis en place dans divers pays par suite de la crise financière de 2008, afin de limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et de s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé s'applique seulement aux banques d'importance systémique intérieure. Il met l'accent sur une série de passifs et exclut les dépôts. Dans son budget fédéral annoncé le 21 avril 2015, le gouvernement du Canada a confirmé qu'il compte instaurer le Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques, mais il n'a fourni aucun calendrier définitif à cet égard.

En octobre 2014, le CBCB a publié la norme définitive concernant le ratio de capitalisation stable net, et les banques sont tenues de se conformer à la norme minimale d'ici le 1^{er} janvier 2018. En décembre 2014, il a publié un document de consultation sur les normes de présentation du ratio de capitalisation stable net, et les commentaires concernant ce document de consultation ont été présentés au CBCB en mars 2015.

Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations significatives et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2014.

Profil de risque

Au 30 avril 2015, les dépôts basés sur les relations, tels qu'ils sont définis à l'interne, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 406 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (404 milliards, ou 51 %, au 31 janvier 2015). Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 91 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 150 milliards, qui représentaient 11 % et 19 % du total du financement au 30 avril 2015, respectivement (97 milliards et 154 milliards, ou 12 % et 19 % du total du financement, respectivement, au 31 janvier 2015). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 30 avril 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 13 milliards de dollars, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (13 milliards, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 janvier 2015). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 13 milliards de dollars, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 janvier 2015). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 30 avril 2015 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2015); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 30 avril 2015 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2015). Ces actifs sont pris en compte dans notre portefeuille d'actifs liquides de haute qualité, pour lequel une analyse est présentée ci-après.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB est de 60 % à l'heure actuelle, et il sera majoré chaque année pour atteindre 100 % en

janvier 2019. En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité, laquelle exige le maintien par les banques canadiennes d'un ratio de liquidité à court terme minimal de 100 %, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015.

En juillet 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice intitulée « *Divulgence publique du ratio de liquidité à court terme des banques d'importance systémique intérieure* », et mis en œuvre, sans y apporter aucune modification, les normes de divulgation du ratio de liquidité à court terme du CBCB. Le BSIF exige que les banques canadiennes fournissent des informations sur le ratio de liquidité à court terme à compter du deuxième trimestre de 2015. Le ratio de liquidité à court terme est présenté selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle et calculé à l'aide de la moyenne des positions de fin de mois au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Valeur non pondérée totale (moyenne)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		199 052
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont (2) :	167 940	12 644
<i>Dépôts stables</i> (3)	59 301	1 780
<i>Dépôts moins stables</i>	108 639	10 864
Financement de gros non garanti, dont :	208 522	92 455
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	90 446	21 643
<i>Dépôts non opérationnels</i>	101 514	54 250
<i>Dettes non garanties</i>	16 562	16 562
Financement de gros garanti		24 926
Exigences supplémentaires, dont :	166 313	39 689
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	30 536	8 342
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 131	6 131
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	129 646	25 216
Autres obligations de financement contractuel (5)	75 575	75 575
Autres obligations de financement conditionnel (6)	383 006	6 285
Total des sorties de trésorerie		251 574
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex. conventions de revente)	134 544	39 823
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	11 203	7 330
Autres entrées de trésorerie	25 055	25 055
Total des entrées de trésorerie		72 208
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		199 052
Total des sorties nettes de trésorerie		179 366
Ratio de liquidité à court terme		111 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et aux exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme.

(2) Ne tient pas compte des dépôts dont les taux de sortie de trésorerie sont de 0 %.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont détenus dans des comptes courants ou relativement auxquels la banque entretient des relations durables avec le déposant, qui rendent un retrait très improbable.

(4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité, y compris les actifs liquides aux fins des éventualités et de la gestion de la trésorerie, sont gérés activement, de manière à atteindre nos objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 76 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan auxquels on s'attend ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, qui sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis à des clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Réserves de liquidités et charges grevant les actifs

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de nos réserves de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau des réserves de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex. certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 30 avril 2015, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 62 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisqu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Réserve de liquidités ⁽¹⁾

	Au 30 avril 2015				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	14 655 \$	– \$	14 655 \$	1 179 \$	13 476 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 640	–	3 640	572	3 068
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement ^{(2), (3)}	244 976	19 133	264 109	137 090	127 019
Autres ⁽²⁾	145 227	31 928	177 155	76 169	100 986
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) ⁽⁴⁾	64	–	64	–	64
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales ⁽⁵⁾	9 420	–	9 420	–	9 420
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte ⁽⁶⁾	125 311	–	125 311	–	125 311
Autres actifs liquides ⁽⁷⁾	18 571	–	18 571	18 571	–
Total des actifs liquides	561 864 \$	51 061 \$	612 925 \$	233 581 \$	379 344 \$

Au 31 janvier 2015					
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	15 810 \$	– \$	15 810 \$	1 232 \$	14 578 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 823	–	3 823	466	3 357
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	259 236	20 862	280 098	139 408	140 690
Autres (2)	140 288	30 005	170 293	77 021	93 272
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	65	–	65	–	65
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	8 937	–	8 937	–	8 937
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	124 767	–	124 767	–	124 767
Autres actifs liquides (7)	20 465	–	20 465	20 465	–
Total des actifs liquides	573 391 \$	50 867 \$	624 258 \$	238 592 \$	385 666 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2015	31 janvier 2015
Banque Royale du Canada	231 244 \$	228 364 \$
Succursales à l'étranger	54 522	56 086
Filiales	93 578	101 216
Total des actifs liquides non grevés	379 344 \$	385 666 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex. la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le total des actifs liquides a diminué de 11 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et des changements de types de garanties par les clients.

Charges grevant les actifs (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	30 avril 2015					31 janvier 2015				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	476 \$	1 179 \$	16 430 \$	308 \$	18 393 \$	364 \$	1 231 \$	18 102 \$	330 \$	20 027 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	97	–	4 305	–	4 402	102	–	3 764	–	3 866
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	71 567	–	96 657	1 539	169 763	76 389	–	103 324	1 412	181 125
Titres disponibles à la vente	7 138	73	43 333	2 336	52 880	7 542	66	39 629	2 361	49 598
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	144 959	–	86 827	9 415	241 201	149 773	–	82 889	5 863	238 525
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires (6)	35 982	–	31 869	–	67 851	38 271	–	31 925	–	70 196
Prêts hypothécaires (6)	28 323	–	–	126 311	154 634	25 864	–	–	125 498	151 362
Prêts autres qu'hypothécaires	10 250	–	96 045	7 284	113 579	9 657	–	96 002	9 286	114 945
Prêts de gros	–	–	38 687	75 596	114 283	–	–	37 702	76 062	113 764
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 037)	(2 037)	–	–	–	(2 057)	(2 057)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	780	780	–	–	–	719	719
Autres – Dérivés	–	–	–	107 004	107 004	–	–	–	150 564	150 564
– Autres (7)	18 571	–	–	48 701	67 272	20 465	–	–	48 548	69 013
Total de l'actif	317 363 \$	1 252 \$	414 153 \$	377 237 \$	1 110 005 \$	328 427 \$	1 297 \$	413 337 \$	418 586 \$	1 161 647 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.
- (6) Les montants ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.
- (7) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts

Les dépôts de base tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, et ils représentaient 67 % du total de nos dépôts au 30 avril 2015 (67 % au 31 janvier 2015). Au cours du dernier trimestre, la croissance des dépôts de base, qui s'est élevée à environ 3 %, était attribuable à l'augmentation des émissions aux fins du financement de gros à plus long terme et des dépôts basés sur les relations. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur les échéances du financement de gros, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons un certain nombre de programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

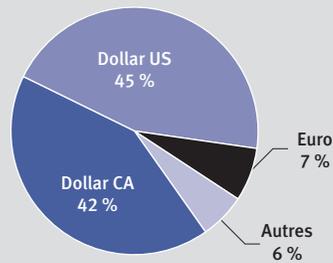
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Programme de billets à moyen terme enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US ⁽¹⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

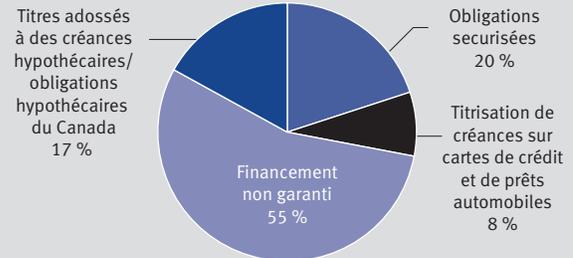
(1) Le 22 avril 2015, nous avons déposé une déclaration d'enregistrement sur formulaire F-3 auprès de la SEC qui, si elle est déclarée en vigueur par la SEC, accroîtra le montant de notre programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC, le portant à 15 milliards de dollars US.

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme par monnaie d'émission
(137 milliards de dollars au 30 avril 2015)



Composition du financement de la dette à long terme par produit
(137 milliards de dollars au 30 avril 2015)



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 361 \$	22 \$	24 \$	60 \$	4 467 \$	– \$	– \$	4 467 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 536	8 427	7 608	16 327	37 898	3 180	48	41 126
Papier commercial adossé à des actifs (3)	1 048	2 175	3 390	4 229	10 842	–	–	10 842
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	1 071	1 728	1 348	10 948	15 095	19 393	37 620	72 108
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	291	657	519	935	2 402	776	5 190	8 368
Titrisation de prêts hypothécaires	113	654	891	1 784	3 442	3 287	16 509	23 238
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	1 229	665	698	2 024	4 616	6 303	24 837	35 756
Passifs subordonnés	–	1 500	–	1 500	3 000	–	4 643	7 643
Autres (7)	3 701	118	969	1 420	6 208	39	4 106	10 353
Total	17 350 \$	15 946 \$	15 447 \$	39 227 \$	87 970 \$	32 978 \$	92 953 \$	213 901 \$
Comprend :								
– Financement garanti	5 804 \$	3 494 \$	4 980 \$	8 037 \$	22 315 \$	9 590 \$	41 346 \$	73 251 \$
– Financement non garanti	11 546	12 452	10 467	31 190	65 655	23 388	51 607	140 650

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 453 \$	90 \$	26 \$	63 \$	4 632 \$	– \$	– \$	4 632 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 838	8 976	13 371	12 091	39 276	5 715	–	44 991
Papier commercial adossé à des actifs (3)	385	1 777	3 522	4 451	10 135	–	–	10 135
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	444	3 276	2 875	8 625	15 220	18 445	35 183	68 848
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	140	373	952	1 045	2 510	550	5 568	8 628
Titrisation de prêts hypothécaires	24	905	957	1 827	3 713	3 408	16 462	23 583
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	9	2 372	1 900	2 218	6 499	6 337	19 402	32 238
Passifs subordonnés	–	–	1 500	1 500	3 000	–	4 705	7 705
Autres (7)	3 793	506	154	2 152	6 605	51	4 364	11 020
Total	14 086 \$	18 275 \$	25 257 \$	33 972 \$	91 590 \$	34 506 \$	85 684 \$	211 780 \$
Comprend :								
– Financement garanti	3 836 \$	5 053 \$	6 380 \$	8 496 \$	23 765 \$	9 745 \$	35 864 \$	69 374 \$
– Financement non garanti	10 250	13 222	18 877	25 476	67 825	24 761	49 820	142 406

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 3 341 millions de dollars (3 419 millions au 31 janvier 2015), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 180 millions (3 528 millions au 31 janvier 2015) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 3 832 millions (4 073 millions au 31 janvier 2015).

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	19 619 \$	34 \$	1 \$	– \$	252 \$	– \$	– \$	– \$	2 889 \$	22 795 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	108 623	30	41	40	30	230	532	5 850	54 387	169 763
Titres disponibles à la vente	1 939	5 586	427	1 383	813	4 537	22 646	13 768	1 781	52 880
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	73 307	30 490	23 857	6 906	13 767	4 794	–	–	10 247	163 368
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	19 813	12 004	11 021	17 523	17 977	65 644	185 800	31 306	87 222	448 310
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 833	2 562	125	73	35	8	1	–	–	12 637
Dérivés	5 911	7 221	4 118	5 534	2 644	9 504	24 227	47 838	7	107 004
Autres actifs financiers	25 200	1 268	505	353	86	276	328	910	1 014	29 940
Total des actifs financiers	264 245 \$	59 195 \$	40 095 \$	31 812 \$	35 604 \$	84 993 \$	233 534 \$	99 672 \$	157 547 \$	1 006 697 \$
Autres actifs non financiers	3 078	816	343	985	283	593	1 499	2 488	15 390	25 475
Total de l'actif	267 323 \$	60 011 \$	40 438 \$	32 797 \$	35 887 \$	85 586 \$	235 033 \$	102 160 \$	172 937 \$	1 032 172 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	39 128 \$	20 886 \$	26 492 \$	29 849 \$	26 860 \$	40 189 \$	46 806 \$	12 874 \$	318 849 \$	561 933 \$
Emprunts garantis	2 296	3 988	5 711	4 312	4 473	10 008	21 515	9 176	–	61 479
Obligations sécurisées	–	–	–	1 809	–	3 311	19 432	3 587	–	28 139
Autres										
Acceptations	9 833	2 562	125	73	35	8	1	–	–	12 637
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	–	–	–	–	–	–	–	–	54 314
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	70 816	3 050	970	434	92	400	–	–	5 445	81 207
Dérivés	4 627	8 342	4 479	6 703	3 150	13 006	26 869	45 041	2	112 219
Autres passifs financiers	22 764	1 485	571	374	277	242	633	4 288	354	30 988
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 795	–	7 795
Total des passifs financiers	203 778 \$	40 313 \$	38 348 \$	43 554 \$	34 887 \$	67 164 \$	115 256 \$	82 761 \$	324 650 \$	950 711 \$
Autres passifs non financiers	1 151	398	262	1 908	168	795	2 385	8 810	7 337	23 214
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	58 247	58 247
Total du passif et des capitaux propres	204 929 \$	40 711 \$	38 610 \$	45 462 \$	35 055 \$	67 959 \$	117 641 \$	91 571 \$	390 234 \$	1 032 172 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	496 \$	2 793 \$	1 799 \$	2 894 \$	2 168 \$	5 022 \$	3 104 \$	224 \$	62 \$	18 562 \$
Engagements en vertu de baux	58	116	171	170	167	605	1 185	1 309	–	3 781
Engagements de crédit	2 931	6 682	6 810	6 850	7 097	23 735	118 190	12 360	2 338	186 993
Autres engagements	150	660	617	647	2 737	215	759	270	70 389	76 444
Total des éléments hors bilan	3 635 \$	10 251 \$	9 397 \$	10 561 \$	12 169 \$	29 577 \$	123 238 \$	14 163 \$	72 789 \$	285 780 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	20 003 \$	146 \$	14 \$	– \$	265 \$	– \$	– \$	– \$	3 465 \$	23 893 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	115 175	29	43	42	42	210	536	5 957	59 091	181 125
Titres disponibles à la vente	3 660	4 059	496	691	1 304	3 397	19 163	14 922	1 906	49 598
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
	73 652	33 272	25 166	6 865	12 517	4 575	–	–	7 526	163 573
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)										
	20 108	10 033	11 760	15 127	18 363	72 687	181 610	31 398	87 124	448 210
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 390	2 138	181	9	41	17	6	–	–	11 782
Dérivés	13 564	13 786	6 361	4 768	7 246	13 476	31 266	60 088	9	150 564
Autres actifs financiers	27 749	680	491	196	201	286	339	926	964	31 832
Total des actifs financiers	283 301 \$	64 143 \$	44 512 \$	27 698 \$	39 979 \$	94 648 \$	232 920 \$	113 291 \$	160 085 \$	1 060 577 \$
Autres actifs non financiers	2 626	968	593	404	1 058	620	1 419	2 606	15 824	26 118
Total de l'actif	285 927 \$	65 111 \$	45 105 \$	28 102 \$	41 037 \$	95 268 \$	234 339 \$	115 897 \$	175 909 \$	1 086 695 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	44 384 \$	25 937 \$	25 858 \$	21 326 \$	31 256 \$	41 963 \$	46 291 \$	11 013 \$	317 412 \$	565 440 \$
Emprunts garantis	450	2 975	6 849	6 043	4 045	10 665	20 252	10 342	–	61 621
Obligations sécurisées	–	2 763	–	–	1 907	3 470	15 664	3 842	–	27 646
Autres										
Acceptations	9 390	2 138	181	9	41	17	6	–	–	11 782
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	–	–	–	–	–	–	–	–	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	70 963	3 425	1 181	585	456	–	–	–	4 691	81 301
Dérivés	12 575	13 394	7 447	4 575	8 551	15 312	33 993	57 018	4	152 869
Autres passifs financiers	29 244	806	296	276	394	258	666	4 585	398	36 923
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 889	–	7 889
Total des passifs financiers	226 491 \$	51 438 \$	41 812 \$	32 814 \$	46 650 \$	71 685 \$	116 872 \$	94 689 \$	322 505 \$	1 004 956 \$
Autres passifs non financiers	2 668	367	255	66	1 345	878	2 180	8 799	7 760	24 318
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	57 421	57 421
Total du passif et des capitaux propres	229 159 \$	51 805 \$	42 067 \$	32 880 \$	47 995 \$	72 563 \$	119 052 \$	103 488 \$	387 686 \$	1 086 695 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 049 \$	1 552 \$	3 514 \$	1 659 \$	3 399 \$	5 061 \$	2 997 \$	234 \$	67 \$	19 532 \$
Engagements en vertu de baux	59	119	175	172	171	634	1 226	1 329	–	3 885
Engagements de crédit	3 540	6 609	6 481	8 368	7 653	23 839	120 861	11 593	2 464	191 408
Autres engagements	213	494	817	763	2 410	464	633	295	63 962	70 051
Total des éléments hors bilan	4 861 \$	8 774 \$	10 987 \$	10 962 \$	13 633 \$	29 998 \$	125 717 \$	13 451 \$	66 493 \$	284 876 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 23 janvier 2015, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes.

Le 30 avril 2015, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes.

Le 20 mai 2015, Dominion Bond Rating Services (DBRS) a révisé la perspective de nos titres d'emprunt de premier rang et de rang inférieur, la faisant passer de stable à négative, tout comme elle l'a fait pour les six autres principales banques canadiennes. La révision de la perspective s'explique par le fait que DBRS est d'avis que les modifications prévues aux lois et aux règlements canadiens supposent que les possibilités d'un soutien systémique aux banques d'importance systémique intérieure diminuent.

Le tableau suivant présente nos principales notations⁽¹⁾ et perspectives au 27 mai 2015 :

Notations

	Au 27 mai 2015		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevé)	AA	négative ⁽²⁾

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 20 mai 2015, DBRS a révisé la perspective de nos titres d'emprunt de premier rang et de rang inférieur, la faisant passer de stable à négative.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2015			31 janvier 2015		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	661 \$	140 \$	878 \$	661 \$	144 \$	972 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾	403	70	–	402	38	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément à notre cadre de gestion du capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2014. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » (ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres – exigences du CBCB ayant prise d'effet le 1^{er} janvier 2019) en ce qui concerne les ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total. Les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sont appliquées graduellement sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays. Conformément aux directives, deux options sont possibles pour appliquer graduellement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation lié au crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total selon les facteurs scalaires de chaque ratio. Les facteurs scalaires augmenteront chaque année pour atteindre 100 % d'ici la fin de 2018. En 2015, les exigences relatives au ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, au ratio du capital de première catégorie et au ratio du capital total seront mises en application graduellement à l'aide de facteurs scalaires de 64 %, de 71 % et de 77 %, respectivement. En mars 2013, le BSIF a publié la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure, pour lesquelles un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 % s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les banques doivent présenter le ratio de levier et ses composantes, qui a remplacé le coefficient actif-capital prescrit par le BSIF, avec prise d'effet au premier trimestre de 2015. Le ratio de levier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure de l'exposition. La mesure du

capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et la mesure de l'exposition correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Les banques doivent maintenir un ratio de levier minimum de 3 % en tout temps.

Conformément au préavis intitulé « Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles » que le BSIF a publié, toutes les banques réglementées par le gouvernement fédéral dont le risque total lié au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III excède 200 milliards d'euros doivent rendre publics, au minimum, les 12 indicateurs utilisés dans la méthodologie d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale, l'objectif étant d'accroître la transparence du caractère relatif de l'importance systémique mondiale potentielle et de la qualité des données des banques. Au premier trimestre de 2015, les banques canadiennes, y compris RBC, qui satisfont au critère de taille du CBCB et qui n'ont pas été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale dans l'année précédente devront uniquement rendre publics, dans leur rapport aux actionnaires, les 12 indicateurs (et non le modèle de déclaration intégrale) pour la clôture des exercices 2013 et 2014. Pour les exercices ultérieurs, l'information sera fournie dans le rapport annuel des banques à l'intention des actionnaires.

En décembre 2014, le CBCB a publié les normes définitives liées au cadre de titrisation révisé, qui visent à renforcer les normes en matière de fonds propres dans le cas des expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire, avec prise d'effet en janvier 2018.

Le CBCB a également publié deux documents de consultation en décembre 2014, dont l'un est intitulé « *Capital Floor : the design of a framework based on standardized approaches* », et l'autre, « *Revisions to the standardized approach for credit risk* ». Le premier de ces deux documents met l'accent sur l'établissement d'un cadre pour le concept de plancher des fonds propres basé sur l'approche standardisée, qui a pour objectif d'atténuer le risque lié aux modèles et les erreurs de mesure découlant des modèles internes, et d'accroître la comparabilité des fonds propres des banques. Ce cadre remplacera le plancher transitoire actuel, qui est basé sur l'accord de Bâle I. Le deuxième document traite des révisions apportées à l'approche standardisée aux fins de la gestion du risque de crédit, qui visent à renforcer le cadre actuel ayant trait au capital réglementaire, l'objectif étant de réduire le recours aux notations externes, d'accroître la sensibilité aux risques et d'accroître la comparabilité des exigences de fonds propres en vertu de l'approche des notations internes. Ces révisions donneront lieu à une amélioration de la comparabilité des exigences de fonds propres des banques qui ont recours à l'approche standardisée.

Nous continuerons de surveiller et d'évaluer l'incidence de ces faits nouveaux en matière de réglementation sur le capital.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 30 avril 2015	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	> 4,5%	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,0 %	✓
Capital de première catégorie	> 6,0%	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	11,6 %	✓
Capital total	> 8,0%	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	13,5 %	✓
Ratio de levier	> 3,0%	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,0 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

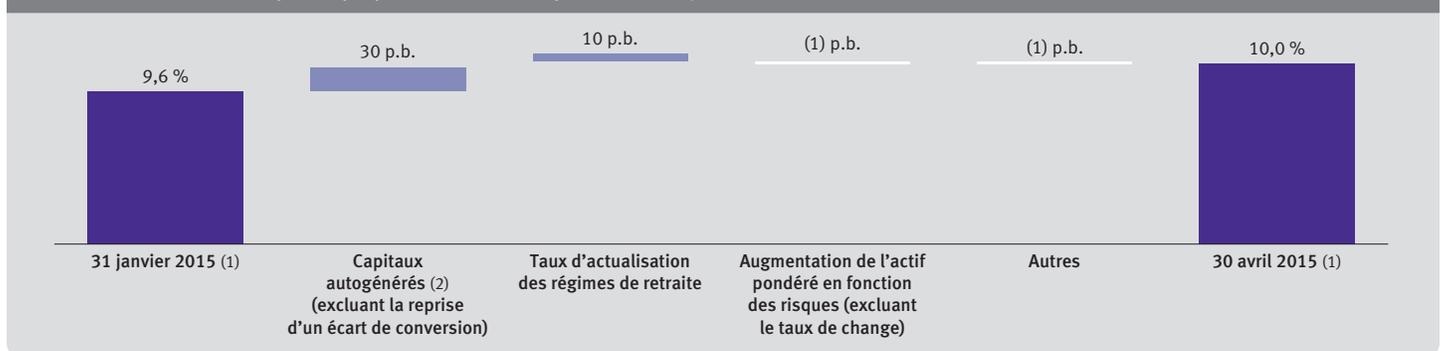
Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	39 608 \$	38 902 \$	36 406 \$	33 756 \$
Capital de première catégorie	45 989	44 917	42 202	39 725
Capital total	53 932	52 953	50 020	46 237
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	396 874	405 307	368 594	349 094
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	398 014	406 722	369 976	349 094
Aux fins du calcul du ratio du capital total	398 992	407 934	372 050	349 094
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)				
Risque de crédit	306 831 \$	314 163 \$	286 327 \$	258 275 \$
Risque de marché	42 915	45 623	38 460	46 104
Risque opérationnel	49 246	48 148	47 263	44 715
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total	398 992 \$	407 934 \$	372 050 \$	349 094 \$
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (1), (3)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,0 %	9,6 %	9,9 %	9,7 %
Ratio du capital de première catégorie	11,6 %	11,0 %	11,4 %	11,4 %
Ratio du capital total	13,5 %	13,0 %	13,4 %	13,2 %
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,0X	17,5X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards)	s.o.	s.o.	885,0 \$	849,8 \$
Ratio de levier	4,0 %	3,8 %	s.o.	s.o.
Risque lié au ratio de levier (en milliards)	1 137,8 \$	1 178,9 \$	s.o.	s.o.

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide des normes de liquidité du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III et il ne s'applique pas (s.o.) aux périodes antérieures au premier trimestre de 2015. Les ratios de capital présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ».
- (2) Pour les premier et deuxième trimestres de 2014, un facteur scalaire relatif à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit de 57 % a été appliqué aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2014, différents facteurs scalaires ont été appliqués à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit applicable à chacune des trois catégories de capital. Aux troisième et quatrième trimestres de 2014, des facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit de 57 %, de 65 % et de 77 % ont été appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total, respectivement. Les facteurs scalaires appliqués pour l'exercice 2015 sont de 64 %, de 71 % et de 77 %.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital et de levier transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de levier transitoires étaient de 11,6 %, 11,8 %, 13,7 % et 4,2 %, respectivement, au 30 avril 2015. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
- (4) Le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire pour les périodes précédentes.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Continuité du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,2 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 10,0 %, une hausse de 40 points de base par rapport au trimestre précédent qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et l'incidence d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a diminué de 8 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence de la conversion des devises.

Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 11,6 %, en hausse de 60 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total s'est établi à 13,5 %, en hausse de 50 points de base, résultat qui découle principalement des facteurs mentionnés pour le ratio du capital de première catégorie.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,0 %, en hausse de 20 points de base, en raison essentiellement des capitaux autogénérés, de l'incidence d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi et de l'émission d'actions privilégiées.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a enregistré une hausse de 10 points de base par rapport au 31 octobre 2014, en raison essentiellement des capitaux autogénérés, contrebalancés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques reflétant la croissance des activités et l'incidence nette de la conversion des devises.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 28 milliards de dollars, principalement en raison de la croissance des activités, surtout dans notre portefeuille de prêts, et de l'incidence de la conversion des devises.

Notre ratio du capital de première catégorie a enregistré une hausse de 20 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et du montant net de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total a augmenté de 10 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés pour le ratio du capital de première catégorie.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015		Pour le semestre clos le 30 avril 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	510	25 \$	869	45 \$
Émission d'actions privilégiées de série BD (2), (3), (4)	—	—	24 000	600
Émission d'actions privilégiées de série BF (2), (3), (4)	12 000	300	12 000	300
Rachat d'actions privilégiées de série AX	—	—	(13 000)	(325)
Capital de deuxième catégorie				
Déventures subordonnées arrivées à échéance le 14 novembre 2014 (2)		—		(200)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) En fonction du montant brut.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2015		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 443 102	14 556 \$	0,77 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,17
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,28
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	–
Actions propres détenues – privilégiées	(71)	2	
Actions propres détenues – ordinaires	1 357	(104)	
Options sur actions			
En cours	8 504		
Pouvant être exercées	5 553		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 111	
Actions privilégiées		47	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Le 1^{er} novembre 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 12 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2015. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette offre publique de rachat.

Le 13 mars 2015, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BF, pour un produit brut de 300 millions de dollars. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Le 20 avril 2015, nous avons annoncé que nous comptons racheter toutes les débetures subordonnées à 4,35 % échéant le 15 juin 2020 en circulation, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat. Le rachat sera financé à l'aide de nos fonds d'administration générale.

Au 22 mai 2015, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 443 101 716 et à 8 503 798, respectivement, et le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 9 372 et à 458 346, respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de nos instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024 et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et des intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 993 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 40,76 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 30 avril 2015.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 30 avril 2014
Risque de crédit	16 050 \$	15 450 \$	15 250 \$	13 050 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 900	4 200	4 200	3 600
Risque opérationnel	4 800	4 600	4 200	4 300
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 050	2 900	2 600	2 750
Risque d'assurance	550	500	500	550
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	11 850	11 650	11 400	11 350
Attribution du capital réglementaire	5 400	4 600	4 200	4 400
Capital attribué	45 600 \$	43 900 \$	42 350 \$	40 000 \$
Sous-attribution de capital	5 900	5 350	5 100	5 550
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 500 \$	49 250 \$	47 450 \$	45 550 \$

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Le capital attribué a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ce qui s'explique surtout par une augmentation des risques de crédit, opérationnel et commercial. Le risque de crédit a augmenté surtout en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la croissance des activités. L'augmentation des risques opérationnel et commercial s'explique principalement par une hausse des revenus bruts. Le risque de marché a diminué, essentiellement en raison de la baisse du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Information financière supplémentaire**Risques liés à certains instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				30 avril 2014			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	268 \$	209 \$	– \$	477 \$	186 \$	240 \$	– \$	426 \$
Juste valeur des titres selon la notation								
AAA	– \$	– \$	– \$		4 \$	– \$	– \$	
AA	18	4	–		37	4	–	
A	126	2	–		33	3	–	
BBB	5	17	–		25	5	–	
Inférieure à BBB-	119	186	–		87	228	–	
Total	268 \$	209 \$	– \$	477 \$	186 \$	240 \$	– \$	426 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	10 \$	26 \$	– \$		– \$	24 \$	– \$	
2004	30	22	–		8	44	–	
2005	33	94	–		84	114	–	
2006	135	38	–		57	42	–	
2007 et par la suite	60	29	–		37	16	–	
Total	268 \$	209 \$	– \$	477 \$	186 \$	240 \$	– \$	426 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	8 \$	40 \$	– \$	48 \$	8 \$	37 \$	– \$	45 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	276 \$	249 \$	– \$	525 \$	194 \$	277 \$	– \$	471 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 p.b. de l'écart de taux	(10)\$	(9)\$
Augmentation de 100 p.b. des taux d'intérêt	(4)	(28)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(5)	(5)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(2)	8

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 525 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2015, comparativement à 471 millions, ou moins de 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 54 millions de dollars s'explique principalement par l'incidence de la conversion des devises.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles présenté dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 30 avril 2015, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'établissait à 268 millions de dollars, en hausse de 82 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'achat de titres et à l'incidence de la conversion des devises. Une tranche de 144 millions de dollars, ou 54 %, de nos placements liés à cette exposition présentait la notation A ou une notation plus élevée, soit une augmentation de 70 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de titres et de l'incidence de la conversion des devises.

Au 30 avril 2015, notre exposition aux prêts à risque sur le marché américain s'établissait à 8 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements d'une juste valeur de 209 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 31 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du rachat de certains titres. Environ 32 % de ces titres ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 24 % à l'exercice précédent. Au 30 avril 2015, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain s'établissait à 40 millions de dollars, soit une augmentation de 3 millions par rapport à l'exercice précédent.

Sur le total de notre portefeuille de TGC, aucun placement n'est exposé aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 30 avril 2015, la juste valeur de nos TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés, a diminué de 124 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 1 026 millions, en raison principalement du rachat de certains titres.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2015, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 162 millions de dollars au 30 avril 2015.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 30 avril 2015.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2015				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	169 763 \$	42 %	58 %	0 %	100 %
Titres disponibles à la vente	49 607	14	79	7	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	102 395	0	100	0	100
Prêts de gros	4 054	0	85	15	100
Dérivés	196 978	1	99	0	100
Passifs financiers					
Dépôts	98 687 \$	0 %	99 %	1 %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	66	34	0	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	71 218	0	100	0	100
Dérivés	201 938	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2014.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté une IFRS modifiée et une interprétation d'une IFRS, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2014. Ces prises de position comprennent les modifications à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, ainsi que l'interprétation 21, *Droits ou taxes*, de l'IFRS Interpretations Committee. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs des informations réglementaires

Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

En janvier 2015, le CBCB a publié la norme finale liée aux exigences révisées en matière de divulgation en vertu du troisième pilier, qui vise à accroître la transparence et à améliorer la comparabilité et l'uniformité de l'information sur les risques et le capital divulguée par les banques. Le CBCB exige que toutes les banques divulguent les informations révisées en vertu du troisième pilier d'ici la fin de l'exercice 2016, et le BSIF devrait publier sa norme intérieure pour les banques canadiennes à l'automne 2015.

Contrôles et procédures

Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 30 avril 2015, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2015.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2014.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2014, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2015 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	61	125	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	54-60 227-229	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	54-55	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	44-45,53-55	79,99-100	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	54-60	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	57-58	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	108-109	–
	8	Simulation de crise	–	58,73	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	53-54	100	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	21-24
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	25
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	99-100	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	28
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	61-64	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	28
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	58-62	42
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	46-47	81-82	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	48,53	83 88-90	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	50-52	86-88	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	48-50	84-85	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	42-43	77-78	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	38-41	72-75	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	72	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	72-74	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	30-37	60-72	29-42
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	89-91	168-170 118-125	38
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	–	64,114-115 143-144	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	71	31,35
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	62	44
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	63	39
Autres	31	Types d'autres risques	–	90-98	–
	32	Événements publics comportant des risques	–	92 212-213	–

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	18 393 \$	20 027 \$	17 421 \$	15 879 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 402	3 866	8 399	5 210
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	169 763	181 125	151 380	148 398
Titres disponibles à la vente	52 880	49 598	47 768	43 083
	222 643	230 723	199 148	191 481
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	163 368	163 573	135 580	133 981
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	336 064	336 503	334 269	324 284
Prêts de gros	114 283	113 764	102 954	99 035
	450 347	450 267	437 223	423 319
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 037)	(2 057)	(1 994)	(1 883)
	448 310	448 210	435 229	421 436
Actif net des fonds distincts	780	719	675	593
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 637	11 782	11 462	10 911
Dérivés (note 6)	107 004	150 564	87 402	72 633
Locaux et matériel, montant net	2 595	2 669	2 684	2 603
Goodwill	8 890	9 153	8 647	8 566
Autres immobilisations incorporelles	2 779	2 833	2 775	2 802
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	319	345	295	273
Actifs au titre des avantages du personnel	84	44	138	299
Autres actifs	39 968	42 187	30 695	29 229
	174 276	219 577	144 098	127 316
Total de l'actif	1 032 172 \$	1 086 695 \$	940 550 \$	895 896 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 8)				
Particuliers	215 903 \$	216 236 \$	209 217 \$	202 670 \$
Entreprises et gouvernements	415 311	417 084	386 660	369 206
Banques	20 337	21 387	18 223	19 083
	651 551	654 707	614 100	590 959
Passif net au titre des fonds distincts	780	719	675	593
Autres				
Acceptations	12 637	11 782	11 462	10 911
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	59 485	50 345	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	81 207	81 301	64 331	63 790
Dérivés (note 6)	112 219	152 869	88 982	73 206
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 373	9 440	8 564	8 163
Passifs au titre des avantages du personnel	2 611	3 078	2 420	2 034
Autres passifs	41 438	48 004	37 309	37 355
	313 799	365 959	263 413	245 882
Déventures subordonnées (note 10)	7 795	7 889	7 859	6 486
Total du passif	973 925	1 029 274	886 047	843 920
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées (note 10)	4 650	4 350	4 075	4 250
Actions ordinaires (émises - 1 443 101 716, 1 442 592 103, 1 442 232 886 et 1 441 348 556) (note 10)	14 556	14 531	14 511	14 458
Actions propres - privilégiées [détenues : (70 730), (56 760), (1 207) et (11 321)]	2	1	-	-
- ordinaires [détenues : 1 357 362, 741 617, (891 733) et (1 097 349)]	(104)	(57)	71	73
Bénéfices non distribués	34 142	32 505	31 615	29 489
Autres composantes des capitaux propres	3 185	4 335	2 418	1 913
	56 431	55 665	52 690	50 183
Participations ne donnant pas le contrôle	1 816	1 756	1 813	1 793
Total des capitaux propres	58 247	57 421	54 503	51 976
Total du passif et des capitaux propres	1 032 172 \$	1 086 695 \$	940 550 \$	895 896 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 130 \$	4 308 \$	4 162 \$	8 438 \$	8 392 \$
Valeurs mobilières	1 111	1 072	1 006	2 183	1 963
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	298	301	235	599	481
Dépôts et autres	18	21	17	39	34
	5 557	5 702	5 420	11 259	10 870
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres	1 460	1 501	1 459	2 961	2 917
Autres passifs	477	507	451	984	921
Débitures subordonnées	63	63	61	126	123
	2 000	2 071	1 971	4 071	3 961
Revenu net d'intérêt	3 557	3 631	3 449	7 188	6 909
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	806	1 892	1 125	2 698	2 407
Revenus tirés des activités de négociation	359	340	300	699	610
Commissions de gestion de placements et de services de garde	943	927	819	1 870	1 631
Revenus tirés des fonds communs de placement	716	695	624	1 411	1 259
Commissions de courtage en valeurs mobilières	361	365	351	726	692
Frais bancaires	391	392	364	783	728
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	559	445	428	1 004	829
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	301	154	237	455	405
Revenus sur cartes	192	204	153	396	328
Commissions de crédit	311	245	237	556	524
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	42	27	71	69	94
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	39	42	40	81	84
Autres	253	285	78	538	236
	5 273	6 013	4 827	11 286	9 827
Total des revenus	8 830	9 644	8 276	18 474	16 736
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	282	270	244	552	536
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	493	1 522	830	2 015	1 812
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 9)	2 996	3 015	2 734	6 011	5 584
Matériel	311	297	288	608	572
Frais d'occupation	356	335	331	691	647
Communications	224	198	211	422	381
Honoraires	204	198	162	402	322
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	178	174	163	352	319
Autres	467	403	443	870	894
	4 736	4 620	4 332	9 356	8 719
Bénéfice avant impôt	3 319	3 232	2 870	6 551	5 669
Impôt sur le résultat	817	776	669	1 593	1 376
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 473 \$	2 434 \$	2 175 \$	4 907 \$	4 242 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	29	22	26	51	51
	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,68 \$	1,66 \$	1,47 \$	3,34 \$	2,86 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,68	1,65	1,47	3,33	2,85
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,77	0,75	0,71	1,52	1,38

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	(122)	208	8	86	82
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(20)	–	(24)	(20)	(35)
	(142)	208	(16)	66	47
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	(2 116)	4 556	(458)	2 440	2 022
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 096	(2 605)	232	(1 509)	(1 281)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(167)	(11)	–	(178)	(3)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	59	10	–	69	3
	(1 128)	1 950	(226)	822	741
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	36	(382)	40	(346)	(78)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	79	151	(2)	230	(5)
	115	(231)	38	(116)	(83)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	413	(490)	17	(77)	94
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(79)	75	(82)	(4)	(82)
	334	(415)	(65)	(81)	12
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(821)	1 512	(269)	691	717
Total du bénéfice global	1 681 \$	3 968 \$	1 932 \$	5 649 \$	5 010 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	1 657 \$	3 936 \$	1 906 \$	5 593 \$	4 959 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	24	32	26	56	51
	1 681 \$	3 968 \$	1 932 \$	5 649 \$	5 010 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Impôt sur les autres éléments du résultat global					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	(35)\$	68 \$	4 \$	33 \$	30 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(5)	2	(2)	(3)	(3)
Profits (pertes) de change latents	(3)	6	(1)	3	4
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	387	(922)	82	(535)	(454)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	19	4	–	23	1
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	14	(137)	14	(123)	(28)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	28	54	–	82	(1)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	147	(173)	2	(26)	30
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(29)	28	(30)	(1)	(30)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	523 \$	(1 070)\$	69 \$	(547)\$	(451)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
en millions de dollars canadiens)													
Solde au 31 janvier 2014	5 100 \$	14 442 \$	– \$	33 \$	28 544 \$	410 \$	1 653 \$	54 \$	2 117 \$	50 236 \$	1 772 \$	52 008 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	–	30	–	–	–	–	–	–	–	30	–	30	
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(14)	–	–	(86)	–	–	–	–	(100)	–	(100)	
Actions privilégiées rachetées	(850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(850)	–	(850)	
Actions propres – vente	–	–	31	1 041	–	–	–	–	–	1 072	–	1 072	
Actions propres – achat	–	–	(31)	(1 001)	–	–	–	–	–	(1 032)	–	(1 032)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 025)	–	–	–	–	(1 025)	–	(1 025)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(52)	–	–	–	–	(52)	–	(52)	
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(5)	(4)	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 175	–	–	–	–	2 175	26	2 201	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(65)	(16)	(226)	38	(204)	(269)	–	(269)	
Solde au 30 avril 2014	4 250 \$	14 458 \$	– \$	73 \$	29 489 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	50 183 \$	1 793 \$	51 976 \$	
Solde au 31 octobre 2014	4 075 \$	14 511 \$	– \$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	600	20	–	–	(7)	–	–	–	–	613	–	613	
Actions privilégiées rachetées	(325)	–	–	–	–	–	–	–	–	(325)	–	(325)	
Actions propres – vente	–	–	15	1 781	–	–	–	–	–	1 796	–	1 796	
Actions propres – achat	–	–	(14)	(1 909)	–	–	–	–	–	(1 923)	–	(1 923)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 081)	–	–	–	–	(1 081)	–	(1 081)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(40)	–	–	–	–	(40)	(46)	(86)	
Autres	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	(43)	(46)	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 434	–	–	–	–	2 434	22	2 456	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(415)	208	1 940	(231)	1 917	1 502	10	1 512	
Solde au 31 janvier 2015	4 350 \$	14 531 \$	1 \$	(57) \$	32 505 \$	640 \$	3 831 \$	(136) \$	4 335 \$	55 665 \$	1 756 \$	57 421 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	300	25	–	–	(6)	–	–	–	–	319	–	319	
Actions privilégiées rachetées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Actions propres – vente	–	–	56	1 887	–	–	–	–	–	1 943	–	1 943	
Actions propres – achat	–	–	(55)	(1 934)	–	–	–	–	–	(1 989)	–	(1 989)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 111)	–	–	–	–	(1 111)	–	(1 111)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(47)	–	–	–	–	(47)	–	(47)	
Autres	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	36	32	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 473	–	–	–	–	2 473	29	2 502	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	334	(142)	(1 123)	115	(1 150)	(816)	(5)	(821)	
Solde au 30 avril 2015	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104) \$	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21) \$	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$	

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 31 octobre 2013	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	500	95	–	–	(7)	–	–	–	–	588	–	588
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(14)	–	–	(86)	–	–	–	–	(100)	–	(100)
Actions privilégiées rachetées	(850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(850)	–	(850)
Actions propres – vente	–	–	51	2 102	–	–	–	–	–	2 153	–	2 153
Actions propres – achat	–	–	(52)	(2 070)	–	–	–	–	–	(2 122)	–	(2 122)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	–	(5)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 991)	–	–	–	–	(1 991)	–	(1 991)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(114)	–	–	–	–	(114)	(47)	(161)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(6)	(6)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 242	–	–	–	–	4 242	51	4 293
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	12	47	741	(83)	705	717	–	717
Solde au 30 avril 2014	4 250 \$	14 458 \$	– \$	73 \$	29 489 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	50 183 \$	1 793 \$	51 976 \$
Solde au 31 octobre 2014	4 075 \$	14 511 \$	– \$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	900	45	–	–	(13)	–	–	–	–	932	–	932
Actions privilégiées rachetées	(325)	–	–	–	–	–	–	–	–	(325)	–	(325)
Actions propres – vente	–	–	71	3 668	–	–	–	–	–	3 739	–	3 739
Actions propres – achat	–	–	(69)	(3 843)	–	–	–	–	–	(3 912)	–	(3 912)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 192)	–	–	–	–	(2 192)	–	(2 192)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(87)	–	–	–	–	(87)	(46)	(133)
Autres	–	–	–	–	(7)	–	–	–	–	(7)	(7)	(14)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 907	–	–	–	–	4 907	51	4 958
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(81)	66	817	(116)	767	686	5	691
Solde au 30 avril 2015	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104)\$	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21)\$	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	282	270	244	552	536
Amortissement	134	127	123	261	242
Impôt différé	98	5	(95)	103	153
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	184	175	163	359	319
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	9	6	6	15	12
Perte (profit) à la vente de locaux et de matériel	(1)	(38)	7	(39)	5
Perte (profit) sur les titres disponibles à la vente	(60)	(41)	(78)	(101)	(117)
Perte à la cession d'activités	23	–	–	23	60
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	18	14	5	32	15
Quote-part des pertes (des bénéfices) des coentreprises et des entreprises associées	(39)	(42)	(40)	(81)	(84)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(67)	876	48	809	129
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	262	(318)	259	(56)	210
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	738	(1 143)	287	(405)	(566)
Impôt exigible	43 560	(63 162)	6 842	(19 602)	2 189
Actifs dérivés	(40 650)	63 887	(7 496)	23 237	(3 539)
Passifs dérivés	11 231	(29 745)	450	(18 514)	(4 249)
Titres détenus à des fins de transaction	(1 380)	(13 069)	(5 712)	(14 449)	(12 861)
Prêts, déduction faite de la titrisation	205	(27 993)	6 688	(27 788)	(16 464)
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 610)	40 607	(3 485)	38 997	29 198
Dépôts, déduction faite de la titrisation	(94)	16 970	(3 225)	16 876	3 374
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(5 171)	9 140	1 605	3 969	3 311
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(538)	1 170	270	632	3
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(4 573)	(1 944)	4 750	(6 517)	(1 787)
Autres					
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	5 063	(1 792)	3 817	3 271	4 382
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(581)	4 772	3 035	4 191	3 829
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 824	2 227	997	5 051	3 073
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 365	8 306	8 672	16 671	17 558
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(15 826)	(8 181)	(12 263)	(24 007)	(23 792)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	–	–	70	–	212
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(122)	(1 607)	(53)	(1 729)	(185)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(218)	(281)	(231)	(499)	(542)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(5 558)	5 236	227	(322)	153
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	(900)
Remboursement de débentures subordonnées	–	(200)	–	(200)	(1 000)
Émission d'actions ordinaires	25	20	30	45	95
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	(100)	–	(100)
Émission d'actions privilégiées	300	600	–	900	500
Rachat d'actions privilégiées	–	(325)	(850)	(325)	(850)
Actions propres – vente	1 943	1 796	1 072	3 739	2 153
Actions propres – achat	(1 989)	(1 923)	(1 032)	(3 912)	(2 122)
Dividendes versés	(1 121)	(1 125)	(1 028)	(2 246)	(2 054)
Frais d'émission	(6)	(7)	–	(13)	(7)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	(46)	–	(46)	(47)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(111)	24	(3)	(87)	2
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(959)	(1 186)	(1 911)	(2 145)	(4 330)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(180)	348	(40)	168	124
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(1 634)	2 606	2 093	972	329
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	20 027	17 421	13 786	17 421	15 550
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	18 393 \$	20 027 \$	15 879 \$	18 393 \$	15 879 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 588 \$	2 032 \$	1 487 \$	3 620 \$	3 657 \$
Intérêts reçus	5 349	5 166	4 994	10 515	10 401
Dividendes reçus	483	405	384	888	753
Impôt sur le résultat payé	586	565	519	1 151	1 231

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 30 avril 2015 (2,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,0 milliards au 31 octobre 2014; 2,3 milliards au 30 avril 2014; 2,6 milliards au 31 janvier 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2014 audités et les notes annexes présentés aux pages 126 à 224 de notre rapport annuel 2014. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 27 mai 2015, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles prises de position faisant autorité en comptabilité suivantes.

IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32)

Les modifications à IAS 32 clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. La norme fournit des précisions sur le droit juridique de compenser des transactions, ainsi que sur les circonstances où les transactions réglées au moyen d'un système de règlement brut répondent aux critères de règlement simultané. Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés.

Interprétation 21, *Droits ou taxes* (IFRIC 21) de l'*International Financial Reporting Standards (IFRS) Interpretations Committee (IFRIC)*

IFRIC 21 fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont la comptabilisation est requise par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Elle traite également de la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont l'échéance ou le montant sont certains. L'interprétation précise que l'événement générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité décrite dans la législation pertinente qui rend le droit ou la taxe exigible. Nous avons adopté la norme de façon prospective le 1^{er} novembre 2014. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1^{er} novembre 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Au cours du premier trimestre, les nouvelles normes comptables ont évolué comme suit :

IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9)

Le 9 janvier 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié un préavis relativement à l'adoption anticipée d'IFRS 9 par les banques d'importance systémique intérieure, obligeant ces dernières à adopter IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2017. À titre de banque d'importance systémique intérieure, nous devons adopter IFRS 9 à compter du 1^{er} novembre 2017, à l'exception des dispositions sur le risque de crédit propre, que nous avons adoptées au deuxième trimestre 2014.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	159 077 \$	10 686 \$	– \$	– \$	– \$	169 763 \$	169 763 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	49 622	3 258	3 370	52 880	52 992
	159 077	10 686	49 622	3 258	3 370	222 643	222 755
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	102 395	–	60 973	60 979	163 368	163 374
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	334 837	336 726	334 837	336 726
Prêts de gros	2 248	1 806	–	109 419	108 725	113 473	112 779
	2 248	1 806	–	444 256	445 451	448 310	449 505
Autres							
Dérivés	107 004	–	–	–	–	107 004	107 004
Autres actifs	–	939	–	41 091	41 091	42 030	42 030
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	104 \$	17 563 \$		198 236 \$	198 699 \$	215 903 \$	216 366 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	74 021		341 290	343 158	415 311	417 179
Banques (3)	–	6 999		13 338	13 340	20 337	20 339
	104	98 583		552 864	555 197	651 551	653 884
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	54 314	–		–	–	54 314	54 314
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	71 218		9 989	9 989	81 207	81 207
Dérivés	112 219	–		–	–	112 219	112 219
Autres passifs	131	21		42 865	42 834	43 017	42 986
Débitures subordonnées	–	106		7 689	7 667	7 795	7 773

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 janvier 2015

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
	(en millions de dollars canadiens)						
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	169 926 \$	11 199 \$	– \$	– \$	– \$	181 125 \$	181 125 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 454	3 144	3 347	49 598	49 801
	169 926	11 199	46 454	3 144	3 347	230 723	230 926
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 530	–	58 043	58 043	163 573	163 573
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	335 251	336 358	335 251	336 358
Prêts de gros	1 484	1 773	–	109 702	109 215	112 959	112 472
	1 484	1 773	–	444 953	445 573	448 210	448 830
Autres							
Dérivés	150 564	–	–	–	–	150 564	150 564
Autres actifs	–	927	–	42 687	42 687	43 614	43 614
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	100 \$	15 274 \$	–	200 862 \$	201 027 \$	216 236 \$	216 401 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	76 051	–	341 033	343 118	417 084	419 169
Banques (3)	–	8 121	–	13 266	13 267	21 387	21 388
	100	99 446	–	555 161	557 412	654 707	656 958
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	–	–	–	–	59 485	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	72 319	–	8 982	8 982	81 301	81 301
Dérivés	152 869	–	–	–	–	152 869	152 869
Autres passifs	227	20	–	48 458	48 415	48 705	48 662
Débiteures subordonnées	–	114	–	7 775	7 731	7 889	7 845

	Au 31 octobre 2014						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	141 217 \$	10 163 \$	– \$	– \$	– \$	151 380 \$	151 380 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 009	1 759	1 762	47 768	47 771
	141 217	10 163	46 009	1 759	1 762	199 148	199 151
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	85 292	–	50 288	50 288	135 580	135 580
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	333 045	334 475	333 045	334 475
Prêts de gros	1 337	2 278	–	98 569	98 461	102 184	102 076
	1 337	2 278	–	431 614	432 936	435 229	436 551
Autres							
Dérivés	87 402	–	–	–	–	87 402	87 402
Autres actifs	–	930	–	32 975	32 975	33 905	33 905
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	112 \$	13 289 \$		195 816 \$	195 964 \$	209 217 \$	209 365 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	59 446		327 214	328 328	386 660	387 774
Banques (3)	–	6 592		11 631	11 636	18 223	18 228
	112	79 327		534 661	535 928	614 100	615 367
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 345	–		–	–	50 345	50 345
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 411		5 920	5 921	64 331	64 332
Dérivés	88 982	–		–	–	88 982	88 982
Autres passifs	20	30		36 816	36 762	36 866	36 812
Débetures subordonnées	–	106		7 753	7 712	7 859	7 818

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 30 avril 2014

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	138 783 \$	9 615 \$	– \$	– \$	– \$	148 398 \$	148 398 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	42 696	387	387	43 083	43 083
	138 783	9 615	42 696	387	387	191 481	191 481
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	90 262	–	43 719	43 719	133 981	133 981
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	323 131	323 347	323 131	323 347
Prêts de gros	1 641	1 594	–	95 070	95 361	98 305	98 596
	1 641	1 594	–	418 201	418 708	421 436	421 943
Autres							
Dérivés	72 633	–	–	–	–	72 633	72 633
Autres actifs	–	997	–	30 792	30 792	31 789	31 789
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	111 \$	11 512 \$	–	191 047 \$	191 350 \$	202 670 \$	202 973 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	54 259	–	314 947	316 088	369 206	370 347
Banques (3)	–	6 323	–	12 760	12 759	19 083	19 082
	111	72 094	–	518 754	520 197	590 959	592 402
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	–	–	–	–	50 423	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 063	–	5 727	5 727	63 790	63 790
Dérivés	73 206	–	–	–	–	73 206	73 206
Autres passifs	1	119	–	37 729	37 729	37 849	37 849
Débiteures subordonnées	–	112	–	6 374	6 389	6 486	6 501

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	30 avril 2015					31 janvier 2015						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	728 \$	- \$	728 \$	\$	728 \$	- \$	368 \$	- \$	368 \$	\$	368 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	10 468	7 090	-	17 558		17 558	10 092	7 489	-	17 581		17 581
Provinces et municipalités	-	12 797	-	12 797		12 797	-	13 049	-	13 049		13 049
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	5 368	31 456	1	36 825		36 825	2 436	37 177	1	39 614		39 614
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 619	10 026	-	14 645		14 645	7 913	9 296	20	17 229		17 229
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	3 038	9	3 047		3 047	-	2 298	21	2 319		2 319
Titres adossés à des actifs TGC (3)	-	17	54	71		71	-	53	73	126		126
Titres non garantis par des créances	-	1 809	41	1 850		1 850	-	1 402	55	1 457		1 457
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	28 396	166	28 583		28 583	8	30 446	205	30 659		30 659
Titres de participation	50 312	3 900	175	54 387		54 387	54 893	4 020	178	59 091		59 091
	70 788	98 529	446	169 763		169 763	75 342	105 230	553	181 125		181 125
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	319	11 421	-	11 740		11 740	315	11 711	-	12 026		12 026
Provinces et municipalités	-	1 044	-	1 044		1 044	-	843	-	843		843
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	-	7 506	682	8 188		8 188	-	6 415	1 500	7 915		7 915
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 619	6 995	12	13 626		13 626	6 157	6 128	13	12 298		12 298
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	124	-	124		124	-	125	-	125		125
Titres adossés à des actifs TGC	-	925	30	955		955	-	926	-	926		926
Titres non garantis par des créances	-	441	165	606		606	-	444	199	643		643
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	9 824	1 734	11 558		11 558	-	8 039	1 733	9 772		9 772
Titres de participation	146	502	1 010	1 658		1 658	157	528	1 092	1 777		1 777
Titres de substitut de prêt	83	25	-	108		108	90	24	-	114		114
	7 167	38 807	3 633	49 607		49 607	6 719	35 183	4 537	46 439		46 439
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés												
Prêts	-	102 395	-	102 395		102 395	-	105 530	-	105 530		105 530
Autres	-	3 437	617	4 054		4 054	-	2 421	836	3 257		3 257
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	88	143 875	441	144 404		144 404	21	184 669	564	185 254		185 254
Contrats de change	-	45 569	54	45 623		45 623	-	72 541	75	72 616		72 616
Dérivés de crédit	-	127	8	135		135	-	200	13	213		213
Autres contrats	2 678	4 661	423	7 762		7 762	3 435	5 790	595	9 820		9 820
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(910)	(36)	(946)		(946)	-	(1 034)	(48)	(1 082)		(1 082)
Total des dérivés, montant brut	2 766	193 322	890	196 978		196 978	3 456	262 166	1 199	266 821		266 821
Ajustements de compensation					(89 974)	(89 974)					(116 257)	(116 257)
Total des dérivés						107 004						150 564
Autres actifs	730	209	-	939		939	697	230	-	927		927
	81 451 \$	437 427 \$	5 586 \$	524 464 \$	(89 974) \$	434 490 \$	86 214 \$	511 128 \$	7 125 \$	604 467 \$	(116 257) \$	488 210 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	- \$	17 032 \$	635 \$	17 667 \$	\$	17 667 \$	- \$	14 959 \$	415 \$	15 374 \$	\$	15 374 \$
Entreprises et gouvernements	-	73 938	83	74 021		74 021	-	75 963	88	76 051		76 051
Banques	-	6 999	-	6 999		6 999	-	8 121	-	8 121		8 121
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 910	18 404	-	54 314		54 314	37 067	22 412	6	59 485		59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	71 218	-	71 218		71 218	-	72 319	-	72 319		72 319
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	70	137 484	899	138 453		138 453	23	176 999	1 058	178 080		178 080
Contrats de change	-	52 075	30	52 105		52 105	-	76 092	44	76 136		76 136
Dérivés de crédit	-	256	9	265		265	-	277	20	297		297
Autres contrats	2 561	7 667	914	11 142		11 142	3 160	9 934	1 160	14 254		14 254
Ajustements de l'évaluation (5)	-	(42)	15	(27)		(27)	-	(129)	21	(108)		(108)
Total des dérivés, montant brut	2 631	197 440	1 867	201 938		201 938	3 183	263 173	2 303	268 659		268 659
Ajustements de compensation					(89 719)	(89 719)					(115 790)	(115 790)
Total des dérivés						112 219						152 869
Autres passifs	89	21	42	152		152	159	20	68	247		247
Débitures subordonnées	-	106	-	106		106	-	114	-	114		114
	38 630 \$	385 158 \$	2 627 \$	426 415 \$	(89 719) \$	336 696 \$	40 409 \$	457 081 \$	2 880 \$	500 370 \$	(115 790) \$	384 580 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au										
	31 octobre 2014					30 avril 2014					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers											
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	5 603 \$	– \$	5 603 \$		\$ 5 603 \$	– \$	785 \$	– \$	785 \$	\$ 785 \$
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)											
Gouvernement fédéral	8 288	5 855	–	14 143		14 143	7 797	7 548	–	15 345	15 345
Provinces et municipalités	–	11 371	–	11 371		11 371	–	12 335	–	12 335	12 335
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 838	27 628	6	29 472		29 472	3 693	24 470	21	28 184	28 184
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 334	7 991	–	15 325		15 325	4 637	8 726	–	13 363	13 363
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	964	4	968		968	–	958	36	994	994
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	37	74	111		111	–	76	18	94	94
Titres non garantis par des créances	–	889	364	1 253		1 253	–	1 074	433	1 507	1 507
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15	27 422	149	27 586		27 586	15	26 849	455	27 319	27 319
Titres de participation	47 396	3 589	166	51 151		51 151	45 306	3 733	218	49 257	49 257
	64 871	85 746	763	151 380		151 380	61 448	85 769	1 181	148 398	148 398
Titres disponibles à la vente (4)											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)											
Gouvernement fédéral	429	11 540	–	11 969		11 969	312	10 220	–	10 532	10 532
Provinces et municipalités	–	799	–	799		799	–	637	–	637	637
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	29	4 839	1 389	6 257		6 257	–	5 247	2 119	7 366	7 366
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 979	7 303	11	14 293		14 293	5 750	6 475	–	12 225	12 225
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	138	–	138		138	–	157	–	157	157
Titres adossés à des actifs TGC	–	857	24	881		881	–	1 031	81	1 112	1 112
Titres non garantis par des créances	–	381	182	563		563	–	275	169	444	444
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	7 714	1 573	9 287		9 287	–	6 784	1 577	8 361	8 361
Titres de participation	140	514	1 028	1 682		1 682	149	470	1 103	1 722	1 722
Titres de substitut de prêt	102	24	–	126		126	102	24	–	126	126
	7 679	34 109	4 207	45 995		45 995	6 313	31 320	5 049	42 682	42 682
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	85 292	–	85 292		85 292	–	90 262	–	90 262	90 262
Prêts	–	3 154	461	3 615		3 615	–	2 771	464	3 235	3 235
Autres											
Dérivés											
Contrats de taux d'intérêt	13	102 176	339	102 528		102 528	22	78 746	226	78 994	78 994
Contrats de change	–	33 761	48	33 809		33 809	–	21 797	50	21 847	21 847
Dérivés de crédit	–	244	10	254		254	–	228	22	250	250
Autres contrats	3 238	4 839	560	8 637		8 637	2 475	3 793	438	6 706	6 706
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(702)	(56)	(758)		(758)	–	(422)	(89)	(511)	(511)
Total des dérivés, montant brut	3 251	140 318	901	144 470		144 470	2 497	104 142	647	107 286	107 286
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(57 068)	–	–	–	(34 653)	(34 653)
Total des dérivés	–	–	–	–		87 402	–	–	–	–	72 633
Autres actifs	604	326	–	930		930	611	386	–	997	997
	76 405 \$	354 548 \$	6 332 \$	437 285 \$		(57 068) \$	380 217 \$	70 869 \$	315 435 \$	7 341 \$	393 645 \$
										(34 653) \$	358 992 \$
Passifs financiers											
Dépôts											
Particuliers	– \$	12 904 \$	497 \$	13 401 \$		13 401 \$	– \$	11 092 \$	531 \$	11 623 \$	11 623 \$
Entreprises et gouvernements	–	59 376	70	59 446		59 446	–	49 187	5 072	54 259	54 259
Banques	–	6 592	–	6 592		6 592	–	6 323	–	6 323	6 323
Autres											
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 857	17 484	4	50 345		50 345	36 646	13 752	25	50 423	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 411	–	58 411		58 411	–	58 063	–	58 063	58 063
Dérivés											
Contrats de taux d'intérêt	9	96 752	709	97 470		97 470	10	74 276	774	75 060	75 060
Contrats de change	–	35 664	39	35 703		35 703	–	22 921	26	22 947	22 947
Dérivés de crédit	–	327	15	342		342	–	307	27	334	334
Autres contrats	2 886	8 537	1 062	12 485		12 485	2 031	7 010	1 074	10 115	10 115
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(65)	29	(36)		(36)	–	4	35	39	39
Total des dérivés, montant brut	2 895	141 215	1 854	145 964		145 964	2 041	104 518	1 936	108 495	108 495
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(56 982)	–	–	–	(35 289)	(35 289)
Total des dérivés	–	–	–	–		88 982	–	–	–	–	73 206
Autres passifs	–	30	20	50		50	–	119	1	120	120
Débitures subordonnées	–	106	–	106		106	–	–	112	112	112
	35 752 \$	296 118 \$	2 445 \$	334 315 \$		(56 982) \$	277 333 \$	38 687 \$	243 054 \$	7 677 \$	289 418 \$
										(35 289) \$	254 129 \$

(1) Au 30 avril 2015, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 12 100 millions de dollars et de 130 millions (12 295 millions et 100 millions au 31 janvier 2015; 6 564 millions et 81 millions au 31 octobre 2014; 5 117 millions et 91 millions au 30 avril 2014), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 7 545 millions et à 32 millions (7 532 millions et 34 millions au 31 janvier 2015; 6 956 millions et 34 millions au 31 octobre 2014; 5 087 millions et 33 millions au 30 avril 2014), respectivement.

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente d'un montant de 15 millions de dollars (15 millions au 31 janvier 2015; 14 millions au 31 octobre 2014; 14 millions au 30 avril 2014), qui sont comptabilisés au coût.

(5) Une exception est permise, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon son exposition nette au risque lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables. Pour une description de la sensibilité aux données non observables et des relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à ces sensibilités ou à ces relations au cours du trimestre.

Au 30 avril 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)								
Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/répartition des données (4)
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	143 \$	– \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	37,53 \$ 1,32 % 2,84 % 0,00 % 0,00 % 20,00 %	37,53 \$ 20,67 % 2,99 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	37,53 \$ 11,00 % 2,88 % 2,50 % 15,00 % 45,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	639 147		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,38 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,25 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	2,37 % 9,96 % 4,37 % 91,29 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	151 617	–	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écarts de taux Taux de capitalisation Escomptes de liquidité (5)	57,66 \$ 5,22 % s.o. 5,72 % s.o.	157,79 \$ 7,50 % s.o. 9,20 % s.o.	99,30 \$ 6,23 % s.o. 6,86 % s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	44 12 1 712		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	67,15 \$ 0,02 %	100,00 \$ 34,89 %	82,77 \$ 2,68 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		– –	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Corrélation taux de change/taux d'intérêt	s.o. s.o. s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o. s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 185 52	500 –	Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	5,00 X 9,40 X 0,29 X 0,00 % 12,00 % s.o.	15,50 X 22,40 X 7,50 X 50,00 % 17,00 % s.o.	8,05 X 12,21 X 3,07 X 27,12 % 16,41 % s.o.
Instruments financiers dérivés	Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	468	– 902	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt (9)	2,56 % 1,40 % s.o. 19,00 % 29,00 % 68,00 % 1,19 %	2,56 % 2,23 % s.o. 67,00 % 56,00 % 68,00 % 7,19 %	Ventilation égale Ventilation égale s.o. Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	254	635 305	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écarts de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % s.o. (0,70) % (74,50) % 0,30 %	14,09 % s.o. 96,60 % 41,70 % 169,00 %	Tranche inférieure s.o. Milieu Milieu Tranche inférieure
Autres (8)	Titres adossés à des créances hypothécaires Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	9 37 116	83 160 42					
Total		5 586 \$	2 627 \$					

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 janvier 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs	147 \$		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	40,42 \$	91,50 \$	77,44 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		4 \$		Marges d'escompte	0,79 %	12,00 %	6,39 %
					Rendements	2,43 %	4,45 %	2,98 %
					Taux de défaillance	0,00 %	5,00 %	2,50 %
					Taux de remboursement anticipé	0,00 %	30,00 %	15,00 %
					Ampleur des taux de perte	20,00 %	70,00 %	45,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 101		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,42 %	4,85 %	2,49 %
	Titres adossés à des actifs	180			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,79 %
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,77 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	93,55 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	201		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	6,10 \$	140,00 \$	96,95 \$
	Prêts	836			Rendements	3,06 %	7,47 %	4,93 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		1		Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.
					Taux de capitalisation	8,25 %	9,00 %	8,63 %
					Escomptes de liquidité (5)	s.o.	s.o.	s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	400		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	66,50 \$	99,08 \$	94,01 \$
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	33			Rendements	0,18 %	27,91 %	2,88 %
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 737						
Financement bancaire et dépôts	Dépôts		–	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Débitures subordonnées		–		Corrélation taux d'intérêt/ taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux de change/ taux de change	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux de change/ taux d'intérêt	s.o.	s.o.	s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	1 270		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	4,00 X	15,50 X	8,71 X
	Actifs liés aux dérivés	15		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios c/b	9,40 X	22,40 X	13,67 X
	Passifs liés aux dérivés		548		Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,26 X	7,50 X	3,21 X
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		1		Escomptes de liquidité (5)	0,00 %	50,00 %	27,24 %
					Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	16,41 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés	612		Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt	2,20 %	2,25 %	Ventilation égale
	Dépôts		–		Taux des swaps sur IPC	1,27 %	2,10 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		1 071		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux d'intérêt/ taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/ taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/ taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	37,70 %	39,70 %	Ventilation égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés	444		Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions	0,02 %	40,67 %	Tranche inférieure
	Dépôts		415		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Passifs liés aux dérivés		466		Corrélation cours des actions/ cours des actions	0,10 %	95,60 %	Milieu
					Corrélation cours des actions/ taux de change	(74,50) %	45,50 %	Milieu
					Volatilités des cours des actions	1,00 %	129,00 %	Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	21						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–						
	Actifs liés aux dérivés	128						
	Dépôts		88					
	Passifs liés aux dérivés		218					
	Autres passifs		68					
Total		7 125 \$	2 880 \$					

Au 31 octobre 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs				Fondée sur les prix	Prix	53,70 \$	90,50 \$	75,92 \$
	Titres adossés à des actifs	478 \$		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	0,70 %	9,48 %	5,09 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		– \$		Rendements	2,84 %	5,36 %	3,52 %
					Taux de défaillance	1,00 %	5,00 %	2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	15,00 %	30,00 %	20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %	50,00 %
Titres à enchères				Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,32 %	4,63 %	2,26 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	979			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,80 %
	Titres adossés à des actifs	166			Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,76 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	93,51 %
Titres d'emprunt de sociétés				Fondée sur les prix	Prix	2,50 \$	119,52 \$	97,86 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	100		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,75 %	7,50 %	3,84 %
	Prêts	461			Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		4		Taux de capitalisation	6,43 %	9,47 %	7,95 %
					Escomptes de liquidité (5)	10,00 %	10,00 %	10,00 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales				Fondée sur les prix	Prix	67,38 \$	100,00 \$	96,24 \$
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	416		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,17 %	30,15 %	3,06 %
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 616						
Financement bancaire et dépôts				Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		70		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
	Débiteures subordonnées		–		Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes				Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	4,00 X	10,80 X	8,73 X
	Titres de participation	1 194		Fondée sur les prix	Ratios c/b	8,79 X	15,70 X	11,79 X
	Actifs liés aux dérivés	11		Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,45 X	7,50 X	4,97 X
	Passifs liés aux dérivés		434		Escomptes de liquidité (5)	0,00 %	50,00 %	26,92 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	14,78 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)				Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,96 %	2,98 %	Ventilation égale
	Actifs liés aux dérivés	348		Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,73 %	2,30 %	Ventilation égale
	Dépôts		–		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Passifs liés aux dérivés		732		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	26,28 %	28,80 %	Ventilation égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)				Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,04 %	18,11 %	Tranche inférieure
	Actifs liés aux dérivés	442		Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		497		Corrélation cours des actions/cours des actions	0,50 %	97,20 %	Milieu
	Passifs liés aux dérivés		529		Corrélation cours des actions/taux de change	(72,80) %	53,20 %	Milieu
					Volatilités des cours des actions	1,00 %	172,00 %	Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	4						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6						
	Actifs liés aux dérivés	100						
	Dépôts		–					
	Passifs liés aux dérivés		159					
	Autres passifs		20					
Total		6 332 \$	2 445 \$					

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 30 avril 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	548 \$	25 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	72,22 \$ 0,74 % 2,00 % 1,00 % 15,00 % 30,00 %	102,13 \$ 7,76 % 2,00 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	88,55 \$ 3,45 % 2,00 % 2,00 % 20,00 % 50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 599 153		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,47 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,58 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	3,25 % 9,65 % 5,02 % 81,87 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	327 464 -		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écarts de taux Taux de capitalisation Escomptes de liquidité (5)	0,01 \$ 3,23 % 0,70 % 6,33 % s.o.	117,03 \$ 8,29 % 5,10 % 14,76 % s.o.	88,98 \$ 4,79 % 4,14 % 10,55 % s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	541 - 1 705		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	18,73 \$ 0,02 %	129,60 \$ 21,95 %	98,34 \$ 1,64 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		4 865 112	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Corrélation taux de change/taux d'intérêt	0,00 % s.o. s.o. s.o.	0,50 % s.o. s.o. s.o.	0,50 % s.o. s.o. s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 321 - - -	494	Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	3,00 X 15,08 X 1,70 X 20,00 % s.o. s.o.	5,90 X 15,08 X 6,90 X 30,00 % s.o. s.o.	5,73 X 15,08 X 5,03 X 28,05 % s.o. s.o.
Instruments financiers dérivés	Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)							
	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	245 - -	207 797	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	3,24 % 1,77 % 0,48 % 19,00 % 29,00 % 75,00 % 18,21 %	3,35 % 2,35 % 0,50 % 67,00 % 56,00 % 75,00 % 38,50 %	Tranche inférieure Ventilation égale Tranche supérieure Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Tranche supérieure
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	354 - -	531 514	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écarts de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % 0,48 % 7,40 % (72,30 %) 3,00 %	15,56 % 0,52 % 99,00 % 49,70 % 153,00 %	Tranche inférieure Ventilation égale Milieu Milieu Tranche inférieure
Autres (8)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	36 - 48 - - 1	- - - 131 1					
Total		7 341 \$	7 677 \$					

- Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).
- Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.
- Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.
- Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.
- La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 129 millions de dollars (236 millions au 31 janvier 2015; 211 millions au 31 octobre 2014; 96 millions au 30 avril 2014).
- La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.
- Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.
- La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et le financement bancaire et les dépôts.
- La réduction de l'étendue des données sur la volatilité au deuxième trimestre par rapport aux périodes précédentes s'explique par la mise en œuvre d'un modèle d'évaluation fondé sur une convention différente à l'égard des données sur la volatilité.
- s.o. sans objet

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2015
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2015	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2015	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	20	–	–	–	–	–	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	(1)	(1)	1	(8)	4	(7)	9	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	73	8	(2)	28	(66)	13	–	54	8
Titres non garantis par des créances	55	–	(2)	56	(56)	–	(12)	41	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	205	(1)	(1)	15	(61)	55	(46)	166	–
Titres de participation	178	4	(9)	8	(30)	26	(2)	175	3
	553	10	(15)	108	(221)	98	(87)	446	10
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 500	8	(27)	–	(753)	–	(46)	682	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–	2	(3)	–	–	12	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	30	–	–	–	30	s.o.
Titres non garantis par des créances	199	(1)	4	–	(37)	–	–	165	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 733	–	(93)	640	(509)	–	(37)	1 734	s.o.
Titres de participation	1 092	24	(53)	11	(64)	–	–	1 010	s.o.
	4 537	31	(169)	683	(1 366)	–	(83)	3 633	s.o.
Prêts de gros	836	(3)	(27)	137	(248)	–	(78)	617	(2)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(494)	47	4	(2)	–	7	(20)	(458)	48
Contrats de change	31	(16)	(1)	18	(13)	3	2	24	(15)
Dérivés de crédit	(7)	(4)	–	–	9	(1)	2	(1)	(1)
Autres contrats	(565)	(41)	32	(27)	81	(54)	83	(491)	33
Ajustements de l'évaluation	(69)	2	1	–	17	(2)	–	(51)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 822 \$	26 \$	(175)\$	917 \$	(1 741)\$	51 \$	(181)\$	3 719 \$	73 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(415)\$	(19)\$	11 \$	(264)\$	20 \$	(104)\$	136 \$	(635)\$	(17)\$
Entreprises et gouvernements	(88)	(2)	5	(32)	34	–	–	(83)	1
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(6)	–	–	(1)	7	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	21	3	–	2	–	–	(42)	22
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(577)\$	– \$	19 \$	(297)\$	63 \$	(104)\$	136 \$	(760)\$	6 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2015	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2015
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	1 \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	–	20	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(1)	–	22	(16)	12	–	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	16	(12)	24	(15)	–	(14)	73	13
Titres non garantis par des créances	364	(2)	46	44	(223)	5	(179)	55	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	1	1	3	(8)	64	(5)	205	1
Titres de participation	166	(10)	20	5	(18)	18	(3)	178	(10)
	763	4	56	98	(286)	119	(201)	553	1
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	–	144	–	(33)	–	–	1 500	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	–	2	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	1	–	–	–	(25)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	–	6	–	11	–	–	199	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	201	522	(600)	37	–	1 733	s.o.
Titres de participation	1 028	18	79	16	(42)	–	(7)	1 092	s.o.
	4 207	18	431	538	(662)	37	(32)	4 537	s.o.
Prêts de gros	461	–	58	322	(5)	–	–	836	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(98)	(2)	11	(9)	(22)	(4)	(494)	(110)
Contrats de change	9	38	4	9	6	–	(35)	31	39
Dérivés de crédit	(5)	(10)	(1)	–	9	–	–	(7)	(2)
Autres contrats	(502)	(86)	(69)	(7)	73	(86)	112	(565)	(6)
Ajustements de l'évaluation	(85)	(3)	(2)	–	22	(1)	–	(69)	(5)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(137)\$	475 \$	971 \$	(852)\$	47 \$	(160)\$	4 822 \$	(83)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(497)\$	30 \$	(25)\$	(111)\$	13 \$	(62)\$	237 \$	(415)\$	19 \$
Entreprises et gouvernements	(70)	(2)	(4)	(46)	16	–	18	(88)	(3)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(10)	8	–	–	(6)	–
Autres passifs	(20)	(43)	(5)	–	–	–	–	(68)	(45)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591)\$	(15)\$	(34)\$	(167)\$	37 \$	(62)\$	255 \$	(577)\$	(29)\$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2014

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2014
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 \$	– \$	(1) \$	19 \$	(6) \$	5 \$	– \$	21 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	1	(1)	49	(26)	1	(18)	36	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	19	–	–	10	(3)	7	(15)	18	–
Titres non garantis par des créances	297	–	(4)	646	(516)	16	(6)	433	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	389	4	2	154	(62)	–	(32)	455	2
Titres de participation	185	(1)	(2)	56	(20)	–	–	218	(1)
	924	4	(6)	934	(633)	29	(71)	1 181	(1)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 160	–	(15)	–	(17)	–	(9)	2 119	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	93	–	1	–	(13)	–	–	81	s.o.
Titres non garantis par des créances	171	–	(1)	–	(1)	–	–	169	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 837	–	(36)	284	(439)	–	(69)	1 577	s.o.
Titres de participation	1 064	38	12	13	(24)	–	–	1 103	s.o.
	5 325	38	(39)	297	(494)	–	(78)	5 049	s.o.
Prêts de gros	447	(3)	(6)	27	(1)	–	–	464	(3)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(409)	(49)	(3)	1	(13)	–	(75)	(548)	(47)
Contrats de change	45	(20)	(1)	–	2	(2)	–	24	(15)
Dérivés de crédit	(5)	(9)	–	–	9	–	–	(5)	(2)
Autres contrats	(644)	22	9	(19)	42	(42)	(4)	(636)	43
Ajustements de l'évaluation	(80)	1	(1)	–	(106)	–	62	(124)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 603 \$	(16) \$	(47) \$	1 240 \$	(1 194) \$	(15) \$	(166) \$	5 405 \$	(25) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(523) \$	(13) \$	1 \$	(133) \$	51 \$	(75) \$	161 \$	(531) \$	(8) \$
Entreprises et gouvernements	(4 762)	(108)	42	(769)	63	–	462	(5 072)	(111)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(10)	1	–	(84)	68	–	–	(25)	–
Autres passifs	16	39	(1)	–	(55)	–	–	(1)	(17)
Débitures subordonnées	(112)	(1)	1	–	–	–	–	(112)	(1)
	(5 391) \$	(82) \$	43 \$	(986) \$	127 \$	(75) \$	623 \$	(5 741) \$	(137) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2015								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2015
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2015	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	1 \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(2)	(1)	23	(24)	16	(7)	9	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	24	(14)	52	(81)	13	(14)	54	8
Titres non garantis par des créances	364	(2)	44	100	(279)	5	(191)	41	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	–	18	(69)	119	(51)	166	–
Titres de participation	166	(6)	11	13	(48)	44	(5)	175	(6)
	763	14	41	206	(507)	217	(288)	446	1
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	8	117	–	(786)	–	(46)	682	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	2	(1)	–	–	12	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	1	30	–	–	(25)	30	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	(1)	10	–	(26)	–	–	165	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	108	1 162	(1 109)	37	(37)	1 734	s.o.
Titres de participation	1 028	42	26	27	(106)	–	(7)	1 010	s.o.
	4 207	49	262	1 221	(2 028)	37	(115)	3 633	s.o.
Prêts de gros	461	(3)	31	459	(253)	–	(78)	617	(2)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(51)	2	9	(9)	(15)	(24)	(458)	(22)
Contrats de change	9	22	3	27	(7)	3	(33)	24	16
Dérivés de crédit	(5)	(14)	(1)	–	18	(1)	2	(1)	(2)
Autres contrats	(502)	(127)	(37)	(34)	154	(140)	195	(491)	29
Ajustements de l'évaluation	(85)	(1)	(1)	–	39	(3)	–	(51)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(111)\$	300 \$	1 888 \$	(2 593)\$	98 \$	(341)\$	3 719 \$	20 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(497)\$	11 \$	(14)\$	(375)\$	33 \$	(166)\$	373 \$	(635)\$	(2)\$
Entreprises et gouvernements	(70)	(4)	1	(78)	50	–	18	(83)	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(11)	15	–	–	–	–
Autres passifs	(20)	(22)	(2)	–	2	–	–	(42)	(19)
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591)\$	(15)\$	(15)\$	(464)\$	100 \$	(166)\$	391 \$	(760)\$	(21)\$

Pour le semestre clos le 30 avril 2014

	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2014
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	1 \$	31 \$	(35)\$	5 \$	(3)\$	21 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	1	66	(38)	1	(22)	36	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	8	–	16	(29)	7	(15)	18	–
Titres non garantis par des créances	260	2	12	1 309	(1 157)	16	(9)	433	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(2)	33	232	(181)	–	(42)	455	6
Titres de participation	183	5	10	63	(51)	8	–	218	(11)
	1 309	13	53	1 717	(1 491)	37	(457)	1 181	(7)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	131	–	(17)	–	(9)	2 119	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	11	–	(25)	–	(8)	81	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	12	–	(19)	–	–	169	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	70	523	(620)	–	(69)	1 577	s.o.
Titres de participation	969	47	121	22	(56)	–	–	1 103	s.o.
	4 939	43	345	545	(737)	–	(86)	5 049	s.o.
Prêts de gros	414	3	20	27	–	–	–	464	(8)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(53)	(5)	15	(12)	–	(35)	(548)	(73)
Contrats de change	(117)	(8)	–	–	2	(2)	149	24	(5)
Dérivés de crédit	(5)	(15)	(2)	–	17	–	–	(5)	(3)
Autres contrats	(869)	59	(40)	(33)	61	(93)	279	(636)	12
Ajustements de l'évaluation	(105)	9	(2)	–	(106)	–	80	(124)	(1)
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	51 \$	369 \$	2 271 \$	(2 266)\$	(58)\$	(81)\$	5 405 \$	(85)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(1 043)\$	(1)\$	(56)\$	(307)\$	125 \$	(116)\$	867 \$	(531)\$	(3)\$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(153)	(196)	(1 382)	102	–	490	(5 072)	(154)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	1	(1)	(102)	93	–	–	(25)	–
Autres passifs	(3)	53	–	–	(55)	–	4	(1)	(2)
Débitures subordonnées	(109)	(1)	(2)	–	–	–	–	(112)	(1)
	(5 104)\$	(101)\$	(255)\$	(1 791)\$	265 \$	(116)\$	1 361 \$	(5 741)\$	(160)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente de 38 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (pertes de 30 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; profits de 41 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014) et les profits de 8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2015 (profits de 104 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2015 comprenait des actifs dérivés de 890 millions de dollars (1 199 millions au 31 janvier 2015; 901 millions au 31 octobre 2014; 647 millions au 30 avril 2014) et des passifs dérivés de 1 867 millions (2 303 millions au 31 janvier 2015; 1 854 millions au 31 octobre 2014; 1 936 millions au 30 avril 2014).

s.o. sans objet

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains d'un montant de 421 millions de dollars comptabilisées dans les catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants (331 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015). De plus, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, un montant de 284 millions de dollars présenté au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et un montant de 337 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient i) des obligations structurées liées à des titres de participation de 136 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs et ii) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 83 millions (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison de l'observabilité accrue de la volatilité (montant de 311 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 394 millions au titre des passifs liés aux dérivés). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, les transferts importants vers le niveau 3 comprenaient des obligations structurées liées à des titres de participation de 104 millions de dollars incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables ayant eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient des titres garantis par des prêts de 179 millions de dollars inclus dans les titres non garantis par des créances, en raison de la transparence accrue des prix, des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 87 millions (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison de l'observabilité accrue de la volatilité (montant de 97 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 184 millions au titre des passifs liés aux dérivés) et des obligations structurées liées à des titres de participation de 237 millions incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2015			le 31 janvier 2015			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	(1)\$	– \$	(1)\$	1 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	51	(47)	4	305	(471)	(166)	174	(300)	(126)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	32	–	32	18	–	18	38	–	38
Commissions de crédit et autres	(1)	(8)	(9)	(1)	(4)	(5)	(1)	(9)	(10)
	81 \$	(55)\$	26 \$	323 \$	(475)\$	(152)\$	211 \$	(309)\$	(98)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2015			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	356	(518)	(162)	477	(553)	(76)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	50	–	50	43	–	43
Commissions de crédit et autres	(2)	(12)	(14)	(2)	(16)	(18)
	404 \$	(530)\$	(126)\$	519 \$	(569)\$	(50)\$

Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs à la fin des périodes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2015			le 31 janvier 2015			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	(55)	135	80	286	(397)	(111)	63	(223)	(160)
Commissions de crédit et autres	(1)	–	(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	–	(2)
	(56)\$	135 \$	79 \$	286 \$	(398)\$	(112)\$	61 \$	(223)\$	(162)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2015			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	123	(122)	1	103	(347)	(244)
Commissions de crédit et autres	(2)	–	(2)	(2)	1	(1)
	121 \$	(122)\$	(1)\$	101 \$	(346)\$	(245)\$

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2015			31 janvier 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	20	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	9	1	(1)	21	2	(3)
Titres adossés à des actifs	95	2	(3)	128	6	(8)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	166	6	(6)	205	3	(3)
Titres de participation	175	–	–	178	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	682	12	(30)	1 500	26	(58)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12	–	–	13	–	–
Titres adossés à des actifs	195	11	(16)	199	14	(20)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 734	9	(8)	1 733	12	(12)
Titres de participation	1 010	77	(24)	1 092	88	(36)
Prêts	617	24	(34)	836	12	(40)
Dérivés	890	20	(18)	1 199	25	(21)
	5 586 \$	162 \$	(140)\$	7 125 \$	189 \$	(202)\$
Dépôts	(718)	17	(17)	(503)	12	(12)
Dérivés	(1 867)	27	(43)	(2 303)	32	(48)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées	(42)	–	–	(74)	–	(1)
	(2 627)\$	44 \$	(60)\$	(2 880)\$	44 \$	(61)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au					
	31 octobre 2014			30 avril 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	– \$	21 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	1	(1)	36	2	(2)
Titres adossés à des actifs	438	10	(14)	451	12	(15)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	2	(2)	455	41	(34)
Titres de participation	166	–	–	218	3	(3)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	23	(57)	2 119	26	(75)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	206	12	(18)	250	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	12	(10)	1 577	10	(11)
Titres de participation	1 028	92	(23)	1 103	18	(22)
Prêts	461	12	(11)	464	1	(13)
Dérivés	901	23	(21)	647	29	(23)
	6 332 \$	187 \$	(157)\$	7 341 \$	153 \$	(214)\$
Dépôts	(567)	14	(14)	(5 603)	75	(43)
Dérivés	(1 854)	38	(59)	(1 936)	45	(62)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débetures subordonnées	(24)	–	–	(138)	4	(3)
	(2 445)\$	52 \$	(73)\$	(7 677)\$	124 \$	(108)\$

Sensibilité

Au 30 avril 2015, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 162 millions de dollars et une diminution de 140 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 109 millions et une tranche de 76 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 44 millions de dollars et par une augmentation de 60 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées pour l'évaluation des instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités sont déterminées en ajustant, selon un écart type positif ou négatif, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	La sensibilité des titres à enchères est déterminée en diminuant la marge d'escompte pour l'établir entre 12 % et 15 % et en l'augmentant pour l'établir entre 19 % et 36 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	La sensibilité des titres de participation privés directs est établie en i) ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur, ii) en ajustant les coefficients des prix selon les divers coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds d'actions privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				31 janvier 2015			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 291 \$	449 \$	– \$	11 740 \$	11 430 \$	596 \$	– \$	12 026 \$
Provinces et municipalités	1 028	17	(1)	1 044	821	22	–	843
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	8 271	10	(93)	8 188	8 005	15	(105)	7 915
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13 590	38	(2)	13 626	12 268	33	(3)	12 298
Titres adossés à des créances hypothécaires	120	4	–	124	120	6	(1)	125
Titres adossés à des actifs								
TGC	939	18	(2)	955	905	23	(2)	926
Titres non garantis par des créances	677	7	(78)	606	728	8	(93)	643
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	11 504	69	(15)	11 558	9 700	83	(11)	9 772
Titres de participation	1 345	334	(6)	1 673	1 424	377	(9)	1 792
Titres de substitut de prêt	108	–	–	108	120	–	(6)	114
	48 873 \$	946 \$	(197)\$	49 622 \$	45 521 \$	1 163 \$	(230)\$	46 454 \$

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				30 avril 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 633 \$	338 \$	(2)\$	11 969 \$	10 206 \$	328 \$	(2)\$	10 532 \$
Provinces et municipalités	792	8	(1)	799	632	6	(1)	637
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	6 330	9	(82)	6 257	7 495	8	(137)	7 366
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	14 275	19	(1)	14 293	12 217	10	(2)	12 225
Titres adossés à des créances hypothécaires	133	5	–	138	150	7	–	157
Titres adossés à des actifs								
TGC	857	26	(2)	881	1 078	37	(3)	1 112
Titres non garantis par des créances	634	5	(76)	563	520	4	(80)	444
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	9 249	49	(11)	9 287	8 335	44	(18)	8 361
Titres de participation	1 333	369	(6)	1 696	1 358	384	(6)	1 736
Titres de substitut de prêt	124	2	–	126	125	2	(1)	126
	45 360 \$	830 \$	(181)\$	46 009 \$	42 116 \$	830 \$	(250)\$	42 696 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 3 258 millions de dollars au 30 avril 2015 (3 144 millions au 31 janvier 2015; 1 759 millions au 31 octobre 2014; 387 millions au 30 avril 2014), qui sont comptabilisés au coût.
- (2) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 30 avril 2015, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 197 millions de dollars (230 millions au 31 janvier 2015; 181 millions au 31 octobre 2014; 250 millions au 30 avril 2014). La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 30 avril 2015.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme s'étant dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance qui affichaient une perte latente au 30 avril 2015.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Profits réalisés	60 \$	44 \$	77 \$	104 \$	117 \$
Pertes réalisées	–	(4)	(1)	(4)	(8)
Pertes de valeur	(18)	(13)	(5)	(31)	(15)
	42 \$	27 \$	71 \$	69 \$	94 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat : il n'y a eu aucun profit réalisé pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; 3 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014); les profits réalisés pour le semestre clos le 30 avril 2015 se sont chiffrés à 1 million (9 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014). Il n'y a eu aucune perte réalisée pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 (1 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014). Il n'y a eu aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; néant pour le trimestre clos le 30 avril 2014). Les pertes de valeur relativement à nos activités d'assurance pour le semestre clos le 30 avril 2015 se sont établies à 1 million de dollars (néant pour le semestre clos le 30 avril 2014).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, des profits nets de 42 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 27 millions au cours du trimestre précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits réalisés de 60 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 18 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2015, des profits nets de 69 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 94 millions au cours de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 100 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 31 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	248 \$	9 \$	(15)\$	2 \$	(6)\$	(5)\$	233 \$
Prêts aux particuliers	553	103	(127)	25	(5)	(7)	542
Prêts sur cartes de crédit	386	95	(125)	30	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	9	(10)	2	–	–	66
	1 252	216	(277)	59	(11)	(12)	1 227
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	803	66	(46)	11	(9)	(17)	808
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	805	66	(46)	11	(9)	(17)	810
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 057	282	(323)	70	(20)	(29)	2 037
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 148 \$	282 \$	(323)\$	70 \$	(20)\$	(29)\$	2 128 \$
Évalués individuellement	241 \$	42 \$	(28)\$	7 \$	(6)\$	(11)\$	245 \$
Évalués collectivement	1 907	240	(295)	63	(14)	(18)	1 883
Total de la provision pour pertes sur créances	2 148 \$	282 \$	(323)\$	70 \$	(20)\$	(29)\$	2 128 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	13 \$	(20)\$	1 \$	(6)\$	20 \$	248 \$
Prêts aux particuliers	535	93	(114)	25	(2)	16	553
Prêts sur cartes de crédit	385	94	(122)	28	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(11)	3	–	–	65
	1 224	209	(267)	57	(8)	37	1 252
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	768	62	(48)	7	(9)	23	803
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	61	(48)	8	(9)	23	805
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 994	270	(315)	65	(17)	60	2 057
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	270 \$	(315)\$	65 \$	(17)\$	60 \$	2 148 \$
Évalués individuellement	214 \$	35 \$	(27)\$	4 \$	(6)\$	21 \$	241 \$
Évalués collectivement	1 871	235	(288)	61	(11)	39	1 907
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	270 \$	(315)\$	65 \$	(17)\$	60 \$	2 148 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2014

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	166 \$	9 \$	(6)\$	– \$	(6)\$	4 \$	167 \$
Prêts aux particuliers	611	90	(184)	28	(7)	(4)	534
Prêts sur cartes de crédit	384	91	(119)	28	–	2	386
Prêts aux petites entreprises	67	11	(13)	2	–	(1)	66
	1 228	201	(322)	58	(13)	1	1 153
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	749	43	(52)	4	(10)	(6)	728
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	751	43	(52)	4	(10)	(6)	730
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 979	244	(374)	62	(23)	(5)	1 883
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 070 \$	244 \$	(374)\$	62 \$	(23)\$	(5)\$	1 974 \$
Évalués individuellement	221 \$	30 \$	(95)\$	– \$	(7)\$	(2)\$	147 \$
Évalués collectivement	1 849	214	(279)	62	(16)	(3)	1 827
Total de la provision pour pertes sur créances	2 070 \$	244 \$	(374)\$	62 \$	(23)\$	(5)\$	1 974 \$

Provision pour pertes sur créances

Pour le semestre clos le 30 avril 2015

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	22 \$	(35)\$	3 \$	(12)\$	15 \$	233 \$
Prêts aux particuliers	535	196	(241)	50	(7)	9	542
Prêts sur cartes de crédit	385	189	(247)	58	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	64	18	(21)	5	–	–	66
	1 224	425	(544)	116	(19)	25	1 227
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	768	128	(94)	18	(18)	6	808
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	127	(94)	19	(18)	6	810
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 994	552	(638)	135	(37)	31	2 037
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	552 \$	(638)\$	135 \$	(37)\$	31 \$	2 128 \$
Évalués individuellement	214 \$	77 \$	(55)\$	11 \$	(12)\$	10 \$	245 \$
Évalués collectivement	1 871	475	(583)	124	(25)	21	1 883
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	552 \$	(638)\$	135 \$	(37)\$	31 \$	2 128 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	21 \$	(13)\$	– \$	(13)\$	21 \$	167 \$
Prêts aux particuliers	583	230	(305)	52	(12)	(14)	534
Prêts sur cartes de crédit	385	176	(230)	54	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	61	25	(23)	4	(1)	–	66
	1 180	452	(571)	110	(26)	8	1 153
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	777	84	(122)	12	(20)	(3)	728
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	84	(122)	12	(20)	(3)	730
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 959	536	(693)	122	(46)	5	1 883
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	536 \$	(693)\$	122 \$	(46)\$	5 \$	1 974 \$
Évalués individuellement	240 \$	58 \$	(143)\$	4 \$	(13)\$	1 \$	147 \$
Évalués collectivement	1 810	478	(550)	118	(33)	4	1 827
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	536 \$	(693)\$	122 \$	(46)\$	5 \$	1 974 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				31 janvier 2015 (1)			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 937 \$	1 320 \$	309 \$	4 566 \$	3 306 \$	1 404 \$	326 \$	5 036 \$
Prêts de gros	413	214	–	627	450	394	–	844
	3 350 \$	1 534 \$	309 \$	5 193 \$	3 756 \$	1 798 \$	326 \$	5 880 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				30 avril 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 055 \$	1 284 \$	316 \$	4 655 \$	2 769 \$	1 282 \$	321 \$	4 372 \$
Prêts de gros	431	322	–	753	504	336	–	840
	3 486 \$	1 606 \$	316 \$	5 408 \$	3 273 \$	1 618 \$	321 \$	5 212 \$

(1) Certains montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises	766	744	631	569
Prêts aux banques (2)	2	2	2	3
	768 \$	746 \$	633 \$	572 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 757 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (690 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; 634 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 647 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014). Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 716 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2015 (728 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				31 janvier 2015			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif								
Instruments dérivés	688 \$	1 697 \$	213 \$	104 406 \$	1 008 \$	2 196 \$	148 \$	147 212 \$
Passif								
Instruments dérivés	1 228	273	166	110 552	1 659	313	916	149 981
Instruments non dérivés	–	–	22 248	–	–	–	23 451	–

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				30 avril 2014			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif								
Instruments dérivés	504 \$	1 392 \$	87 \$	85 419 \$	512 \$	1 428 \$	86 \$	70 607 \$
Passif								
Instruments dérivés	511	121	205	88 145	444	321	40	72 401
Instruments non dérivés	–	–	20 949	–	–	–	19 938	–

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2015			le 31 janvier 2015			le 30 avril 2014		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
Couvertures de la juste valeur									
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	(460)\$	s.o. \$	s.o. \$	743 \$	s.o. \$	s.o. \$	(87)\$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	444	s.o.	s.o.	(781)	s.o.	s.o.	60	s.o.	s.o.
Tranche inefficace (1)	(16)	s.o.	s.o.	(38)	s.o.	s.o.	(27)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(1)	s.o.	s.o.	5	s.o.	s.o.	2	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	36	s.o.	s.o.	(382)	s.o.	s.o.	40
Reclassées en résultat au cours de la période (2)	s.o.	(107)	s.o.	s.o.	(205)	s.o.	s.o.	2	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	(2)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	(2 116)	s.o.	s.o.	4 556	s.o.	s.o.	(458)
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 096	s.o.	s.o.	(2 605)	s.o.	s.o.	232
	(16)\$	(107)\$	(984)\$	(35)\$	(205)\$	1 569 \$	(24)\$	2 \$	(186)\$

	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2015			le 30 avril 2014		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	283 \$	s.o. \$	s.o. \$	1 \$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(337)	s.o.	s.o.	(59)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace (1)	(54)	s.o.	s.o.	(58)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	4	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(346)	s.o.	s.o.	(78)
Reclassées en résultat au cours de la période (2)	s.o.	(312)	s.o.	s.o.	6	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	(1)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	2 440	s.o.	s.o.	2 022
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(1 509)	s.o.	s.o.	(1 281)
	(51)\$	(312)\$	585 \$	(56)\$	6 \$	663 \$

- (1) Comprend des pertes de 25 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (28 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; 28 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014) et des pertes de 53 millions pour le semestre clos le 30 avril 2015 (55 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014) qui sont exclues de l'évaluation portant sur l'efficacité de la couverture. Ces montants sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt et sont compensés par d'autres couvertures économiques.
- (2) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, des pertes après impôt de 79 millions de dollars ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat (pertes de 151 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; profits de 2 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014) et des pertes de 230 millions ont été reclassées au cours du semestre clos le 30 avril 2015 (profits de 5 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014).
- s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				31 janvier 2015			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	25 428 \$	33 731 \$	47 845 \$	107 004 \$	45 725 \$	44 742 \$	60 097 \$	150 564 \$
Passifs dérivés	27 301	39 875	45 043	112 219	46 542	49 305	57 022	152 869

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				30 avril 2014			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	19 485 \$	29 838 \$	38 079 \$	87 402 \$	14 069 \$	25 606 \$	32 958 \$	72 633 \$
Passifs dérivés	19 980	32 640	36 362	88 982	15 038	27 044	31 124	73 206

Note 7 Acquisitions et cessions importantes

Acquisition

Gestion de patrimoine

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé un accord définitif visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. City National Bank offre des services bancaires ainsi que des services de placement et de fiducie aux États-Unis, et comprend la quasi-totalité des activités de City National. La contrepartie totale se compose de 2,7 milliards de dollars US en trésorerie et de 44 millions d'actions ordinaires de la Banque Royale du Canada. L'évaluation de la contrepartie finale dépend du cours de clôture de l'action ordinaire et d'autres ajustements de clôture. Si l'acquisition avait été conclue le 30 avril 2015, la contrepartie totale se serait établie à 6,7 milliards de dollars (5,6 milliards de dollars US).

La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et devrait être finalisée au premier trimestre de 2016. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à partir de la date de clôture.

Cession

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le 1^{er} avril 2015, nous avons annoncé un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Suriname) N.V. (activités bancaires de RBC au Suriname). La transaction devrait être finalisée au troisième trimestre et est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation. En raison de la cession, les actifs et les passifs des activités bancaires de RBC au Suriname ont été classés comme détenus en vue de la vente, évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé au poste Frais autres que d'intérêt – Autres une perte de valeur de 23 millions de dollars du groupe destiné à être cédé.

Note 7 Acquisitions et cessions importantes (suite)

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres classées comme détenues en vue de la vente et incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2015
Actif	
Trésorerie et dépôts à des banques	343 \$
Valeurs mobilières	32
Prêts, déduction faite de la provision	266
Autres actifs	17
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres actifs	658
Passif	
Dépôts	594 \$
Autres passifs	14
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres passifs	608
Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé	- \$

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2015				31 janvier 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	122 535 \$	18 825 \$	74 543 \$	215 903 \$	123 816 \$	18 723 \$	73 697 \$	216 236 \$
Entreprises et gouvernements	166 152	5 177	243 982	415 311	164 518	4 089	248 477	417 084
Banques	6 138	22	14 177	20 337	6 250	16	15 121	21 387
	294 825 \$	24 024 \$	332 702 \$	651 551 \$	294 584 \$	22 828 \$	337 295 \$	654 707 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	65 715 \$	3 793 \$	- \$	69 508 \$	68 474 \$	3 603 \$	- \$	72 077 \$
États-Unis	776	49	-	825	1 704	9	-	1 713
Europe (5)	3 435	1	-	3 436	3 403	2	-	3 405
Autres pays	5 938	450	-	6 388	6 320	176	-	6 496
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	182 568	12 204	255 033	449 805	178 193	11 317	253 820	443 330
États-Unis	3 561	3 199	56 536	63 296	3 917	2 996	61 908	68 821
Europe (5)	29 581	507	12 485	42 573	28 621	467	13 270	42 358
Autres pays	3 251	3 821	8 648	15 720	3 952	4 258	8 297	16 507
	294 825 \$	24 024 \$	332 702 \$	651 551 \$	294 584 \$	22 828 \$	337 295 \$	654 707 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2014				30 avril 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	120 444 \$	17 793 \$	70 980 \$	209 217 \$	115 594 \$	17 279 \$	69 797 \$	202 670 \$
Entreprises et gouvernements	162 988	3 038	220 634	386 660	152 711	1 821	214 674	369 206
Banques	5 771	11	12 441	18 223	5 177	20	13 886	19 083
	289 203 \$	20 842 \$	304 055 \$	614 100 \$	273 482 \$	19 120 \$	298 357 \$	590 959 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	65 774 \$	3 478 \$	- \$	69 252 \$	61 930 \$	3 553 \$	- \$	65 483 \$
États-Unis	1 777	15	-	1 792	1 227	10	-	1 237
Europe (5)	3 314	1	-	3 315	4 597	3	-	4 600
Autres pays	5 057	279	-	5 336	5 160	302	-	5 462
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	175 172	10 895	241 902	427 969	165 823	10 773	236 116	412 712
États-Unis	3 497	2 144	45 359	51 000	3 614	898	43 540	48 052
Europe (5)	31 118	418	9 282	40 818	28 154	51	10 223	38 428
Autres pays	3 494	3 612	7 512	14 618	2 977	3 530	8 478	14 985
	289 203 \$	20 842 \$	304 055 \$	614 100 \$	273 482 \$	19 120 \$	298 357 \$	590 959 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 30 avril 2015, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 163 milliards de dollars (154 milliards au 31 janvier 2015; 150 milliards au 31 octobre 2014; 143 milliards au 30 avril 2014).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2015, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 209 milliards de dollars, 12 milliards, 24 milliards et 25 milliards, respectivement (216 milliards, 12 milliards, 23 milliards et 26 milliards au 31 janvier 2015; 183 milliards, 11 milliards, 23 milliards et 22 milliards au 31 octobre 2014; 169 milliards, 11 milliards, 22 milliards et 24 milliards au 30 avril 2014).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	66 298 \$	76 509 \$	57 840 \$	47 193 \$
De 3 à 6 mois	32 203	32 707	32 880	22 755
De 6 à 12 mois	67 303	64 577	50 300	44 475
De 1 an à 2 ans	53 508	56 098	54 354	66 165
De 2 à 3 ans	30 541	28 744	31 559	36 748
De 3 à 4 ans	29 696	29 804	28 946	25 340
De 4 à 5 ans	27 516	23 659	24 673	27 011
Plus de 5 ans	25 637	25 197	23 503	28 670
	332 702 \$	337 295 \$	304 055 \$	298 357 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	300 000 \$	303 000 \$	270 000 \$	263 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014
Coûts des services rendus	86 \$	87 \$	79 \$	8 \$	9 \$	8 \$
Frais d'intérêt, montant net	8	8	3	19	18	20
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	6	1	–
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	97 \$	98 \$	85 \$	33 \$	28 \$	28 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	37	45	29	–	–	–
	134 \$	143 \$	114 \$	33 \$	28 \$	28 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Coûts des services rendus	173 \$	157 \$	17 \$	16 \$
Frais d'intérêt, montant net	16	7	37	40
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	7	3
Frais administratifs	6	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	195 \$	170 \$	61 \$	59 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	82	70	–	–
	277 \$	240 \$	61 \$	59 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014
(Gains) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses financières	(571)\$	1 197 \$	133 \$	(79)\$	154 \$	19 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	2	–	(4)	(4)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	94	(686)	(171)	–	–	–
	(477)\$	513 \$	(38)\$	(83)\$	150 \$	19 \$

Note 9 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	626 \$	266 \$	75 \$	37 \$
Ajustements liés à l'expérience	2	–	(8)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(592)	(427)	–	–
	36 \$	(161)\$	67 \$	37 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débiteures subordonnées**

Le 14 novembre 2014, toutes les débiteures subordonnées à 10 % en circulation, d'un montant de 200 millions de dollars, sont arrivées à échéance. Le capital et les intérêts courus ont été versés aux porteurs de débiteures à la date d'échéance.

Actions privilégiées

Le 13 mars 2015, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BF, pour un produit brut de 300 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 novembre 2020, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,60 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,62 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BG, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,62 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 30 janvier 2015, nous avons émis 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BD, pour un produit brut de 600 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2020, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,60 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,74 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BE, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,74 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 24 novembre 2014, nous avons racheté la totalité des 13 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AX émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

Actions ordinaires émises (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2015		le 31 janvier 2015		le 30 avril 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	510	25 \$	359	20 \$	535	30 \$
Rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	–	–	(1 381)	(14)
	510	25 \$	359	20 \$	(846)	16 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2015		le 30 avril 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	869	45 \$	1 674	95 \$
Rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(1 381)	(14)
	869	45 \$	293	81 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des semestres clos le 30 avril 2015 et le 30 avril 2014, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, nous avons racheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 72,41 \$ l'action. La valeur comptable moyenne s'élève à 10,03 \$ l'action.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2015	le 31 janvier 2015	le 30 avril 2014	le 30 avril 2015	le 30 avril 2014
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	2 502 \$	2 456 \$	2 201 \$	4 958 \$	4 293 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(47)	(40)	(52)	(87)	(114)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(29)	(22)	(26)	(51)	(51)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 426	2 394	2 123	4 820	4 128
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 078	1 442 591	1 443 115	1 442 339	1 442 769
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,68 \$	1,66 \$	1,47 \$	3,34 \$	2,86 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 426 \$	2 394 \$	2 123 \$	4 820 \$	4 128 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	4	4	7	14
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 429	2 398	2 127	4 827	4 142
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 078	1 442 591	1 443 115	1 442 339	1 442 769
Options sur actions (1)	2 470	2 839	2 757	2 654	2 799
Actions échangeables (2)	4 103	3 989	4 399	4 044	9 011
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 448 651	1 449 419	1 450 271	1 449 037	1 454 579
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,68 \$	1,65 \$	1,47 \$	3,33 \$	2,85 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2015, un nombre moyen d'options en cours de 800 522 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours n'a été exclue pour les trimestres clos le 31 janvier 2015 et le 30 avril 2014). Pour le semestre clos le 30 avril 2015, un nombre moyen d'options en cours de 606 660 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours n'a été exclue pour le semestre clos le 30 avril 2014).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires ont évolué comme suit :

Litige relatif à la CFTC

La Banque Royale du Canada et la Commodity Futures Trading Commission ont signé une ordonnance sur consentement qui a été approuvée par la Cour, afin de régler la poursuite en cours dont le libellé allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, effectuées à l'abri de la concurrence. L'ordonnance de consentement impose à la Banque Royale du Canada une sanction pécuniaire civile de 35 millions de dollars US et empêche la Banque Royale du Canada d'aller à l'encontre des interdictions de la Commodity Exchange Act relativement aux transactions fictives et inappropriées et aux transactions effectuées à l'abri de la concurrence. La Banque Royale du Canada s'est acquittée de ce montant et l'affaire est close.

Litige relatif à Rural/Metro

Le 10 octobre 2014, la Court of Chancery du Delaware, dans le cadre d'un recours collectif présenté par d'anciens actionnaires de Rural/Metro Corporation, a tenu la Banque Royale du Canada responsable d'avoir été complice d'un manquement à l'obligation fiduciaire de trois administrateurs de Rural/Metro. La demande d'honoraires des avocats des demandeurs a été décidée par la Cour sans aucune autre responsabilité pour la Banque Royale du Canada. Une décision définitive a été prononcée le 19 février 2015, relative à un montant de 93 millions de dollars US. La Banque Royale du Canada a fait appel de la décision de la Cour quant à la responsabilité et au montant des dommages et les demandeurs ont interjeté un appel incident de la décision de la Cour quant à la demande d'honoraires des avocats.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas), une filiale indirecte de la Banque Royale du Canada, de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit actuellement à titre de fiduciaire. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de les contester devant le tribunal français. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure ni le moment auquel elle sera réglée définitivement. La direction estime toutefois que son règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière consolidée, même s'il pourrait en avoir une sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle il sera conclu.

Note 12 Litiges (suite)*Litige portant sur les frais d'interchange*

Depuis 2011, sept projets de recours collectifs ont été initiés au Canada : *Bancroft-Snell c. Visa Canada Corporation, et al., 9085-4886 Quebec Inc. c. Visa Canada Corporation, et al., Coburn and Watson's Metropolitan Home c. Bank of America Corporation et al. (Watson), Macaronies Hair Club and Laser Centre Inc. c. BofA Canada Bank, et al., 1023926 Alberta Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., The Crown & Hand Pub Ltd. c. Bank of America Corporation, et al., et Hello Baby Equipment Inc. c. BofA Canada Bank, et al.* Les défenderesses de chaque recours sont VISA Canada Corporation (Visa), MasterCard International Incorporated (MasterCard), la Banque Royale du Canada ainsi que d'autres institutions financières. Les membres du groupe formant le recours collectif sont des commerçants canadiens qui acceptent les paiements par carte Visa et/ou MasterCard. Dans les recours, il est allégué, entre autres, que de mars 2011 jusqu'à aujourd'hui, Visa et MasterCard auraient conspiré avec leurs banques émettrices et leurs acquéreurs pour fixer des frais d'interchange par défaut et des frais d'escompte de commerçant et que certaines règles (par exemple, la règle obligeant à honorer toutes les cartes et la règle de non-imposition de frais supplémentaires) auraient pour effet d'accroître les frais d'escompte de commerçant. Les recours comprennent des allégations de complot civil, d'infractions à la *Loi sur la concurrence*, d'ingérence dans des relations économiques et d'enrichissement injustifié. Des dommages-intérêts généraux et punitifs d'un montant non précisé sont réclamés. Dans le cas de *Watson*, la décision de certifier en partie l'action comme recours collectif a été rendue le 27 mars 2014. Cette décision a été portée en appel tant par les représentants du recours que par les défenderesses. Les appels ont été entendus en décembre 2014 et la décision est en instance. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée.

Veillez vous reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014 pour une description des autres litiges importants.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2015						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 399 \$	122 \$	– \$	198 \$	940 \$	(102)\$	3 557 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 626	806	330	1 307	131	5 273
Total des revenus	3 472	1 748	806	528	2 247	29	8 830
Dotations à la provision pour pertes sur créances	235	32	–	–	15	–	282
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	493	–	–	–	493
Frais autres que d'intérêt	1 618	1 340	156	312	1 280	30	4 736
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 619	376	157	216	952	(1)	3 319
Charge (économie) d'impôt	419	105	34	57	327	(125)	817
Bénéfice net	1 200 \$	271 \$	123 \$	159 \$	625 \$	124 \$	2 502 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	87 \$	39 \$	4 \$	13 \$	7 \$	162 \$	312 \$
Provisions pour restructuration	–	20	–	–	–	–	20
Total de l'actif	383 278 \$	28 835 \$	13 753 \$	119 198 \$	465 304 \$	21 804 \$	1 032 172 \$
Total du passif	383 266 \$	28 825 \$	13 757 \$	119 126 \$	465 280 \$	(36 329)\$	973 925 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 493 \$	124 \$	– \$	196 \$	916 \$	(98)\$	3 631 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 542	1 892	310	1 117	79	6 013
Total des revenus	3 566	1 666	1 892	506	2 033	(19)	9 644
Dotations à la provision pour pertes sur créances	252	13	–	(1)	5	1	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 522	–	–	–	1 522
Frais autres que d'intérêt	1 628	1 333	146	316	1 157	40	4 620
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 686	320	224	191	871	(60)	3 232
Charge (économie) d'impôt	431	90	39	49	277	(110)	776
Bénéfice net	1 255 \$	230 \$	185 \$	142 \$	594 \$	50 \$	2 456 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	86 \$	38 \$	4 \$	14 \$	8 \$	151 \$	301 \$
Provisions pour restructuration	–	37	–	–	–	–	37
Total de l'actif	381 106 \$	30 435 \$	13 778 \$	130 163 \$	507 356 \$	23 857 \$	1 086 695 \$
Total du passif	381 101 \$	30 377 \$	13 824 \$	130 092 \$	507 173 \$	(33 293)\$	1 029 274 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 378 \$	118 \$	– \$	184 \$	848 \$	(79)\$	3 449 \$
Revenus autres que d'intérêt	928	1 436	1 125	292	1 024	22	4 827
Total des revenus	3 306	1 554	1 125	476	1 872	(57)	8 276
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	231	–	–	–	13	–	244
Frais autres que d'intérêt	–	–	830	–	–	–	830
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 572	1 173	140	325	1 111	11	4 332
Charge (économie) d'impôt	1 503	381	155	151	748	(68)	2 870
Bénéfice net	388	103	1	39	241	(103)	669
Bénéfice net	1 115 \$	278 \$	154 \$	112 \$	507 \$	35 \$	2 201 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	89 \$	37 \$	4 \$	14 \$	7 \$	135 \$	286 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	366 396 \$	25 892 \$	12 116 \$	91 595 \$	382 554 \$	17 343 \$	895 896 \$
Total du passif	366 376 \$	25 851 \$	12 173 \$	91 588 \$	382 442 \$	(34 510)\$	843 920 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 892 \$	246 \$	– \$	394 \$	1 856 \$	(200)\$	7 188 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 146	3 168	2 698	640	2 424	210	11 286
Total des revenus	7 038	3 414	2 698	1 034	4 280	10	18 474
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	487	45	–	(1)	20	1	552
Frais autres que d'intérêt	–	–	2 015	–	–	–	2 015
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 246	2 673	302	628	2 437	70	9 356
Charge (économie) d'impôt	3 305	696	381	407	1 823	(61)	6 551
Bénéfice net	850	195	73	106	604	(235)	1 593
Bénéfice net	2 455 \$	501 \$	308 \$	301 \$	1 219 \$	174 \$	4 958 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	173 \$	77 \$	8 \$	27 \$	15 \$	313 \$	613 \$
Provisions pour restructuration	–	57	–	–	–	–	57
Total de l'actif	383 278 \$	28 835 \$	13 753 \$	119 198 \$	465 304 \$	21 804 \$	1 032 172 \$
Total du passif	383 266 \$	28 825 \$	13 757 \$	119 126 \$	465 280 \$	(36 329)\$	973 925 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 821 \$	229 \$	– \$	367 \$	1 609 \$	(117)\$	6 909 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 896	2 860	2 407	561	2 073	30	9 827
Total des revenus	6 717	3 089	2 407	928	3 682	(87)	16 736
Dotations à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	505	19	–	–	11	1	536
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 812	–	–	–	1 812
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 245	2 364	287	635	2 176	12	8 719
Charge (économie) d'impôt	2 967	706	308	293	1 495	(100)	5 669
Bénéfice net	781	193	(3)	75	483	(153)	1 376
Bénéfice net	2 186 \$	513 \$	311 \$	218 \$	1 012 \$	53 \$	4 293 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	165 \$	75 \$	8 \$	30 \$	14 \$	269 \$	561 \$
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
Total de l'actif	366 396 \$	25 892 \$	12 116 \$	91 595 \$	382 554 \$	17 343 \$	895 896 \$
Total du passif	366 376 \$	25 851 \$	12 173 \$	91 588 \$	382 442 \$	(34 510)\$	843 920 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent s'est élevée à 115 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2015 (109 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2015; 122 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014) et à 224 millions pour le semestre clos le 30 avril 2015 (217 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014).

Note 14 Gestion du capital

Capital réglementaire et ratios de capital

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. À compter de l'exercice considéré, le ratio actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Le ratio de levier est calculé en divisant le capital de première catégorie par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition se compose du total de l'actif (compte non tenu des éléments déduits du capital de première catégorie) et de certains éléments hors-bilan convertis en équivalents-risque de crédit. Des dérivés et des transactions de financement garanti font également l'objet d'ajustements afin de refléter le risque de crédit et d'autres risques. Au cours du deuxième trimestre de 2015, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au			
	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	30 avril 2014
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	39 608 \$	38 902 \$	36 406 \$	33 756 \$
Capital de première catégorie	45 989	44 917	42 202	39 725
Capital total	53 932	52 953	50 020	46 237
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	396 874	405 307	368 594	349 094
Ratio du capital de première catégorie	398 014	406 722	369 976	349 094
Ratio du capital total	398 992	407 934	372 050	349 094
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total (1)				
Risque de crédit	306 831 \$	314 163 \$	286 327 \$	258 275 \$
Risque de marché	42 915	45 623	38 460	46 104
Risque opérationnel	49 246	48 148	47 263	44 715
	398 992 \$	407 934 \$	372 050 \$	349 094 \$
Ratios de capital, ratios de levier et coefficients (1)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,0 %	9,6 %	9,9 %	9,7 %
Ratio du capital de première catégorie	11,6 %	11,0 %	11,4 %	11,4 %
Ratio du capital total	13,5 %	13,0 %	13,4 %	13,2 %
Ratio de levier (3)	4,0 %	3,8 %	s.o.	s.o.
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	s.o.	17,0 X	17,5 X

(1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.

(2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul de l'actif pondéré en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total sera assujéti chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

(3) La mesure de l'exposition au 30 avril 2015 s'établissait à 1 138 milliards de dollars (1 179 milliards au 31 janvier 2015).

(4) À compter de l'exercice considéré, le coefficient actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Au 31 octobre 2014 et au 30 avril 2014, le montant brut de l'actif ajusté s'élevait à 885 milliards de dollars et à 850 milliards, respectivement.

s.o. sans objet

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télocopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions
Bridgwater Road
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télocopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des règles renforcées en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2014, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2015

Premier trimestre	25 février
Deuxième trimestre	28 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2015

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ et BB	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BD	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BF	23 juillet 22 octobre	27 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.